

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12607 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 11-LUNDI 12 AOUT 1985

## NOUVELLE-CALÉDONIE

### Le gouvernement veut aller vite

Députés et sénateurs sont de retour, les premiers dès le lundi 12 août, pour décider d'une nouvelle répartition numérique des membres des futurs conseils de région de Nouvelle-Calédonie. Session extraordinaire oblige. Ainsi en a décidé le président de la République, après la décision du Conseil constitutionnel qui annule la première répartition.

Faire vite : telle est, à l'évidence, la préoccupation, pour ne pas dire l'obsession, du pouvoir. Des élections par trop retardées en Nouvelle-Calédonie, alors qu'une autre échéance, mars 1986, se rapproche inéluctablement, le mettraient dans une situation délicate.

De plus, la rentrée est proche, avec son habituel cortège de menaces et de moments difficiles. Un budget, indigeste s'il en fut, va bientôt occuper le devant de la scène. Même le prochain congrès du Parti socialiste peut être considéré comme un point d'interrogation, un sujet de perplexité.

Cela fait beaucoup. Trop pour risquer d'avoir à traîner par derrière un boulet qui ne s'est déjà que trop alourdi au fil des mois. De là, la nécessité pour le pouvoir de sauter au plus vite l'obstacle dressé par le Conseil constitutionnel. Ne serait-ce que pour mieux apercevoir les autres. En Nouvelle-Calédonie et ailleurs, ils ne manqueraient pas. C'est la seule certitude.

M. K.

(Lire nos Informations page 7.)

## L'apartheid en Afrique du Sud : Pretoria prêt à lâcher du lest ?

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, a terminé, vendredi 9 août à Francfort, la visite surprise de deux jours qu'il a faite en Europe pour recueillir « l'opinion » sur la situation en République sud-africaine qui est présentée en Occident. « J'ai offert au gouvernement allemand de venir s'informer sur place », a-t-il dit, après un entretien avec le directeur du département politique du ministère ouest-allemand des affaires étrangères. Il avait également rencontré le sous-secrétaire adjoint au Foreign Office à Vienne, mais il ne s'est pas rendu à Londres.

On attend que le président, M. Pieter Botha, annonce, jeudi 15 août, quelques-unes des réformes qu'il avait promises lors du discours d'ouverture du Parlement le 25 janvier dernier (« Le Monde » daté 27-28 janvier), mais qui sont restées jusqu'à maintenant sans suite. Ces réformes concernaient le droit de vote et le droit de circulation pour les Noirs.

Les Noirs, qui sont actuellement rattachés à l'apartheid à un handicap, pourraient bénéficier aussi de la citoyenneté sud-africaine. D'autre part, la loi concernant leur liberté d'aller et venir pourrait être modifiée.

### De notre correspondant

Johannesburg. — La situation était toujours très tendue samedi 10 août dans les faubourgs de Durban, où le dernier bilan des émeutes dépasse les 50 morts. Les forces de sécurité, armées et police, paraissent contrôler les cités noires, mais les risques existent d'une reprise des émeutes et d'une extension de celles-ci à d'autres townships. Des comités de vigilance se sont constitués pour protéger certains quartiers et notamment les magasins indiens. La vague de violence a touché la cité indienne de Phoenix, où une émeute de bâtiments ont été la proie des flammes. Cependant, la tendance paraît maintenant être à l'apaisement.

Selon plusieurs témoignages, les heurts qui se sont produits mercredi soir entre des militants du premier ministre du Zulu, M. Gatsha Buthezi, et les participants à une réunion à la mémoire de Victoria Nkomo, l'avocate associée, à l'Université, ont été très violents. Les participants de l'Université de Natal ont été très nombreux à se rendre à la réunion. Un seul Indien a été blessé dans cette nouvelle tournée, qui est présentée par les militants officiels comme un affrontement interraciel entre les communautés noire et blanche.

Un nouvel épisode d'une rivalité ethnique trentenaire, après les affrontements qui, en 1949, avaient causé la mort de 147 personnes et fait 1 078 blessés. Les Indiens, principalement installés dans la province de Natal (ils sont près de 500 000 en Afrique du Sud), ont toujours craint les Zoulous, qui les considèrent comme des étrangers dont ils jalouxent la réussite sociale, le plus souvent grâce au commerce. Ils forment une communauté d'autant plus soudée qu'ils sont peu nombreux face à l'immense majorité noire. Les héritiers des colons transportés par les colons anglais pour venir travailler dans les champs de canne à sucre sont d'autre part accusés d'être les collaborateurs du pouvoir blanc.

Néanmoins, les frictions entre les deux communautés sont rares, et deux des principales organisations de cette minorité ethnique, le Congrès indien du Natal et le Congrès indien du Transvaal, font partie du Front démocratique uni (UDF). Elles ont joué un rôle important dans la contestation de l'apartheid et continuent de le faire malgré la répression qui a conduit nombre de leurs leaders en prison, notamment la petite fille du mahatma Gandhi, D'aileurs, M. Amichand Rajbansi, président du conseil des ministres de la chambre des députés au Parlement, a reconnu que « les relations avec les Noirs sont bonnes et constructives ». Récemment, à un colloque à Johannesburg, les deux communautés ont signé une déclaration de coopération.

Les événements de Durban sont de plus en plus pour le gouvernement et les médias sud-africains braquent le projecteur sur les victimes indiennes, certains accusant l'UDF d'être à l'origine des troubles. Cette organisation a fait remarquer que les Noirs étaient aussi venus en aide aux Indiens pendant les émeutes. M. Marry Morobe, porte-parole du mouvement, a précisé que la cité d'Inanda, vaste township aux allures

de bidonville aux portes de Durban, est peuplée d'Indiens et de Noirs, et que ceux-ci ont toujours vécu en bonne intelligence. La colère des Noirs, si elle a pris pour cible la communauté indienne, a été dirigée contre leurs biens plutôt que contre les personnes, contre les commerces plutôt que contre les individus. Telle est la véritable dynamique de cette révolte, amplifiée par des éléments incontrôlés qui font très rapidement basculer les revendications politiques du départ en jeu de massacre.

MICHEL BOLE-RICHARD.  
(Lire nos Informations page 3.)

## Avec ce numéro LE MONDE AUJOURD'HUI

Chefs-d'œuvre à l'abri  
Protéger le patrimoine historique  
grâce à des techniques performantes

Bayonne en muscles et en fête

### LIBYE

#### Expulsion de 5000 Tunisiens

(Page 3)

### GRANDE-BRETAGNE

#### L'honneur retrouvé de la BBC

(Pages 4 et 5)

## Liés à la DGSE, les deux « Suisses » surveillaient le navire de Greenpeace

Les services secrets français s'ingèrent de plus à la mission de « Shadow-Warrior ». Deux agents liés à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avaient été dépêchés de Paris en Nouvelle-Zélande pour surveiller les militants de Greenpeace mobilisés contre les essais nucléaires français dans le Pacifique sud.

Ces deux agents, arrêtés en Nouvelle-Zélande sous le fausse identité d'Alain-Jacques et Sylvie-Chloé Tournes, ne dépendaient pas directement de la DGSE. Selon une hypothèse plus vraisemblable, ils étaient placés sous l'autorité de secré-

riat général de la défense nationale ou de la direction des centres d'expérimentation nucléaires. Cependant des liens opérationnels avaient probablement été noués à Wellington avec les « correspondants » locaux de la DGSE, ce qui ne signifie pas qu'ils aient été mêlés à l'attentat.

Si cette hypothèse est la bonne, cela expliquerait pourquoi M. David Lange, le premier ministre néo-zélandais a affirmé, vendredi 9 août, qu'il ne portait pas d'accusation contre le gouvernement français et que Wellington se félicitait de la bonne volonté de Paris à faire la lumière sur cette affaire.

## Vraies et fausses « barbouzes »

L'ennemi, dans les services secrets, c'est précisément qu'ils sont secrets. A l'exception du « Secret Service » américain, dont les membres, la main droite sous l'épaulé gauche, veillent, très ouvertement et avec plus ou moins de bonheur, sur la vie des présidents des États-Unis.

Le secret, bien sûr, implique l'illégalité — à l'étranger en principe — et des risques dans nombre de cas, qu'il ne faut, sur la foi des romans et des films, ni exagérer ni sous-estimer. Mais, surtout, le type d'action clandestine qu'il implique rend fort difficile le contrôle des exécutants. D'où divers embrouillamais, bavures non revendiquées, compromissions involontaires, et confessions dangereuses. Le public, en effet, a fini par baptiser barbouzes des personnages de statuts forts divers, au grand déplaisir des spécialistes, officiels du renseignement et de l'action. A quoi s'ajoute une solide rancœur contre celui qui popularisa le terme dans une cinquantaine de romans de la « Série noire ». Dominique Ponchardier, alias Antoine Dominique, ex-barbouze lui-même, qui finit sa carrière active comme ambassadeur de France en Bolivie, haut commissaire à Djibouti, puis président des Comptoirs français du développement des textiles.

Il y a, en effet, les vrais agents de renseignement et d'action, les « vrais faux » et les faux tout court. Les vrais sont des fonctionnaires régulièrement appointés, les « vrais faux » travaillent souvent pour les premiers, les faux se servant du secret pour mener à bien des affaires personnelles généralement fructueuses. Classification simple en apparence, mais, les vrais pouvant, selon

l'époque et les circonstances, entrer dans diverses catégories. De tout temps, les services secrets ont dû, pour se dissimuler, utiliser des personnages — le dramaturge anglais du seizième siècle Christopher Marlowe, par exemple — dont la situation marginale était propice à l'obscurité.

Leur. Tel fut le cas, hautement démenti à Libreville, du « colonel Bourgeois », ancien officier de renseignement français devenu conseiller technique du président du Gabon, M. Omar Bongo, et resté correspondant du SDECE. Il organisa, en 1977, une tentative de coup d'État infructueuse au



Il en est de tout genre. Vient en tête l'honorable correspondant, non rétribué, qui agit par patriotisme et n'en rend pas moins des services éminents. M. Pierre Marion, qui fut, de juin 1981 à novembre 1982, directeur général du service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), rebaptisé sous son régime Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), fut dans ce cas lorsqu'il occupa d'importantes fonctions à Air France.

Apparaissent également des personnalités au rôle aussi important que mal défini sur le plan international, tel M. Violet, qui intervint dans l'affaire des « avions renifleurs ».

Autre catégorie : les anciens du service qui se sont reclassés ail-

Bénin. Avait-il prévenu Paris ? Il semble bien que non, mais il fut difficile d'en convaincre Cotonou.

Il existe aussi, lorsqu'on s'enfonce plus profondément dans la zone d'ambiguïté, une grande variété d'hommes de mains, qui va des mercenaires aux truands. Parmi les premiers, figure notamment le « colonel » Bob Denard, ancien quartier-maître de la marine française, rendu célèbre par ses aventures et ses mésaventures en Afrique. Il n'a jamais cité ses commanditaires. Le métier est, à vrai dire, rendu difficile par l'extrême diversité des « qualités professionnelles » des mercenaires, souvent fort médiocres.

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 7.)

## LA FIN DU SOMMET ARABE DE CASABLANCA

### Un consensus de façade

#### De notre envoyé spécial

Casablanca. — Le sommet arabe extraordinaire de Casablanca, clôturé ses travaux, vendredi après-midi 9 août, en adoptant une série de résolutions prudentes qui, en fin de compte, ne satisfaisaient aucune des parties en présence. La démarche la plus constructive décidée par les seize États qui ont participé au sommet semble être la création de deux commissions qui auront la redoutable tâche de régler les différends entre la Jordanie et la Syrie, l'Irak et la Syrie, l'Irak et la Libye, et entre cette dernière et l'OLP.

Il apparaît cependant que les délégués arabes ont jugé le « divorce » entre l'OLP et la Syrie irréversible, puisque aucune commission n'a été créée pour tenter de régler ce problème, qui constitue la principale faille au sein du monde arabe et celle qui est pratiquement à l'origine de toutes les divergences interarabes. Autre oubli de taille : rien ne sera fait pour l'instant pour mettre fin à l'exclusion de l'Égypte, l'État arabe le plus important, du point de vue politique et démographique, de la Ligue arabe. Le Caire demeure donc toujours « puni » pour avoir signé les accords de Camp David, bien que la Conférence islamique l'ait absous en janvier 1984 en le réintégrant en son sein, et que la Jordanie ait rétabli ses relations diplomatiques avec elle en septembre 1985.

Sur le problème tant controversé de l'accord jordanien-palestinien du 11 février dernier,

la conférence arabe a été d'une extrême prudence et a élaboré une formule de compromis boiteuse, qui permet aux différents protagonistes de ne pas perdre la face, mais sans donner au roi Hussein de Jordanie, et à M. Yasser Arafat un bilan officiel. En effet, le communiqué final du sommet se contente de « prendre acte » de l'accord du 11 février, en indiquant que la conférence a « enregistré avec satisfaction les explications qui lui ont été fournies par le roi Hussein et M. Yasser Arafat, qui ont estimé que l'action jordanienne-palestinienne est conforme aux résolutions du sommet arabe de Fès de 1982 ». Le communiqué concède, en outre, que l'accord d'Amman est « de nature à contribuer à la réalisation du projet de paix arabe pour un règlement de paix juste et global, garantissant le retrait d'Israël de tous les territoires occupés, dont Al Qods [Jérusalem] ».

En somme, les efforts de paix du souverain hachémite et du président de l'OLP sont jugés méritoires, mais l'accord d'Amman n'est pas approuvé officiellement « noir sur blanc », ainsi que réclamé le roi Hussein jeudi soir au cours d'une plaidoirie passionnée prononcée à huis clos. Celle-ci répondait vraisemblablement à l'intervention du représentant de Koweït, un État pourtant modéré, qui soulignait que l'accord d'Amman contredit le plan de Fès, qui prévoit « la création d'un État palestinien indépendant », alors que cet accord ne parle que d'une

confédération jordanio-palestinienne. On est donc loin du feu vert que M. Arafat et le roi Hussein réclamaient à leurs pairs afin de pouvoir poursuivre le mécanisme de négociation déclenché par l'accord d'Amman sans faire l'objet de critiques de la part de leurs détracteurs, qui ne font pas sans partie du Front de la libération.

En convoquant, le 28 juillet dernier, le sommet arabe de Casablanca, le roi Hassan II du Maroc avait laissé entendre qu'il était favorable à l'accord d'Amman et avait indiqué que lui-même allait soulever la question de l'initiative jordanio-palestinienne. Apparemment, le souverain chérifien a changé d'avis, après la défection du roi Fahd d'Arabie saoudite, qui, par son absence, a fait savoir clairement qu'il ne souhaitait pas engager une épreuve de force contre Damas, pour qui l'accord d'Amman est synonyme de « capitulation devant les États-Unis et Israël » et a pour objectif de « donner le coup d'envoi au dernier épisode des accords de Camp David ».

Le souverain wahabite ne souhaite en effet à aucun prix avaliser une quelconque stratégie qui serait susceptible d'accroître l'isolement de Damas. Cela explique la nature conciliante des résolutions du sommet de Casablanca, qui, soigneusement écartée toute formulation qui aurait pu creuser davantage le fossé entre une majorité et une minorité au sein du monde arabe.

JEAN QUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

NIE

net-  
tur-  
tion  
ché,  
des  
ave-  
72,  
Je  
not-  
tar-  
tion,  
dé-  
vec  
de  
un  
si-  
dés-  
sion

que  
la  
sion  
la  
vité  
l'at-  
de  
in-  
les  
ber-  
ris  
ple-  
sion

un  
let-  
sur  
vité,  
en  
sur-  
des  
niv-  
de

lier

cont-  
n'ét-  
ni que  
collect-  
lité le  
vains  
lors ne  
vément

double  
m d'é-  
ration  
attants  
naître  
u com-  
ment ait  
acquis  
en 1928  
cain et

ste du  
ciel du  
camp-  
é sup-  
A qui  
a pour  
paigne  
s droits  
partici-  
et aux  
l'insic-  
dent à  
ble que

Jarvis,  
13-79.

8

S  
ruphon  
73.33



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Samedi 10 août.** — Cameroun : voyage du pape (jusqu'au 14).

**Dimanche 11 août.** — Irlande du Nord : manifestation pro-républicaine à Belfast.

**Mardi 14 août.** — Centrafrique : visite du pape (jusqu'au 16).

**Jeudi 15 août.** — Tanzanie : désignation du successeur du président Nyerere.

**Vendredi 16 août.** — Iran : élections ; Khomeini, visite du pape qui était le Congrès eucharistique (jusqu'au 19).

**Dimanche 19 août.** — Maroc : visite du pape.

### SPORTS

**Dimanche 11 août.** — Natation : fin des championnats d'Europe à Sofia ; ULM : championnats du monde à Millau (jusqu'au 18).

**Mardi 14 août.** — Natation : championnats de France à Dunkerque (jusqu'au 18).

**Jeudi 15 août.** — Canot-kayak : championnats du monde de course en ligne à Malines (Belgique) (jusqu'au 18).

**Vendredi 16 août.** — Football : championnats de France (septième journée).

**Samedi 17 août.** — Athlétisme : coupe d'Europe des nations à Moscou (jusqu'au 18) ; automobile : Grand Prix d'Australie de formule 1 à Zeltweg.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. SUISSE/TUNISIE 594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : deux déclarations ou trois (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les ans par chèque postal en capital d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; Grèce, 55 p. ; Italie, 350 L. ; Libye, 0,350 \$ ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 11 fr. ; Thaïlande, 1,20 \$ ; Venezuela, 110 bol.

## IL Y A SOIXANTE-CINQ ANS, LE « MIRACLE DE LA VISTULE »

# Pilsudski bat l'armée rouge devant Varsovie

Il y a soixante-cinq ans, la victoire remportée par les troupes du général Pilsudski autour de Varsovie permit de rejeter l'armée rouge vers l'est, évitant ainsi la « bolchévisation » de la jeune République polonaise. Le « miracle de la Vistule » du 15 août 1920 fait date dans l'histoire millénaire du pays. Pour les Polonais, cette victoire inspercée remportée sur les envahisseurs est un nouveau miracle.

Les combattants polonais qui réussirent à stopper l'offensive russe sur la Vistule sont aidés par des Français appartenant à la mission militaire. Parmi les membres de celle-ci, un capitaine de trente ans : Charles de Gaulle.

Revenu de captivité en 1918, envoyé au stage de perfectionnement pour officiers organisés à l'école de Saint-Maixent, ce jeune officier — que Jean Lacouture décrit ainsi : « Bât pour la lutte et le débat, longue silhouette de grenadier botté, regard dur, maître de la parole » — entend traiter de la création d'une mission d'instruction auprès de l'armée polonaise.

### La « ligne Curzon »

Lorsqu'il arrive en mai 1919 au camp de Rembertow, à une quinzaine de kilomètres de Varsovie, où il est chargé d'enseigner la tactique d'infanterie, la Pologne est depuis longtemps en ébullition.

Certes, la Russie, désormais soviétique, reconnaît l'indépendance de la nouvelle République, officiellement proclamée le 7 octobre 1918. Il existe, cependant, un grave désaccord entre Alliés autour de la fixation des frontières de la Pologne — partagée depuis la fin du dix-huitième siècle entre ses trois voisins. Au départ, on parle de la création d'un État « avec des populations indiscutablement polonaises et un libre et sûr accès à la mer » (conformément au point XIII du président Wilson), mais le sym-

bole vivant de l'indépendance, Joseph Pilsudski, soutenu par l'immense majorité de ses compatriotes, espère un règlement beaucoup plus favorable.

Les combats se poursuivent avec les bolcheviks affaiblis par les péripéties de la guerre civile. Une commission internationale, préoccupée du prolongement du conflit meurtrier, invite en vain les belligérants à conclure un armistice : les forces polonaises, galvanisées par quelques succès, continuent leur offensive et pénètrent en Ukraine.

De leur côté, les Alliés veulent limiter le territoire de la nouvelle République aux seules régions purement polonaises. Plus tard, le ministre britannique des affaires étrangères donnera son nom à cette « ligne Curzon » dont il sera beaucoup question, par la suite, dans l'actualité internationale.

À la fin de l'année 1919, la Russie propose à la Pologne l'ouverture de pourparlers de paix sur la base du statu quo, pourtant défavorable à Moscou, compte tenu de l'avance des Polonais sur le terrain. Pilsudski et les siens, vraisemblablement encouragés par l'évolution de la situation, veulent obtenir davantage. Aussi, au printemps de 1920, reprennent-ils l'offensive : le 6 mai, les Polonais sont déjà à Kiev. Certains dirigeants rêvent du rétablissement des frontières historiques de 1772, englobant la Biélorussie et une partie de l'Ukraine.

Mais les bolcheviks n'abandonnent pas la lutte et préparent une riposte foudroyante. Ils sont commandés par des officiers de valeur : le général Semion Boudienny, cavalier légendaire aux moustaches monumentales ; Mikhail Toukhatchevski, ancien compagnon de captivité de Charles de Gaulle pendant la guerre mondiale.



Le maréchal Józef Piłsudski après le coup d'État militaire de mai 1926 (D.R.).

Toukhatchevski, flanqué d'un commissaire politique nommé Joseph Staline, lance en juin une attaque d'envergure préparée dans le plus grand secret. À Varsovie et dans les autres capitales, les nouvelles alarmantes qui arrivent du front provoquent la stupeur. En quelques semaines, les unités de l'armée rouge submergent les Polonais. Le 12 juillet, les Britanniques proposent la réunion d'une conférence à Londres et la conclusion d'un armistice à 50 kilomètres à l'est de la « ligne Curzon ». Cette fois, ce sont les Russes, en

position de force, qui s'opposent à la médiation. Ils exigent des pourparlers directs entre belligérants, idée à laquelle la diplomatie britannique ne semble pas défavorable tant elle craint une défaite de Pilsudski.

Du côté français, on s'oppose à de tels pourparlers. Paris espère un rétablissement de la situation et promet de l'aide en hommes et en équipement.

Le 21 juillet, le général Maxime Weygand arrive à Varsovie à la tête d'une importante mission militaire. Selon Jean Lacouture dans son *De Gaulle (Le Scud)*, l'homme de confiance du maréchal Foch, officiellement chargé de rechercher un règlement politique, a aussi pour mission de « conseiller » Pilsudski, en qui il voit le « rempart de la civilisation chrétienne en Occident ».

### « Les louches agissements de Trotski »

Car Léon Trotski, créateur de l'armée rouge, s'adresse à ses troupes : « Héros, prenez Varsovie ! Seize vestes de plus et toute l'Europe sera en feu ! »

Chaque jour, les Russes s'emparent d'immenses étendues de territoire : au début du mois d'août, ils sont aux portes de la ville fortifiée de Zamosc et s'approchent de Varsovie. La situation est critique. Les instructeurs français sont affectés aux différentes unités de l'armée polonaise et participent aux combats qui font rage près de la capitale. Ils contribuent aussi à la mise au point de la contre-offensive de la dernière chance.

Elle commence à la mi-août, le jour de la « fête de Marie, reine de Pologne ». Et le « miracle de la Vistule » va se produire. « L'ennemi, complètement surpris de voir tomber sur son flanc gauche les Polonais qu'il croyait complètement désespérés, ne résiste sé-

rieusement nulle part, fuit en désordre de tous côtés ou capitule par régiments entiers », écrit Charles de Gaulle le 1<sup>er</sup> novembre 1920, dans un article publié par la *Revue de Paris*.

La première version de l'*Histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS* (édition de 1949) attribue « aux louches agissements de Trotski et de Toukhatchevski l'échec de l'offensive de l'armée rouge ».

### Le traité de Riga

Quoi qu'il en soit, les Polonais, avec l'aide des Français, arrêtent l'offensive sur la Vistule. Les envahisseurs sont repoussés, la République sauvée. Avant Noël, Charles de Gaulle rentre en France, non sans avoir fréquenté pendant quelques semaines le beau monde varsovien, avec d'autres officiers de la mission militaire, devenus des coqueluchés de la haute société.

La guerre russo-polonaise est enfin terminée. Le traité de Riga signé en mars 1921 fixe la frontière orientale à 150 kilomètres à l'est de la « ligne Curzon ». Dix-huit ans et six mois plus tard, Hitler et Staline décident le quatrième partage de la Pologne. « Ce monstrueux avorton né du traité de Versailles », comme le dit Molotov le 31 octobre 1939, à la réunion du Soviet suprême.

La Pologne ne disparaît pas, même si, à l'issue de la seconde guerre mondiale, elle doit abandonner 165 700 kilomètres carrés de son ancien territoire à l'Union soviétique et recouvre en revanche, sur l'Allemagne, environ 100 000 kilomètres carrés, jusqu'à l'Oder et à la Neisse.

Quant au capitaine de Gaulle, décoré après le « miracle de la Vistule » du Virtuti Militari, la plus haute distinction polonaise, il a d'autres rendez-vous avec l'histoire.

THOMAS SCHREIBER.

## Quand la Résistance préparait l'Europe

Un des caractères principaux de la deuxième guerre mondiale, et peut-être sa principale originalité, est la coexistence, plus que l'imbrication, de deux types de combats : les uns étaient menés par d'immenses armées, dotées de moyens de destruction de plus en plus puissants ; ils avaient la faveur des communiqués ; de leur confrontation résulterait la victoire d'un des deux camps. Les autres se déroulaient dans l'ombre de la clandestinité ; ils s'engageaient que de faibles troupes, improvisées, dotées d'armes rudimentaires ; elles étaient volontiers ignorées, voire méprisées, par les grandes armées ; elles n'ont pas de victoire retentissante à leur actif ; mais leur existence signifiait que les nations vaincues et occupées par les Etats de l'Axe n'acceptaient pas leur défaite et voulaient participer à leur libération.

Car, dans tout pays occupé, si petit qu'il soit — Danemark ou Luxembourg — est née et s'est développée une résistance nationale — et c'est une grande nouveauté. Chacune a combattu seule, sur son territoire, sans autres liens avec ses voisins que les relations entretenues, à Londres, par les gouvernements exilés. Les contacts directs ont été très rares — entre socialistes belges et français, entre maquisards des deux côtés des Alpes ; même chez les communistes, bien qu'ils aient tous obéi aux ordres venus de Moscou, et utilisé la même tactique d'action immédiate, les exigences de la sécurité réduisaient au minimum les relations inter-nations.

Il n'a donc pas existé de Résistance européenne, si on entend par là un ensemble d'organismes et d'actions coordonnées. Bien au contraire, le premier résultat de la Résistance a été d'aiguiser les sentiments nationaux et, par suite, d'exacerber les différences d'opinions et les conflits.

Cependant, bien que chacune se soit refermée sur elle-même, la Résistance était un fait européen ; elle combattait le même adversaire et, pour l'affronter, elle

découvrait et utilisait les mêmes armes et les mêmes méthodes de combat — du tract au sabotage, de la collecte de renseignements à la guérilla, de la guerre psychologique à l'insurrection nationale.

### « L'Allemagne pour géolier »

Et leurs motivations profondes étaient identiques ; ils luttèrent certes pour l'indépendance et la renaissance de leurs pays respectifs, et ils défendaient farouchement leur droit (qu'il s'agisse de contestations de frontières ou même de territoires — la Slovaquie entre Italiens et Yougoslaves, ou la France libre reprochant au gouvernement de Vichy ses « abandons » en Indochine au profit du Japon). Mais ils luttèrent aussi contre une doctrine qui prétendait s'imposer partout à la force des blindés ; ils voulaient recouvrer leurs plénitudes, de pensée, de religion, d'opinions politiques, de droit à disposer d'eux-mêmes. Ils menaient le même combat pour les mêmes objectifs.

Aussi bien, les gouvernements exilés ont engagé entre eux des négociations conduisant à des accords sur l'après-guerre non dénués d'importance, comme l'adoption de la « charte de l'Atlantique », la constitution d'un tribunal international pour le jugement des criminels de guerre, l'élaboration d'une politique de coopération intellectuelle qui est à l'origine de l'UNESCO. Parfois, des tentatives eurent lieu pour mettre un terme à de vieilles querelles — comme cet accord polono-tchécoslovaque, l'hostilité de Staline fit échouer, ou cet appel du général de Gaulle, d'Ajaccio à peine libéré, à la « sœur latine », italienne, pour une réconciliation, voire une coopération.

Mais c'est dans l'Europe occupée que les premières idées furent émises et les premiers pas accomplis pour une Europe des nations libres. D'abord, la littérature clandestine s'était donné comme mis-

sion de détruire les sophismes de la propagande hitlérienne ; fin des guerres fratricides, élimination des contradictions économiques, installation d'une paix durable, dans une Europe conquise par l'Allemagne et dominée par elle. Dès août 1941, le journal *Valmy* imprimait : « Cette Europe serait une vaste prison avec l'Allemagne pour géolier ».

À cette Europe inacceptable, la Résistance apposa sa propre conception d'un entité européenne, fondée selon les principes de l'égalité des nations composantes, la démocratisation des institutions politiques, le rejet de la violence dans le processus de fédération, l'entrée librement décidée de nations libres dans une construction européenne qu'elles bâtiraient ensemble, par un consentement mutuel.

Ce qui est tout à fait remarquable, c'est que ce projet d'une « Europe des nations libres » a été exprimé, au même moment, dans tous les pays occupés, et parfois par des hommes venant de bords politiques différents, comme par exemple, en France, la militaire-résistant Henri Frenay et le socialiste André Philip. D'accord, sans s'être rencontrés, dès 1943, alors que l'occupation et l'oppression allemandes étaient à leur point culminant, pour faire la distinction entre le régime hitlérien et le peuple allemand, et pour estimer qu'aucune paix ne serait durable sans une véritable réconciliation entre la France libérée et une Allemagne dénazifiée et démocratisée. Dès novembre 1942, Henri Frenay avait écrit dans *Combat* : « Les Etats-Unis d'Europe — un pas vers l'unité mondiale — seront bientôt une réalité pour laquelle nous combattons ».

À quoi, *Het Parool*, aux Pays-Bas, répondait, en écho : « Jadis, les provinces devinrent nations. De même, actuellement, les nations d'Europe doivent se développer en une nation européenne ». Le mouvement socialiste de la Résistance belge, et le parti libéral s'étaient prononcés

pour « l'entrée de la Belgique dans... une communauté européenne de peuples libres où elle trouvera les garanties d'une paix durable ». Le même son de cloche s'était fait entendre au Danemark et en Norvège.

Et aussi dans les pays asservis à des dictatures fascistes, où, pourtant, ne pouvait pas ne pas se poser le cas de conscience de la fidélité à un régime incarnant la nation, quelle qu'en fût la nature. Ce n'est pas seulement Thomas Mann qui, de New-York, dénonçait « la perversion de l'idée d'Europe comme le plus insalubre des mensonges hitlériens ». Dans un mémoire de mars 1943, Goerdeler annonçait : « L'unification par étapes de l'Europe sur la base d'Etats indépendants ». Avant de mourir, décapité à la hache, Helmut von Moltke et Adam von Trott zu Solz (du cercle de Kreisau), et Hans et Sophie Scholl (de la Rose blanche), avaient proclamé la nécessité, pour l'Allemagne, d'adhérer (après son retour à la démocratie) à « une fédération européenne qui soit l'œuvre des parties intéressées elles-mêmes ».

### Une fédération européenne

C'est toutefois dans l'Italie mussolinienne que deux jeunes antifascistes, E. Rossi et A. Spinelli, rédigent en juin 1941, dans l'île où ils ont été déportés, un manifeste qui est l'acte de naissance du Mouvement fédéraliste européen. Mussolini renversé, le manifeste est publié et commenté dans un journal, dont le titre est tout simplement *L'Unità europea*, où la fédération européenne est présentée comme « la seule solution possible pour éviter l'anarchie et sauver la liberté en Europe ». A l'initiative de ces pionniers italiens de l'Europe, les résistants danois, français, italiens, norvégiens, hollandais, polonais et tchèques, réunis à Genève, adoptent, au cours de 1944, un « projet de déclaration » qui

réclame « la création d'une union fédérale entre les peuples européens ».

Ainsi, l'idée d'une Europe des nations libres est née partout, dans l'Europe asservie, dans le combat et la souffrance pour sa libération. Elle s'est concrétisée dans les camps de concentration, ces villes européennes, où les SS faisaient leurs expériences d'une fabrication d'une société à leur botte, et où les résistants des pays occupés eurent la surprise de découvrir des anti-nazis allemands pour qui les camps avaient été ouverts. Par la suite, les comités de libération des camps seront des condensés d'Europe.

En plein combat, dans la souffrance de chaque peuple luttant, il était difficile d'aller plus loin que le lancement d'idées novatrices. Dès qu'ils esquisseraient une construction plus précise, les novateurs ne peuvent qu'avancer avec prudence. Le général de Gaulle a ainsi constaté que « l'Europe existait » ; il a parlé de « groupement occidental » et d'une « base économique ». Courtin et Hauriou sont allés plus loin en préconisant « une fédération économique, avec des échanges culturels, un marché interne commun, une harmonisation des politiques sociales ». Albert Camus y voyait l'« assise d'une fédération politique ». Goerdeler prévoyait « une union économique avec un conseil séjournant en permanence » ; l'union politique ne précéderait pas, mais suivrait l'union économique.

Il faudra du temps à ces graines pour germer ; mais elles étaient semées. La Résistance, fait européen, est à l'origine de l'Europe. Mais qui le sait ? Toute construction, pour s'identifier, doit retrouver ses fondations. C'est pourquoi nous préconisons, depuis des années, la création d'un « musée-centre de documentation de la Résistance et de la déportation européennes », à la fois lieu de visite pour la jeunesse, fournisseur d'informations aux enseignants, et centre de recherches pour les historiens.

HENRI MICHEL.

## VOYAGE DU PAPE

# Rencontre de bord du lac

empruntent les adeptes de la secte. Ils se quant, mais il n'y a pas de reconnaissance de la part de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.

Le pape y a été reçu par le cardinal de Togo, qui lui a fait visiter le sanctuaire de la Vierge.



# Étranger

## LE VOYAGE DU PAPE EN AFRIQUE

### « Rencontre de deux métaphysiques » au bord du lac Togo

De notre envoyé spécial

Togoville. — Au cours de la dernière journée de sa visite au Togo, vendredi 9 août, Jean-Paul II a rencontré l'Afrique de la fête mais aussi celle des vieilles croyances qui coexistent avec le christianisme. C'est à la nuit tombante que, traversant le lac Togo, il s'est rendu au sanctuaire marial qui se trouve sur ses rives, à l'endroit où il y a presque un siècle s'implantèrent les premiers missionnaires. Centre de piété et lieu de pèlerinage dédié à la Vierge, ce lieu du lac est aussi une région de haute spiritualité pour le Togo en raison des cultes animistes séculaires qui s'y pratiquent encore : c'est là en effet que vit une communauté qui vénère Nyigble, divinité de l'eau dont sont issus les grands prêtres de la forêt sacrée qui s'étend de l'autre côté de la lagune. Dans sa masse sombre, réside le prêtre suprême du culte de Nyigble qui ne le quitte jamais.

Depuis des siècles se déroulent sur les rives du lac des rites de purification : on vient de tout le Togo mais aussi des pays voisins (Ghana, Bénin) exercer les manèges des interdits et se réconcilier avec les forces de la nature.

Ce sont sept des grands prêtres du culte de la forêt sacrée, vêtus de noir, qui ont accueilli Jean-Paul II lorsqu'il débarqua de son bateau. Ils l'accompagnaient jusqu'au sanctuaire marial où l'attendaient une foule imposante et une cinquantaine de membres de leurs communautés. Le pape avait tenu à ajouter, à son allocution destinée aux jeunes, quelques mots pour les prêtres de la forêt sacrée : « La nature exuberante et splendide en ce lieu de forêt et de lac imprègne les esprits et les cœurs de son mystère et les oriente spontanément vers Celui qui est l'auteur de la vie. (...) C'est un sentiment religieux que vous anime et qui anime, on peut le dire, l'ensemble de vos compatriotes », a déclaré Jean-Paul II.

Différent du culte vaudou, celui de la forêt sacrée ne comporte aucune immolation, mais uniquement des rites de purification par l'eau, qui vénèrent un dieu unique et des divinités intermédiaires (tels le tonnerre et l'arc-en-ciel) considérés comme des « esprits » ou « esprits » différents de la leur pour trouver Dieu. « C'est aujourd'hui la rencontre de deux métaphysiques », nous dit un grand prêtre à propos de la venue du pape.

Dans les années 70, lorsque fut créé le sanctuaire marial, les catholiques ont voulu faire « d'un lieu sacré de nos ancêtres un lieu saint, explique un prêtre togolais. Nous avons vu en ce culte un signe : il fallait reconnaître cette tradition, expression d'une religiosité primitive, et l'enrichir du message du Christ ». Désormais, les pèlerins qui se rendent au sanctuaire marial

empruntent les mêmes bateaux que les adeptes du culte de la forêt sacrée. Ils se séparent en débarquant, mais il n'est pas rare que certains ne renouent pas aux vieux rites de leurs ancêtres avant d'aller vénérer la Vierge. Une sorte de syncretisme que tolère l'Eglise.

#### Visite au village du président Eyadema

La journée avait commencé par une visite de Jean-Paul II à la résidence du président Eyadema à Pys, son village natal, en pleine savane, à 450 km au nord de Lomé, dans la région de Sakadé. Immense demeure de style vaguement oriental au toit crénelé, aux grandes baies vitrées en bois, les collines avoisinantes et à la cour intérieure agrémentée de jeux d'eau. Attendant à l'entrée, un imposant mausolée en marbre d'Italie abrite deux tombes : l'une couverte de fleurs et celle de la mère du président Gnassingbe Eyadema, décédée il y a deux ans. L'autre est vide et lui est réservée. Jean-Paul II a béni la tombe de la mère du président et a prié pour elle.

Puis a commencé une cérémonie au caractère quelque peu inattendu et composite, tandis que, sous la terrasse où se trouvaient les personnalités, une foule d'oyants composée de groupes amnésés des montagnes scandait par des « Unifit, paix et solidarité » les propos du président et par des « Wityany de » (bienvenue en polonais) ceux du pape.

Cette visite était fortement soumise par le chef de l'Etat (pour un peu partout à Lomé les portraits de Jean-Paul II et de Jean-Paul II Le Vatican à l'habitude des tentatives des gouvernements recevant le pape de faire de cette visite une occasion de relancer leur prestige personnel. Dans le cas du Togo, le saint-Siège ne semble pas s'être écarté de sa ligne traditionnelle, comme une concession inévitable à une tentation à laquelle résistait difficilement le pouvoir. Le problème était simplement de ne pas se laisser entraîner trop loin. D'ailleurs, Jean-Paul II a, semble-t-il, tenu à équilibrer sa visite à la résidence du président en faisant, inopinément, arrêter son cortège sur le chemin du retour (au point que son médecin se précipita croyant qu'il avait un malaise) pour entrer seul dans une humble paillote du bord de la route et s'entretenir quelques instants avec une vieille femme.

La visite du pape fut-elle une fête à la gloire du « pouvoir », comme disent familièrement les Togolais, et de son parti unique ? La bonne sœur assura la réponse dans un sourire entendu. En fait, la visite de Jean-Paul II au Togo a surtout été un événement national qui a suscité une mobilisation générale de la population. Chaque école, chaque quartier, chaque village s'était vu assigner une place le long des itinéraires du pape. C'est ainsi que se côtoyaient, dans une foule particulièrement ordonnée, les groupes les plus divers : des membres du parti unique aux tee-shirts portant un « Bienvenue au pape », aux guerriers coiffés de cornes d'antilope, une peau de bête entre les dents, en passant par les anciens combattants de l'armée française, de jeunes danseurs en tenue de femmes arborant de longues jupes frappées sur le ventre des armes du Vatican et agitant avec un bel ensemble des mouchoirs blancs.

Pour l'Eglise, la visite du pape a en outre été une mobilisation des consciences : conversions, baptêmes, régularisations de situations diverses, ont marqué ses préparatifs. Elle a confirmé, estiment certains prêtres, la tolérance du régime à l'égard des religions qu'il perçoit comme un ferment de cohésion nationale et de dépassement des solidarités ethniques.

Au cours d'une messe à Kara, dans le nord du pays, où les catholiques ne représentent guère que 10 % d'une population à grande majorité animiste, Jean-Paul II a ordonné onze prêtres. Il a notamment souligné, à cette occasion, le rôle de l'église, celui-ci doit veiller à l'unité des fidèles et éviter d'être l'homme d'un groupe, d'une ethnie, a affirmé le pape. Une mise en garde, semblait-il, contre la tentation du prêtre à se comporter en « petit chef » et de renfermer l'Eglise sur un groupe.

Jean-Paul II, en tout cas, a été reçu au Togo comme un grand chef pour qui ont résonné les batteries des tam-tams royaux, et ont retenti les cornes d'ivoire des musiques sacrées, ponctuées des liturgies des plus classiques célébrées en latin et accompagnées de la musique de Haendel.

PHILIPPE PONS.

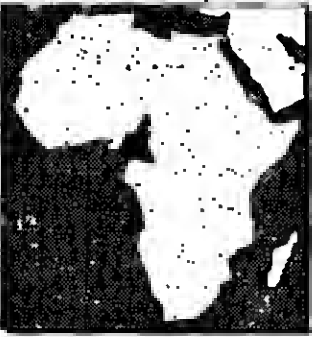
### Troisième étape : le Cameroun

#### Le Sud chrétien, le Nord musulman

Superficie : 476 442 kilomètres carrés.  
Population : 9 000 000 d'habitants.

Situation religieuse : Les catholiques représentent environ 26 % de la population, les autres chrétiens 14 % et les musulmans 21 %. Le Cameroun est divisé entre un Sud chrétien et un Nord musulman. Longtemps dirigé par Ahmadou Ahidjo, originaire du Nord musulman, le Cameroun est, depuis 1982, gouverné par le catholique Paul Biya. Récemment, son double héritage colonial, le pays est aussi divisé en régions francophones et anglophones.

Découvert par les Portugais en 1472, le Cameroun est devenu protectorat allemand en 1884. Après l'expulsion des Allemands en 1918, la France et le Royaume-Uni obtinrent conjointement un mandat sur le pays en 1919. L'indépendance de l'ex-Cameroun français fut proclamée en 1960. L'ex-Cameroun britannique lui est rattaché un an plus tard. A la suite du référendum de 1972, le Cameroun adopte une



structure unitaire et devient la République unie du Cameroun.

Le pays entretient des relations diplomatiques avec le Vatican depuis vingt ans, et l'Eglise catholique a joué un rôle important, notamment dans l'éducation et l'économie. Le Cameroun compte vingt évêques (dont 16 diocésains et 4 titulaires) pour 2 500 000 catholiques. Il y a 335 prêtres diocésains, 447 prêtres religieux et 1 327 religieux. L'archevêque de la capitale, Yaoundé, est Mgr Jean Zoa.

## LA FIN DU SOMMET DE CASABLANCA

### Un consensus de façade

(Suite de la première page.)

En revanche, s'agissant de l'Irak, un pays non arabe, le sommet a été plus dur en énonçant vigoureusement « l'intransigeance de Téhéran à poursuivre la guerre et à multiplier les offensives contre l'Irak », et en indiquant que « les pays arabes devraient être amenés à réviser les relations qu'ils entretiennent avec Téhéran et à prendre les mesures qui s'imposent si l'Irak persiste dans sa guerre contre l'Irak ».

Mais même cette résolution musclée — risque fort de ne pas satisfaire pleinement l'Irak qui, depuis longtemps déjà, réclame de ses partenaires de la Ligue arabe des « mesures concrètes ».

Enfin, en ce qui concerne les rapports libano-palestiniens, le sommet n'a formulé que des vœux pieux en invitant le gouvernement de Beyrouth et l'OLP « à coopérer en vue d'assurer la protection

des camps palestiniens au Liban, conformément aux accords conclus entre eux » et en exprimant « sa vive préoccupation vis-à-vis de la détérioration de la situation au Liban ».

L'absence de la Syrie et de ses partenaires du Front de la libération, aujourd'hui tombé en désuétude, a frappé de paralysie la conférence qui, dans chacune de ses résolutions, a dû tenir compte des points de vue défendus par les « durs ». Il est clair que le monde arabe n'est pas encore prêt à abandonner le principe d'un consensus dans la Ligue arabe a fait sa règle d'or. Certes ce principe n'avantage de présenter au monde une unité de façade, mais elle prive les Arabes de toute possibilité d'agir d'une manière efficace lorsque les circonstances l'exigent.

JEAN GUEYRAS.

## LES ENTRETIENS BOTHA-McFARLANE

### Pretoria va réformer sa politique d'apartheid assure-t-on à Washington

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont dressé vendredi 9 août un bilan prudemment optimiste des conversations américano-sud-africaines qui viennent de se dérouler à Vienne. Washington a reçu l'assurance que Pretoria était décidée à entreprendre rapidement certaines réformes de sa politique d'apartheid, affirmé-on à la Maison Blanche et au département d'Etat, à l'issue des entretiens qu'on a eu, jeudi 8 et vendredi 9 août, dans la capitale autrichienne, le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, M. McFarlane, le secrétaire d'Etat adjoint chargé des questions africaines, M. Chester Crocker, et le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha.

Le porte-parole de la présidence a qualifié la rencontre d'« encourageante », tandis que le département d'Etat observait : « A leur crédit, les Sud-Africains prennent en considération les points de vue des Etats-Unis et des autres pays occidentaux (...). Nous espérons que ce processus se poursuivra et attendons des résultats dans un proche avenir ». Au-delà de ces commentaires très généraux, les responsables américains se sont refusés à faire publiquement état des propositions de réformes spécifiques qu'a pu formuler M. Botha.

#### Pas d'ultimatum

« Nous ne sommes pas euphoriques et nous ne voulons faire aucune prédiction, mais nous avons des raisons de penser que l'amorce d'un dialogue (entre le gouvernement sud-africain et la communauté noire) est une des mesures qui doit être prise », s'est borné à indiquer un porte-parole de la Maison Blanche. Selon certaines sources officielles américaines citées par la presse américaine, M. Botha a souligné que Pretoria pourrait annoncer prochainement un levé de l'état d'urgence, un projet de réforme destinée à assurer un débat de représentation politique de la communauté noire et l'instauration d'un dialogue entre cette dernière et le gouvernement sud-africain.

Les Etats-Unis affirment qu'ils n'ont posé aucun « ultimatum » à M. Botha. Il reste qu'ils n'ont

cessé de durcir le ton à l'égard de Pretoria depuis l'instauration de l'état d'urgence et de manifester de plus en plus clairement leur mécontentement devant l'absence de toute évolution politique en Afrique du Sud, particulièrement devant le refus du gouvernement d'engager un dialogue avec les dirigeants de la communauté noire. Si l'on a pu en douter, l'ultimatum américain à Vienne, du moins reconnaissable-on, vendredi, à la Maison Blanche, que la question des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, que le Congrès est sur le point d'adopter, a été abordée.

C'est presque un aveu de pression. Il est très vraisemblable que M. Crocker et McFarlane ont fait savoir à leur interlocuteur que le président Reagan, faute de changements, ne pourra pas longtemps maintenir l'attitude de modération — la politique dite d'« engagement constructif » — qu'il observe depuis plus de quatre ans à l'égard de l'Afrique du Sud.

La situation de M. Reagan risque, en effet, d'être bientôt délicate : il est à peu près certain que le Congrès, lorsqu'il se réunira à nouveau, début septembre, votera une série de sanctions économiques, même modestes, contre l'Afrique du Sud. Le président, qui a réitéré cette semaine son opposition à toute sanction, pourra, certes, opposer son veto à cette législation. Mais le Congrès, comme il en a la possibilité, pourrait passer outre en votant le même texte, cette fois à la majorité des deux tiers. En clair, M. Reagan est en passe de voir sa politique d'« engagement constructif » unanimement condamnée par la majorité républicaine comme par l'opposition démocrate, si les Etats-Unis n'obtiennent pas d'ici la fin de l'année des réformes substantielles par Pretoria. Ce sont sans doute des considérations qui ont été largement évoquées lors des entretiens de Vienne. (Interim.)

## INVITES A CHOISIR LA NATIONALITE « ARABE LIBYENNE »

### Plus de 5 000 Tunisiens ont été expulsés de Libye

De notre correspondant

Tunis. — Cinq à six mille Tunisiens ont été expulsés de Libye au cours de ces quatre derniers jours, a-t-on appris, vendredi 9 août, de source proche du gouvernement à Tunis. D'après les premiers témoignages parvenus dans la capitale, les dirigeants de Tripoli ont mené les quelque quatre-vingt-dix mille membres de la colonie tunisienne en Libye devant le choix suivant : abandonner la nationalité tunisienne et opter pour la nationalité « arabe libyenne » ou quitter le pays.

Les expulsions intervenues jusqu'à présent semblent avoir été décidées un peu à l'hasard, au gré des « comités populaires ». Elles se déroulaient dans des conditions particulièrement draconiennes puisque ceux qui en sont victimes n'ont pas la possibilité d'emporter leurs biens personnels ni leurs économies et se voient confisquer leur passeport, ce qui complique singulièrement leur accueil à la frontière.

Cette campagne d'expulsions n'est qu'un épisode de plus dans les actions que Tripoli ne cesse de mener depuis plusieurs mois pour enrayer la Tunisie : interdiction aux touristes libyens — très nombreux les années précédentes — « d'aller dépenser leurs devises en Tunisie » (qui ne seront pas dispensés des formalités de police et de douane à l'entrée du territoire ; arrêt quasi total des importations de Tunisie qui occupent une place appréciable dans la balance commerciale ; limitation à 300 dinars par an

(environ 3 500 F) des transferts de capitaux des travailleurs tunisiens en dépit des accords existant sur la main-d'œuvre.

Pourquoi cet acharnement ? Personne n'ignore que le colonel Kadhafi n'a toujours pas renoncé à ses rêves unitaires, et malgré l'engagement qu'il avait pris voici trois ans devant le président Bourguiba d'« oublier » l'accord de fusion mort-né de Djérba, il tient épisodiquement à s'y référer et ne pardonne pas à l'Etat tunisien de vouloir à assurer un débat de représentation politique de la communauté noire et l'instauration d'un dialogue entre cette dernière et le gouvernement sud-africain.

#### Une solution : l'union

Il est évident que si le retour seulement de la moitié des quatre-vingt-dix mille Tunisiens travaillant en Libye, pour la plupart originaires d'un Sud déjà déshérité et traditionnellement turbulent, devait intervenir, le gouvernement se trouverait confronté à de sérieux problèmes. Problèmes économiques et sociaux, mais aussi de sécurité, car combien d'opposants au régime, en

doctrinés et entraînés militairement depuis des années dans les camps spécialisés libyens pour se mêler au flot des expulsés ? Dans quels buts ? Avec quelles missions ?

Si aujourd'hui les médias de Tripoli tentent d'expliquer les mesures prises contre la Tunisie en invoquant les répercussions en Libye de la conjoncture économique internationale, le colonel Kadhafi s'est, en revanche, exprimé en ne peut plus clairement dans une récente interview accordée à l'hebdomadaire tunisien *Révolutions*, affirmant qu'il n'existait qu'« une seule solution » au problème tuniso-libyen, celle de l'« union ». Après avoir déclaré qu'il était prêt à accueillir « jusqu'à un million de Tunisiens et leur famille » à condition qu'ils adoptent « la nationalité arabe », il ajoutait : « Comment un Arabe peut-il s'allier avec l'Amérique, qui est l'ennemi de la Libye ? Ou nous sommes arabes ou nous ne le sommes pas. Ne venez donc pas ensuite me demander d'agir en Arabe lorsque l'on s'agit de devises et de travail alors qu'au même moment vous allez à l'Amérique... ».

Bien que préoccupés, les dirigeants tunisiens, qui n'en sont plus à une difficulté près avec la Libye depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi, se sont abstenus jusqu'à présent de toute réaction officielle. Leur pratique du difficile voisinage qui leur est imposée les incite à éviter autant qu'il est possible d'envenimer les choses.

MICHEL DEURÉ.

### LA MAISON DU MAHATMA GANDHI PILLÉE

Indra (Routor). — Assis sur une des collines qui surplombent la ville, des Indiens africains, abasourdis, contemplaient vendredi 9 août le spectacle défilé de leurs maisons, leurs boutiques et le bâtiment du centre communautaire où vécut le mahatma Gandhi, tous pillés ou brûlés par des émeutiers noirs.

Le correspondant de Reuters n'a pu voir des flammes s'élever des ruines de cette petite colonie où s'était installé Gandhi au début du siècle pour prêcher la non-violence et défendre les droits des Indiens face à la discrimination raciale imposée par les Blancs.

Plus récemment, la colonie s'est transformée en centre communautaire sous la conduite de la petite fille de Gandhi, Rambhadrin. Elle fournit nourriture et soins médicaux aux indiens-pour-croquer des quartiers pauvres d'Indra, cette cité au nord de Durban, où Noirs et Indiens ont longtemps cohabité.

HENRI MICHE.



# Etranger

Irlande du Nord

## Les nouveaux défis du Sinn Fein

De notre correspondant

Londres. - Les dirigeants unionistes sont furieux. Une fois de plus, ils accusent les autorités britanniques de faiblesse et d'incohérence après les événements qui viennent de donner au Sinn Fein, la branche politique de l'IRA provisoire, et à l'ensemble des sympathisants du terrorisme républicain la « publicité » qu'ils recherchent. Le Sinn Fein n'a en effet pas manqué les occasions qui se présentaient cette semaine pour lancer de nouveaux défis et contribuer à accroître la tension qui règne actuellement en Irlande du Nord (le Monde du 7 août).

M. Martin Galvin, dirigeant de l'organisation américano-irlandaise Noraid, a finalement réussi à franchir la frontière. Comme c'était à prévoir depuis plusieurs jours, il est venu narguer la police d'Irlande du Nord chargée d'appliquer l'interdiction de séjour dont il fait l'objet depuis un an dans la province, renouvelant ainsi l'intrusion qui, en août 1984, avait provoqué de graves incidents.

Colère

M. Galvin n'a eu qu'un pas à faire pour passer du territoire de la République d'Irlande à Londonderry pour y assister le vendredi 9 août aux obsèques d'un jeune militant républicain, tué deux jours plus tôt par l'explosion d'une grenade qu'il manipulait au moment où se préparaient des manifestations dans le quartier catholique de la ville frontalière.

La cérémonie s'est déroulée selon un rituel bien connu : cercueil drapé des couleurs républicaines sur lequel sont déposés le bétail et les gants noirs du « combattant de la liberté », saive d'honneur tirée au pistolet par des hommes masqués, et tout autour une foule sagement disposée pour empêcher une intervention de la police. Les bienfaiteurs américains de Noraid - que les protestants appellent les « touristes de la terreur » - font des photos souvenirs.

C'est précisément le genre de spectacle que les unionistes et de nombreux Britanniques dénoncent et voudraient interdire à la télévision. Mais les caméras sont là et montrent au tout premier rang les deux « vedettes » du moment, M. Galvin et, à son côté, M. Martin McGuinness, dirigeant du Sinn Fein, ancien chef supposé de l'IRA, le « héros » du documentaire que l'on a voulu supprimer à la BBC... M. McGuinness, baptisé le matin même de « star » de la BBC à la vue du Daily Express, l'un de ces journaux qui démentent fermement l'existence de la censure. Fort de la renommée qui vient de lui être accordée, M. McGuinness est partout. Quarante-huit heures auparavant, il était à Belfast, devant le siège de la BBC, pour y saluer les journalistes en grève et regarder avec eux sur un magnétoscope l'émission ajournée. Il « parade », a-t-il écrit le Daily Express.

Retour à Londonderry et au cortège funèbre. A l'avant et à l'arrière, des véhicules blindés du RUC (Royal Ulster Constabulary) ; la police d'Irlande du Nord semble faire escorte ; un hélicoptère de l'armée survole la scène. Les forces de l'ordre d'agrippent pas. Le peuvent-elles sans provoquer des heurts violents ? Un porte-parole du RUC préfère dire que la présence de M. Galvin était « ignorée ». La foule se disperse, juste un peu d'agitation, quelques projectiles pour dissuader d'hypothétiques velléités de la police, et s'assurent que M. Galvin et les hommes armés peuvent disparaître. M. McGuinness, lui, qui est l'été d'un parti autorisé, ne fait l'objet d'aucune mesure particulière et répond volontiers aux questions des journalistes. Quelques heures plus tard, M. Galvin réapparaît en un autre endroit du Bogside (bastion catholique et républicain de « Derry ») pour une conférence de presse. Il n'est toujours pas inquiété. Le Sinn Fein pousse son avantage.

A Belfast, les dirigeants unionistes expriment leur colère. M. James Molyneux, président du Parti unioniste officiel, a protesté vendredi soir avec véhémence contre « l'incapacité des autorités à faire respecter les mesures qu'elles ont édictées ». Curieusement, il trouve presque les mêmes mots que le porte-parole du Parti travailliste, qui critique le gouvernement en déclarant que l'affaire de la BBC et l'impunité dont jouit M. Galvin font le jeu du Sinn Fein et des défenseurs du terrorisme. Mais les deux hommes n'ont évidemment pas le même point de vue. Le Parti travailliste a toujours été contre l'interdiction qui frappe M. Galvin et a dénoncé la « censure » de l'émission de la BBC, tandis que M. Molyneux et les autres représentants des partis protestants réclament plus que jamais la mise hors la loi du Sinn Fein en faisant valoir qu'une telle décision ne pose pas de problème de la venue de M. Galvin comme celui des émissions de la BBC ne se seraient jamais posés.

Echauffourées

Des échauffourées ont d'autre part eu lieu à Londonderry et à Belfast entre policiers et jeunes catholiques qui entendaient marquer le quarantième anniversaire de l'instauration des internements sans procès (qui ont pratiquement cessé en 1975), l'une de ces dates qui sont prétextes à manifestations en Irlande du Nord. Là, les républicains répondent au défi traditionnel orange du mois de juillet comme à la procession prévue à Londonderry ce samedi 10 août pour célébrer la fin du siège de la ville par les armées catholiques, il y a trois cents ans.

L'INLA (Armée de libération de l'Irlande du Nord), groupe rival de l'IRA dans le camp républicain, a revendiqué, vendredi, l'incendie, à proximité de Newry, de plusieurs wagons du train Dublin-Belfast. Il n'y a pas eu de blessés.

Malgré tout, la police a fait savoir que les incidents de ces derniers jours étaient « jusqu'à présent » moins graves que ceux de l'an dernier à la même époque, où une vingtaine de personnes avaient été blessées et un manifestant tué par une balle en plastique.

FRANCIS CORNU.

Pologne

## Arrestation d'un des principaux dirigeants de Solidarité

Varsovie (AFP, UPI, AP). - M. Marian Jurczyk, l'un des sept membres de la direction collégiale du syndicat dissous Solidarité, a été arrêté le jeudi 8 août, à Szczecin, où il réside, selon des sources syndicales. Cinq fonctionnaires de la police politique l'ont interpellé vers 10 heures du matin sur les chantiers navals Adolf Warski, où il a récemment retrouvé du travail après avoir été interné à la proclamation de la loi martiale en décembre 1981 et amnistié en 1984.

M. Jurczyk a été conduit au siège de la police après une perquisition de quatre heures à son domicile au cours de laquelle des publications relatives à Solidarité ont été confisquées.

Dans une déclaration faite à l'occasion du cinquantième anniversaire des accords de Gdansk, M. Jurczyk avait récemment reproché au général Jaruzelski d'avoir instauré, en Pologne, un « régime policier » et de « conduire le pays à sa perte ».

Le confesseur de Lech Walesa, le Père Jankowski, d'autre part, a été convoqué, vendredi, par le procureur de Gdansk, qui l'a mis en garde contre les risques qu'il courrait s'il poursuivait ses « activités contre l'Etat ». Les autorités lui reprochent notamment des homélies qui, selon elles, « peuvent provoquer des troubles sociaux » ainsi que l'utilisation dans son église de l'emblème de Solidarité. Le Père Jankowski a été prévenu que l'amnistie dont il a bénéficié en juillet 1984 pourrait être levée s'il poursuivait ses activités.

Enfin, l'ancien colonel Adam Rajski, arrêté le 3 juillet dernier, a été accusé de « contacts avec une organisation étrangère nuisant aux intérêts politiques de la Pologne » et d'« appartenance à une organisation illégale ». A-t-on appris, vendredi, dans son entourage, M. Rajski avait été dégradé et exclu du parti communiste (POUR) après l'instauration de la loi martiale, le 13 décembre 1981, en raison de ses sympathies pour le syndicat Solidarité. Selon les mêmes sources, cinq officiers auraient été arrêtés à Gdynia également et deux autres à Varsovie début juillet.

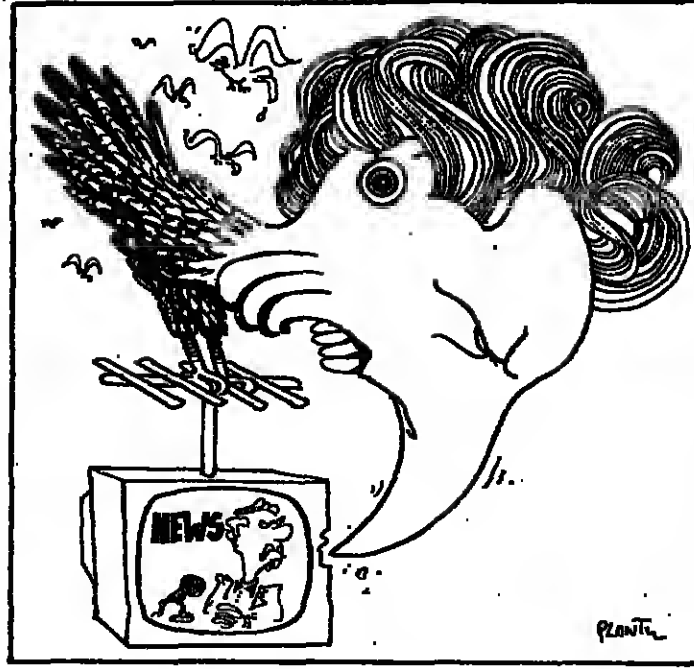
De notre correspondant

Londres. - Dans un message adressé à l'ensemble du personnel le 8 août, au lendemain de la grève, M. Alasdair Milne, directeur général de la BBC, a mis les choses au point d'une manière qui témoigne du retournement de situation soudain constaté ces derniers jours, et manifeste sa ferme volonté de préserver coûte que coûte l'indépendance de l'institution qu'il dirige.

« La BBC, déclare-t-il, n'a pas fourni et ne fournira pas aux avocats du terrorisme l'occasion de promouvoir leurs idées. Nous continuerons la politique suivie par nos prédécesseurs britanniques, qui consiste aussi à étudier et expliquer le point de vue et les motivations de ceux qui défendent les activités terroristes. » Habilement choisi, chaque terme a son importance. A bon entendeur salut ! Après avoir annoncé la veille que l'émission dont on avait voulu la suppression serait finalement diffusée plus tard (le Monde du 9 août), M. Milne ne s'est pas contenté de confirmer avoir écarté les menaces qui venaient de peser sur la façon dont la BBC conçoit sa liberté d'information, mais encore affirme que la compagnie nationale poursuivra sa mission comme avant. Est-il besoin de préciser que cette preuve de maîtrise a été faite de rassurer dans l'immédiat le personnel de l'illustre maison, parmi lequel certains n'hésitent pas à parler de « victoire ».

La BBC n'a pas cédé. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Intérieur, M. Leon Brittan, a presque fait amende honorable, en tout cas il a dû proclamer assez solennellement son souci de respecter l'indépendance de cet organisme d'Etat. M. Brittan a déclaré qu'il se réservait « comme tout un chacun » le droit d'émettre une opinion, mais il a admis que la BBC estime ne pas devoir en tenir compte.

D'autre part, la direction de la radio-télévision d'Etat a montré qu'elle pouvait s'opposer à l'avis de son propre conseil d'administration. En un sens la BBC sort grande de l'épreuve qui menaçait de ternir sa réputation. Apprenant qu'un des dirigeants supposés de l'IRA - l'Armée républicaine irlandaise, organisation clandestine dont ce journal venait de dénoncer tout particulièrement le rôle - était l'un des personnages interviewés dans l'émission de la BBC programmée pour le 9 août, le Sunday Times demande à son correspondant (qui accompagne alors M. Thatcher aux Etats-Unis) de solliciter aussitôt la réaction du premier ministre. Au cours d'une conférence de presse à Washington le journaliste demande donc à M. Thatcher comment elle jugerait le fait qu'« une chaîne de télévision britannique puisse donner la parole au chef d'état-major de



PLANTU.

audiovisuels. Bien sûr, le premier ministre pensait à l'Irlande et à la télévision britannique. Mais en fait c'est une intervention du Sunday Times qui, prenant en quelque sorte M. Thatcher au mot, a déclenché la controverse dont la BBC allait être victime.

A l'origine : le « Sunday Times »

Ce succès est cependant relatif, car l'offensive du gouvernement n'était pas aussi forte et délibérée qu'on a pu le penser tout d'abord. Certes, M. Thatcher, choquée par le comportement des médias dans l'affaire de la prise en otage des passagers du Boeing de la TWA à Beyrouth, avait déclaré le mois dernier que la presse, notamment télévisée, devait en tirer les leçons et ne pas fournir aux terroristes l'« oxygène » que représente pour eux l'accès aux moyens de communication

## BBC : l'honneur retrouvé

### Terrorisme et

L'IRA ? M. Thatcher répond qu'elle « condamnerait absolument » pareille initiative.

Aussitôt, le Sunday Times prévient les autres membres du gouvernement de la réaction du premier ministre. Le ministre de l'Intérieur, du coup, adresse au conseil d'administration de la BBC une lettre lui demandant de « ne pas permettre » la diffusion de l'émission. Dans sa dernière édition, le 4 août, le Sunday Times a en l'honneur de citer cette réflexion d'un porte-parole du premier ministre : « Il y a eu un certain nombre de manœuvres et de manipulations pour créer une histoire... ». Il n'en demeure pas moins que la protestation aurait sans doute été formulée tôt ou tard, mais l'affaire n'aurait peut-être pas pris cette tournure dramatique.

Des précédents

Il reste aussi vrai que la liste des divergences entre les différents gouvernements de Sa Majesté - ou le Parlement - et cet autre pilier des traditions démocratiques qu'est devenue la BBC - est déjà longue et n'est certainement pas close.

On se souvient à Londres des heurts fréquents qui ont mis aux prises Winston Churchill et John Reith, premier et tout-puissant directeur de la BBC. Durant l'opération franco-britannique en Egypte en 1956, la BBC fut accusée d'un excès de neutralité dans ses comptes rendus, tout comme durant la guerre des Malouines. Très souvent, le gouvernement a fait part de son mécontentement à propos de la manière dont la BBC couvrait les événements d'Irlande, mais la plupart du temps après diffusion, contrairement à ce qui vient de se passer. Ce fut notamment le cas en 1979, quand la célèbre émission « Panorama » a présenté ce que le gouvernement a considéré comme un « show » des combattants de l'IRA lors d'une manifestation dans les rues d'un village nord-irlandais.

La matière à polémiques ne manque pas. Dans son dernier éditorial, le Sunday Times admet que, sur le même sujet, l'émission qu'il a contribué à dénoncer est un « modèle d'équilibre » en comparaison des deux autres programmes diffusés les semaines précédentes par deux chaînes de télévision privées. Ces dernières sont pourtant soumises aux mêmes règles de réserve, sous le contrôle de l'Independent Broadcasting Authority, organisme exerçant un rôle équivalent à celui du conseil d'administration de la BBC.

La méfiance et l'irritation que peut nourrir M. Thatcher à l'encontre de la BBC sont renforcées par son hostilité bien connue à l'égard de tout service public. A cela s'ajoute une tendance à l'autoritarisme que les adversaires de la « dame de fer » ne cessent de critiquer.

Le leader du Parti libéral, M. David Steel, déplorait la démarche du gouvernement auprès de la BBC, y a vu tout de suite la marque de M. Thatcher : « C'est encore son côté « laissez faire mormon qui fait dire », a-t-il déclaré. Ce n'est pas la première fois qu'un homme politique stigmatise le « mormonisme » du chef du gouvernement, et que l'on compare à une « gouvernante » ou à une « maîtresse d'école » un premier ministre qui semble douter de la maturité de ses concitoyens.

## France : la bonne direction

29 juillet 1982 : après quarante-sept ans de contrôle total du pouvoir sur la télévision, le verrou sauta. La loi votée par les socialistes (sans les communistes et contre la droite) introduit la séparation de l'audiovisuel et de l'Etat, et prévoit un organisme éditorial et régulateur : la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Neuf « sages » nommés à parts égales par les présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat. C'est elle et non plus le gouvernement qui, notamment, nomme les présidents de chaîne. L'exemple britannique avait inspiré parmi d'autres le législateur.

Trois ans plus tard, le bilan apparaît positif. Les professionnels de la télévision sont formels : plus de ligne directe entre le gouvernement et les chaînes, plus d'injonctions, plus de super-rédacteurs en chef à l'Elysée ou à Matignon. C'est dans l'ensemble le jeu normal entre des journalistes et un pouvoir. Ce dont se plaignent, parfois, certains ministres, qui trouvent que, décidément, la télévision de papa avait du bon (le Monde des 21, 22, 23 juin 1984).

Bien sûr, les vieilles habitudes ne disparaissent pas du jour au lendemain, et il serait naïf de croire que le pouvoir n'est pas tenté d'intervenir et de faire pression, et que certains présidents ou journalistes proches du PS y résistent toujours. Mais continuer à chanter, comme le fait régulièrement l'opposition, l'air de la liberté outragée, de la « mainmise du pouvoir » est assurément excessif.

C'est que la Haute Autorité s'est révélée être une institution centrale du nouveau système audiovisuel français. Elle a affirmé à plusieurs reprises son indépendance à l'égard des partis de tous bords et du pouvoir. Personne ne peut le classer dans un camp, même si l'on a parfois l'impression qu'elle oscille à la manière d'un balancier : un coup à droite, un coup à gauche... Quelques semaines seulement après sa création, elle arbitrait un conflit entre TF 1 et le maire de

Paris, à propos d'un reportage sur la maison de cure de Cachan, en octobre 1982. Du « quart d'heure Fabius » (automne 1984) à l'« information en Corse » (1984), d'une coupe demandée par M. Robert Badinter, garde des sceaux, dans un reportage sur les prisons (septembre 1983) aux affaires Fabien (décembre 1984-janvier 1985) et Manouchian (mai-juin 1985), où était en cause le PCF... la Haute Autorité a dû juger et trancher. Et déterminer, pour chaque campagne électorale, le cadre d'une information équilibrée sur les chaînes du service public. Et cela sans grands conflits.

Malgré quelques pas de côté, elle s'en est plutôt bien tirée. Aucun pouvoir, désormais, ne pourra sans doute revenir en arrière, rétablir le contrôle politique sur l'information. Avec le temps qui forge les comportements, nul doute que la télévision publique française se rapprochera de ce modèle britannique auquel la direction et les journalistes de la BBC viennent de façon éclatante de prouver leur attachement. L'ouverture prochaine à de nouvelles chaînes privées, déjà amorcée avec RTL-télévision dans l'Est, Télé-Montecarlo dans le Sud et Canal Plus, pourrait accélérer cette évolution, la concurrence poussant davantage.

Mais la superstructure politique, qu'elle soit nationale, régionale ou locale, est toujours tentée de reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre. On ne peut guère compter sur une mobilisation des téléspectateurs. Restent les journalistes eux-mêmes, les garants de la liberté de l'information. A quoi peuvent servir des dispositions légales établissant l'indépendance, s'ils poursuivent des objectifs partisans ou, tout simplement, s'ils considèrent encore, selon les majorités au pouvoir, que le service public c'est « la voix de la France » ? Nos confrères de la BBC nous l'indiquent : l'indépendance, ce privilège, se mérite et se défend.

YVES AGNÈS.

perdu, de la BBC a... la totalité de ses j... Mais que de bruit d... britannique, entraîné d... de M. Thatcher... doute pas à un tel to...

## Information

réclamé l'amnistie... demandé à... avant que celui-ci... Mais alors... suite à la p... cette déman...

D'ordinaire, le... sante des obse... juge utile, qu'ap... la conception d... conseil d'admini... un organisme d... évidemment fai... remarques sui... d'information de... ne devrait pas... son comme il l'... dernière, au poi... ordre publique... cord. Toutefois... le conseil pense... cette extrême... avant d'autre so... rer au direct... confiance qu'il... c'est-à-dire le r...

Le tra... des sujets

Le directeu... d'autre part rap... responsables de... sion, car les... d'appliquent à... événements d'I... notamment ce... Nord, n'ont p... respectées. Ce... critique portan... document inco... procédure de m...

Quand une... l'interview d'u... sidérée comm... ciste à une o... riste », il f... permission d'... de dirigeants... directeur gé... ignorait tout... avait été pré... niveaux, mais...

## LE CORPS DU DELIT

### Deux disc

Intéret... la limite de... l'union... le film qui est à l'ori... que du film est un document... quarante-cinq minutes qui... pour objet de présenter deux... images de l'extrémisme en Ir... de Nord. Le réalisateur... Paul Hamman, qui travaille... depuis quinze ans pour la... la BBC - connaît de l'ironie. Il... notamment connu pour... avoir fait une émission sur... problèmes d'éthique que pose... aux journalistes de télévision... l'information concernant le t... deux personnages pour lesquel... le recours à la violence - ils le... de la façon la plus... claire - est inévitable, sinon... souhaitable.

Les deux hommes - le ca... d'homme et le protestant - sont... de farouches ennemis, mais ils... se ressemblent aussi. Ils ont le... même âge - trente-trois ans -... sont mariés, pères de famille... de milieu ouvrier, et ils crai... ront d'être assassinés. La ter... rible violence de leurs propos... étrange ressemblance suffit... presque à expliquer seize ans... d'un conflit meurtrier et... jusqu'à présent sans issue.

Tous deux sont représenta... de leur camp. Ils ont une... fonction officielle, ils ont été...



05:11:17

## Étranger

### Vietnam

#### Les restes de 26 soldats américains portés disparus seront remis à une délégation de Washington

Washington (AFP). — Les restes de vingt-six soldats américains portés disparus depuis la fin de la guerre du Vietnam seront remis, mercredi 14 août, à Hanoï, à une délégation américaine, a annoncé, vendredi 9 août, le Pentagone. Le département de la défense a ajouté que le gouvernement vietnamien envisageait également de fournir « des preuves matérielles ou des informations sur six autres » américains portés disparus.

Le Vietnam avait indiqué, au début du mois de juillet, son intention de remettre aux États-Unis les restes de vingt-six soldats. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, les restes de quatre-vingt-dix-neuf Américains ont été remis aux États-Unis, qui ont établi au total une liste de mille huit cent vingt disparus au Vietnam.

Le gouvernement de Hanoï avait proposé, en juillet dernier, l'ouverture de négociations à haut niveau pour résoudre ce problème dans un délai de deux ans. Vendredi, le département d'Etat a fait part au Vietnam de son désir de voir rapidement s'ouvrir ces entretiens.

M. Bernard Kalb, porte-parole du département d'Etat, a souligné que la délégation américaine ne traiterait que du problème « humanitaire » des soldats portés disparus. « Notre politique à l'égard du Vietnam demeure inchangée » et les États-Unis n'envisagent pas de normaliser leurs relations avec ce pays tant que les forces vietnamiennes ne se seront pas retirées du Cambodge, a-t-il dit.

Si le Vietnam accepte la venue d'une délégation américaine, celle-ci serait composée de hauts fonctionnaires du département d'Etat, du département de la défense et du Conseil national de sécurité, a indiqué M. Kalb. Elle comprendrait également le directeur exécutif de la Ligue nationale des familles, une organisation qui représente les parents des soldats portés disparus.

### Etats-Unis

#### Arthur Walker est reconnu coupable d'espionnage au profit de l'URSS

Norfolk (AFP, UPI). — Arthur Walker, un ancien officier de marine, a été reconnu coupable, vendredi 9 août, d'espionnage au profit de l'Union soviétique par un tribunal fédéral de Norfolk (Virginie). La décision a été prise à l'issue d'un procès qui s'est déroulé à huis clos pendant cinq jours. La défense avait demandé à présenter des témoins ou à faire déposer l'accusé. Sept chefs d'accusation ont été retenus contre l'inculpé.

Arthur Walker a été notamment reconnu coupable d'avoir organisé avec son frère, John, la fourniture de documents secrets de la marine

américaine à l'URSS et de compléter certains de ces documents concernant le *Blue Ridge*, vaisseau-amiral de la flotte du Pacifique, ainsi qu'un type de navires d'assaut amphibies. La plupart de ces pièces provenaient d'une firme travaillant pour l'US Navy et où Arthur Walker était employé.

Le juge s'est réservé le droit de fixer la sentence à une date ultérieure. Arthur Walker risque une peine de réclusion perpétuelle, pouvant être assortie d'une amende maximale de 40 000 dollars.

### Argentine

#### La demande française d'extradition du lieutenant Astiz a été rejetée

Bahia-Blanca (AFP). — Un juge de Bahia-Blanca, ville située à 700 kilomètres au sud de Buenos Aires, a rejeté la requête présentée par la France, qui demandait l'arrestation du lieutenant de vaisseau argentin Alfredo Astiz, accusé de l'enlèvement et de la disparition de deux religieuses françaises en 1977, a-t-on appris, vendredi 9 août, de source judiciaire. Le juge Alcindo Alvarez Canale a estimé la requête française irrecevable, du fait du « principe de souveraineté territoriale » dans la juridiction pénales argentine.

Le lieutenant de vaisseau Astiz, qui est affecté à la base navale de Puerto Beltrano, à côté de Bahia-Blanca, avait arrêté, les 8 et 10 décembre 1977, les sœurs Alice Do-

mon et Léonie Duquet. Les familles des deux religieuses, qui appartenaient à l'Institut des missions étrangères de Toulouse, n'ont plus jamais reçu de nouvelles de leurs parentes depuis leur arrestation et leur interrogatoire par le lieutenant Astiz.

Le lieutenant de vaisseau, fait prisonnier pendant quelque temps par les Britanniques pendant la guerre des Malouines en 1982, a été libéré en mars par la justice argentine, après une enquête de trois mois qui portait sur la disparition d'une autre religieuse, de nationalité suédoise, Dagmar Hagelin.

(Le Monde a publié dans ses éditions du 7 août une biographie du lieutenant Astiz.)

#### ORGANISÉE PAR L'OPPOSITION CHILIENNE

#### La « Journée pour la vie » s'est terminée par un black-out sur Santiago

Santiago (AFP). — Une panne d'électricité, précédée de plusieurs fortes explosions à la périphérie de la capitale, a plongé dans l'obscurité une grande partie de Santiago, dans la soirée du vendredi 9 août. Selon des témoignages, cette coupure de courant a affecté une grande partie du territoire chilien, sur environ 1 400 kilomètres entre Santiago et la ville d'Antofagasta, au nord du pays. Dans un appel à l'Agence France-Presse, le Front patriotique Manuel-Rodriguez (FPMR) a revendiqué l'action qui est à l'origine de cette interruption de courant.

Cet incident s'est produit à la fin d'une « Journée pour la vie » organisée par l'opposition, en général Pinochet, « pour le plein respect des droits de l'homme et la fin de la répression ». Une personne est morte au cours d'une manifestation dans l'obscurité et une soixantaine ont été arrêtées lors de manifestations, dont une cinquantaine lors de la dispersion d'un cortège formé par des

membres de professions libérales qui arboraient une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Jusqu'au bout contre la torture ». Dans ce cortège se trouvaient les principaux chefs de l'Alliance démocratique (coalition des principaux partis d'opposition) : le démocrate-chrétien Gabriel Valdés, le radical Enrique Silva Cimma et le socialiste Ricardo Lagos.

Le gouvernement militaire a, d'autre part, annoncé, vendredi, l'annulation de trente-deux mandats d'arrêt lancés il y a une semaine contre des dirigeants de l'opposition de gauche. Un décret modifie aussi la réglementation appliquée jusqu'à présent, afin d'autoriser le retour de certains exilés. Parmi les membres de l'opposition visés par ce décret figurent le dirigeant communiste Jaime Insuza, dans la clandestinité depuis juin 1984, l'ancien maire de Valparaíso, M. Sergio Vuskovic, et le syndicaliste Osvaldo Tello.

### Une énorme machine à communiquer

Créée en 1932, la British Broadcasting Corporation tire l'essentiel de ses revenus de la redevance, alors que les télévisions privées qui relèvent de l'Independent Broadcasting Authority vivent de ressources publicitaires. Toutefois, une enquête est actuellement menée par une commission officielle qui devra se prononcer l'année prochaine sur l'opportunité d'introduire la publicité parmi les moyens de financement des services de la BBC.

La BBC emploie environ deux mille journalistes, sans parler des autres catégories de personnel. Elle dispose de deux chaînes de télévision, BBC-1 et BBC-2, la seconde ayant la réputation d'être plus « culturelle » que la première. Des programmes de télévision du matin ont été lancés depuis janvier 1983 sur la première chaîne. Les téléspectateurs britanniques peuvent choisir également parmi les programmes de deux autres chaînes indépendantes : ITV, qui émet depuis novembre 1982.

La BBC gère, en outre, quatre radios : Radio-1, spécialisée dans la musique rock et pop ; Radio-2, qui accorde une place plus importante à la couverture des sports ; Radio-3, orientée vers les programmes culturels ; et Radio-4, à vocation d'information. Vocation d'information, les stations locales relèvent également de la BBC.

Enfin, les services extérieurs de la BBC émettent dans le monde entier, en anglais et dans trente-six autres langues, 720 heures par semaine. Le choix des langues dans lesquelles on émet, ainsi que les durées d'émission relèvent de décisions gouvernementales.

La BBC dispose, en outre, d'un service spécial d'enseignement de l'anglais par la radio et la télévision. Des leçons d'anglais avec applications en trente langues étrangères sont diffusées par la radio dans quatre-vingt-dix pays, par la télévision dans une soixantaine.

Les règles ou les recommandations auxquelles les journalistes de la BBC sont soumis quand ils traitent des événements « sensibles » d'Irlande du Nord les obligent essentiellement à ne pas se prêter à l'apologie du terrorisme. Sur ce point, l'émission peut paraître discutable, bien que la direction l'ait approuvée, tout en sachant les protestations qu'elle pouvait soulever. Mais il est un autre principe, tout aussi important, celui de l'équilibre entre les parties en présence. Là le document est absolument irréprochable puisqu'il établit un rigoureux parallèle entre deux fanatismes qui se valent. N'est-ce pas ce que certains, plus ou moins consciemment, ont déploré en mettant bien davantage l'accent sur le caractère scandaleux de la présence de McGuinness à l'écran ? Mais la plupart des personnes qui ont dénoncé l'émission l'ont fait avant de l'avoir vue.

F. C.

L'honneur, un instant perdu, de la BBC a été retrouvé. Pour la première fois, la totalité de ses journalistes se sont mobilisés pour effacer l'outrage qui avait été fait à leur indépendance. Mais que de bruit dans le monde entier ! Le gouvernement britannique, entraîné dans cette affaire, par une « petite phrase » de M<sup>me</sup> Thatcher, ne s'attendait sans doute pas à un tel tohu-bohu.

## information

Dans les semaines et les mois à venir, la BBC devra tenter de trouver une solution au conflit ouvert entre la direction générale et le conseil d'administration, qui vient apparemment de battre en retraite et de subir un camouflet. Les statuts de la BBC et la tradition — celle-ci étant souvent primordiale dans le droit britannique — comportent une imprécision et une ambiguïté qui empêchent de départager les deux parties en présence en cas de désaccord. Théoriquement, c'est le directeur général, M. Milne, et son équipe qui auraient dû céder, puisque la prééminence du conseil d'administration n'est pas discutable. Nommés pour cinq ans (renouvelables) par le souverain sur proposition du gouvernement, les douze membres du conseil d'administration (Board of Governors) ont toutes les attributions d'un tel organisme, tout en formant — nuance qui souligne leur autorité — une sorte d'assemblée de « sages » chargés de veiller aux intérêts de l'Etat et du public. « Ils sont la BBC », selon une formule consacrée reprise par M. Milne lui-même, alors qu'il conteste le droit de regard qu'ils ont exercé.

Cela souligne à la fois leur pouvoir et leur devoir de garantir l'intégrité de l'institution. Ce sont eux qui nomment le directeur général et peuvent le révoquer. Ce dernier préside le conseil de direction (Board of Management), qui assure la gestion des « affaires courantes » au sens large. Dans le différend actuel, le président du conseil d'administration, M. Stuart Young, et M. Milne ont tous deux revendiqué la responsabilité de trancher *in fine* quand le contenu d'un ou de programmes est mis en cause. En principe, il faudrait donner raison à M. Young, mais M. Milne a fait prévaloir l'usage. Le conseil d'administration n'a jamais

réclamé l'annulation d'une émission auparavant. Il a, une seule fois, demandé à voir un film avant que celui-ci soit montré au public. Mais alors il n'avait pas donné suite à la plainte qui motivait cette démarche.

D'ordinaire, le conseil ne présente des observations, s'il le juge utile, qu'après coup. Selon la conception de M. Milne, le conseil d'administration est donc un organisme de recours, et peut évidemment faire connaître ses remarques sur la politique d'information de la BBC, mais il ne devrait pas prendre de décision comme il l'a fait la semaine dernière, au point de faire apparaître publiquement un désaccord. Toutefois selon M. Milne, si le conseil pense devoir en venir à cette extrémité, il ne devrait avoir d'autre solution que de retirer un directeur général de la confiance qu'il lui a accordée, c'est-à-dire le remplacer.

### Le traitement

#### des sujets « sensibles »

Le directeur général devra d'autre part rappeler à l'ordre les responsables directs de l'émission, car les consignes qui s'appliquent à la couverture des événements dits « sensibles », et notamment ceux d'Irlande du Nord, n'ont pas été totalement respectées. Ce n'est pas là une critique portant sur le fond du document incriminé, mais sur la procédure de sa réalisation.

Quand une émission contient l'interview d'une personne « considérée comme étroitement associée à une organisation terroriste », il faut obtenir la permission d'un certain nombre de dirigeants, et surtout celle du directeur général. Or M. Milne ignorait tout de celle-ci. Elle avait été présentée à plusieurs niveaux, mais subalternes.

FRANCIS CORNU.

### LE CORPS DU DÉLIT

## Deux discours fanatiques

Intitulé « A la limite de l'Union », le film qui est à l'origine du litige est un document de quarante-cinq minutes qui a pour objet de présenter deux visages de l'extrémisme en Irlande du Nord. Le réalisateur, Paul Hamman, qui travaille depuis quinze ans pour la BBC — comble de l'ironie, il est notamment connu pour avoir fait une émission sur les problèmes d'éthique que pose aux journalistes de télévision l'information concernant le terrorisme de l'IRA, — fait parler deux personnages pour lesquels le recours à la violence — ils le disent de la façon la plus claire — est inévitable, sinon souhaitable.

Les deux hommes — le catholique et le protestant — sont de farouches ennemis, mais ils se ressemblent aussi. Ils ont le même âge — trente-trois ans — sont mariés, pères de famille, de milieu ouvrier, et ils craignent d'être assassinés. La terrible violence de leurs propos est comparable, et cette étrange ressemblance suffit presque à expliquer seize ans d'un conflit meurtrier et jusqu'à présent sans issue.

Tous deux sont représentatifs de leur camp. Ils ont une fonction officielle, ils ont été

élus en 1982 à l'Assemblée d'Irlande du Nord, Martin McGuinness pour le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire, et Gregory Campbell pour le Parti unioniste démocratique, fondé et animé par le Révérend Paisley.

Une différence toutefois : si McGuinness a été incarcéré deux fois en République d'Irlande pour appartenance à l'IRA et est soupçonné d'avoir été l'un des chefs militaires de l'organisation clandestine (il le nie mais considère cela comme un « compliment »), Campbell, lui, n'a jamais été impliqué dans des activités terroristes. C'est pourquoi l'apparition de Martin McGuinness dans l'émission est de beaucoup la plus contestée. Pourtant, les déclarations de Campbell ne sont pas moins menaçantes.

### Une accablante sobriété

« Nous pensons », dit McGuinness, « que pour le peuple irlandais la seule voie vers la liberté de son pays passe par l'usage des armes ». Pour sa part, Campbell déclare : « Ou bien vous êtes tué par les gens de l'IRA, ou bien vous les tuez. Et je les veux morts. »

Sachant les accusations et les soupçons qui pèsent sur lui, Martin McGuinness se montre relativement plus prudent, mais il sait pratiquer le sous-entendu. Quand on lui demande s'il a été mêlé à des « opérations militaires », il répond : « J'ai été engagé au nom de mon peuple contre les forces britanniques d'occupation : c'est tout ce que je suis prêt à dire. » Si l'armée britannique quittait l'Irlande du Nord et abandonnait les unionistes protestants à leur sort, que ferait Gregory Campbell ? Il rétorque : « Il n'y aurait plus d'autre choix que de prendre un fusil. »

Des propos de ce genre, les téléspectateurs britanniques en ont entendu ou lu cent fois. Ce qui a peut-être gêné les membres du conseil d'administration de la BBC, c'est que cette fois ils sont particulièrement mis en valeur par une présentation d'une accablante sobriété. C'était précisément le souci du réalisateur. Il n'a pas été compris. On aurait voulu qu'il introduise une mise en garde, et il sera condamné à le faire, bien que de nombreux commentateurs et editorialistes de la presse écrite aient fait observer que le public était vrai-

semblablement « assez adulte » pour avoir pas besoin qu'on lui mette les points sur les i, surtout sur ce sujet, auquel il est confronté depuis seize ans.

Les règles ou les recommandations auxquelles les journalistes de la BBC sont soumis quand ils traitent des événements « sensibles » d'Irlande du Nord les obligent essentiellement à ne pas se prêter à l'apologie du terrorisme. Sur ce point, l'émission peut paraître discutable, bien que la direction l'ait approuvée, tout en sachant les protestations qu'elle pouvait soulever. Mais il est un autre principe, tout aussi important, celui de l'équilibre entre les parties en présence. Là le document est absolument irréprochable puisqu'il établit un rigoureux parallèle entre deux fanatismes qui se valent. N'est-ce pas ce que certains, plus ou moins consciemment, ont déploré en mettant bien davantage l'accent sur le caractère scandaleux de la présence de McGuinness à l'écran ? Mais la plupart des personnes qui ont dénoncé l'émission l'ont fait avant de l'avoir vue.

F. C.



# Étranger

## INDE

### Passions et controverses autour de la grenouille de Kerala

**Au fin fond de l'Inde, l'état du Kerala possède une richesse insoupçonnée, les grenouilles. Grande amorce, les Français sont les plus gros importateurs de ces cuisses de batraciens dont la chasse a outrancièrement inquiété les écologistes locaux.**

#### Correspondance

Kottayam (Etat du Kerala). — Depuis deux ans, la grenouille du Kerala (Etat à l'extrême sud de la péninsule indienne) suscite, bien malgré elle, passions et controverses. Victimes d'une chasse aussi « cruelle » qu'intense, ces batraciens tant convoités se font aujourd'hui rares. Et c'est seulement maintenant que l'on s'aperçoit que l'animal en cause était en fait bien utile...

Que la grenouille soit comestible, les Malabars — habitants de cet Etat du sud de l'Inde — le savent, sans trop savoir. En vérité, personne n'a osé goûter. Mais la cuisse de grenouille se mange, la preuve : le Kerala en exporte des milliers de tonnes chaque année.

Commerce hautement profitable, la cuisse de grenouille est entrée dans les annales de cet Etat où l'on a le sens aigu des affaires. Ainsi, dans les milieux d'argent du grand port de Cochin, on indique que « la cuisse de grenouille indienne a été découverte », il y a une trentaine d'années, par un jeune entrepreneur natif de la région, M. R. M. Nayar. Aujourd'hui, M. R. M. Nayar est à la retraite, mais il n'en est pas moins une célébrité dans le pays où il porte encore le surnom, inévitable, de « Thavala Kalu Nayar » soit « Nayar cuisse-de-grenouille », en langage malayalam.

L'histoire de sa réussite a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale avec l'ex-

portation de « quelques centaines de kilos seulement », à destination des Etats-Unis. Puis, en 1958, R. M. Nayar débarqua en pleine foire commerciale de Marseille avec des échantillons de ses congénères sous le bras. Les palais français se découvrirent immédiatement une affinité particulière avec le produit indien... « J'étais parmi les premiers Indiens à tenter une aventure commerciale avec la France. A ce titre, j'ai eu droit au tapis rouge et à la curiosité de tous », se souvient-il. Et ce fut la percée.

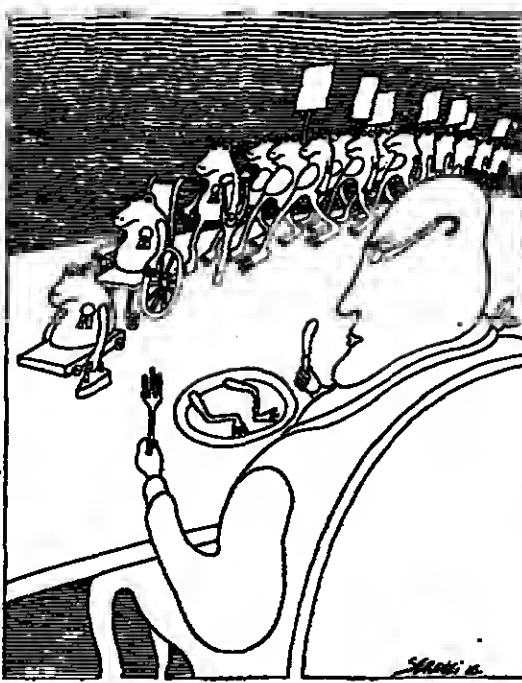
En vingt-cinq ans, les batraciens du Kerala ont fait la fortune de « Thavala Kalu Nayar » et de la quarantaine d'entreprises qui, à son exemple, ont investi dans la grenouille et la crevette. A l'heure actuelle, le Kerala fournit près des trois quarts de la production de l'Inde. Et l'Inde, toutes grenouilles confondues (avec le Kerala, les Etats du Bengale et du Tamil-Nadu rassemblent les marécages), avec une production en 1984 de quelque 2 834 tonnes de cuisses d'une valeur à l'exportation de 65 millions de francs, figure parmi les principaux pays producteurs avec le Bangladesh et l'Indonésie.

#### La France client préféré

Si la position de la France comme pays consommateur occille entre celles des Etats-Unis, des Pays-Bas et de la Belgique, l'Hexagone reste le client préféré des exportateurs du Kerala. D'une part, selon M. Nayar, parce que c'est un marché qui se développe (en 1980, la France a pris la première place avec des achats de plus de 920 tonnes), mais aussi parce que « les Français ont accepté — à une exception près — toutes les cargaisons que nous leur envoyons ». Les Américains, au contraire, font des mystères à la grenouille indienne. « Ils refusent nos livraisons pour des petits riens, affirme avec vé-

hémenie le « père de la grenouille indienne ». Ils sont même allés jusqu'à inventer une nouvelle espèce de bactérie (salmonella), que personne n'avait jamais vue auparavant, pour nous bloquer au contrôle sanitaire. »

En réalité, « c'est une affaire politique », et la France est non seulement une nation de « connaisseurs », mais aussi un pays « ami ». Mais les vrais trouble-fête à venir tourmenter les



SERGUER

congélateurs du Kerala sont indiens. Choqué, dès les années 60, par la cruauté des méthodes employées dans la chasse, le gouvernement indien a essayé, vainement, de déclarer la grenouille « animal protégé ». De plus, l'opposition gouvernementale s'est renforcée au fur et à mesure que biologistes et agriculteurs parvenaient à démontrer que la mise à sac forcée des rizières, naguère

de véritables grenouillères, menaçait de se terminer par un désastre écologique irréparable.

Pendant dix mois de l'année (la tranquillité des grenouilles est quand même respectée à l'époque de la reproduction), des dizaines de milliers de chasseurs partent la nuit le long des nombreux plans d'eau de la région, lampe à kérosène à la main, équipés d'un sac de toile et d'un sinistre couteau de cuisine. Aveuglés par la lumière, les rainettes se laissent prendre facilement. Kunjimon, chasseur spécialisé dans la grenouille depuis vingt ans, raconte la pratique usitée : « On prend la grenouille d'une main, et de l'autre, on lui tranche les pattes arrière avec le couteau, les pattes sont mises sur de la glace, le reste est jeté... »

Le « reste », en l'occurrence, est encore vivant, et meurt à petit feu. Se défendant contre l'accusation de cruauté excessive, Kunjimon ne voit pas de différence « avec le poisson qu'on tire de l'eau et qu'on laisse mourir lentement par asphyxie... Et puis, si on devait tuer toutes les grenouilles avant de leur trancher les pattes, on y passerait la nuit entière... ». Kunjimon et les autres chasseurs proviennent des castes inférieures de la communauté hindoue, et n'ont, disent-ils, d'autres ressources.

Si les bûcherons de cette chasse ont bien soulevé l'indignation de nombreux Indiens, la région, aujourd'hui dépeuplée de ses habitants, court le risque réel de connaître un grave problème de déséquilibre écologique, au dire des biologistes. Un savant calcul permet, en effet, d'estimer l'extermination annuelle de grenouilles au Kerala entre deux cents et trois cents millions d'animaux, à raison de deux cents à trois cents grenouilles par chasseur et par nuit. Et, les chasseurs comme Kunjimon, sont obligés de se rendre à l'évidence : « C'est vrai, chaque année, nous devons aller de plus en plus loin dans les rizières pour chercher les grenouilles », avoue-t-il.

Les agriculteurs, quant à eux, s'inquiètent et se rangent fermement dans le camp des écologistes. Un grand propriétaire de la région de Kottayam, au cœur du pays de la grenouille, est ainsi formel : « Depuis que cette boucherie s'est intensifiée, le nombre d'insectes nuisibles a augmenté de façon alarmante... »

Dans les rizières du sud de l'Inde on éralut surtout le « munja », terrible petit mouche-

ron vert qui ronge le riz. Selon John Abraham, depuis que les grenouilles sont parties, « le munja est devenu un véritable fléau ». Mais les industriels de la grenouille surgelée se préoccupent peu de telles considérations : « C'est quand même désoleant de penser qu'en 1985 nos fermiers comptent encore sur les grenouilles pour protéger leurs récoltes, nous sommes pourtant à l'ère des pesticides chimiques autrement plus efficaces... », s'écrit M. R.M. Nayar.

Mais comme les arguments « modernistes » des industriels n'ont su convaincre les pouvoirs publics, la toute-puissante Kerala Thavala Thozhilai Congress (l'Association des attrapeurs de grenouilles du Kerala), a littéralement pris les affaires en main afin de destituer l'amphibien rana de son socle d'animal « protégé » pour le remettre à sa place de vulgaire « commun ». Ainsi, les gens de Cochin ont pu voir des cortèges d'attrapeurs et d'industriels, brandissant des grenouilles vivantes, prendre d'assaut les bureaux administratifs de la région. Devant pareille mobilisation, les autorités ont finalement reculé, et, dans la campagne vertigineuse du Kerala, le carnage a repris de plus belle.

Les autorités cherchent, cependant, à réduire petit à petit les exportations de grenouilles « sauvages ». Le gouvernement du Kerala a fait part d'un projet de création de « centres d'élevage de grenouilles », sans doute les premières au monde. De leur côté, des chercheurs indiens viennent de mettre au point un appareil « capable de tuer entre quatre cents et six cents grenouilles d'un coup, de façon humaine (sic), par décharge électrique... » Si les écologistes, agriculteurs et industriels peuvent se réjouir de la décision, l'Indien moyen s'étonne encore « que des étrangers puissent aimer manger ces choses-là... »

KIM GORDON-BATES.

#### Déséquilibre écologique

Si les bûcherons de cette chasse ont bien soulevé l'indignation de nombreux Indiens, la région, aujourd'hui dépeuplée de ses habitants, court le risque réel de connaître un grave problème de déséquilibre écologique, au dire des biologistes. Un savant calcul permet, en effet, d'estimer l'extermination annuelle de grenouilles au Kerala entre deux cents et trois cents millions d'animaux, à raison de deux cents à trois cents grenouilles par chasseur et par nuit. Et, les chasseurs comme Kunjimon, sont obligés de se rendre à l'évidence : « C'est vrai, chaque année, nous devons aller de plus en plus loin dans les rizières pour chercher les grenouilles », avoue-t-il.

Les agriculteurs, quant à eux, s'inquiètent et se rangent fermement dans le camp des écologistes. Un grand propriétaire de la région de Kottayam, au cœur du pays de la grenouille, est ainsi formel : « Depuis que cette boucherie s'est intensifiée, le nombre d'insectes nuisibles a augmenté de façon alarmante... »

Dans les rizières du sud de l'Inde on éralut surtout le « munja », terrible petit mouche-

## L'Eglise, dernier bastion francophone de Terre sainte

**Protectrice des chrétiens d'Orient, la France garde en Terre sainte des possessions qui valent à son représentant des regards particuliers. Mais au-delà de l'histoire, l'Eglise est le dernier bastion de la francophonie dans ces contrées.**

#### De notre correspondant

Jérusalem. — Septembre 1856. En Crimée la guerre est finie. Dans le camp des vainqueurs les empires turc et français filent le parfait amour. En témoignage de reconnaissance pour l'appui fourni sur le champ de bataille, le sultan de Constantinople fait alors don à Napoléon III de l'Eglise Sainte-Anne à Jérusalem. Une lettre à en-tête de la Sublime Porte, signée d'un certain Fouad, annonce à l'ambassadeur de France l'impératrice cadeau. « Mon auguste souverain désireux d'unir à son noble allié une nouvelle preuve de son amitié sincère n'a pas hésité à accorder la concession de ce terrain... »

Le geste est d'importance. Ce jour-là, six siècles après, l'effondrement du royaume croisé, la France redevient propriétaire à Jérusalem. Construite sous Baudouin I<sup>er</sup> à l'endroit où naquit la Vierge, Sainte-Anne, avec son élégante façade et sa superbe acoustique, est le plus beau sanctuaire franc de Palestine.

Saladin l'avait transformée en collège musulman. Redevenue église latine, sa garde sera confiée aux Pères blancs. Sainte-Anne, où reposent deux anciens consuls généraux, est aujourd'hui l'un des quatre domaines nationaux de la France à Jérusalem et le seul à l'intérieur des remparts. Chaque 14 juillet, la République y reçoit dans ses jardins la fine fleur de la société palestinienne.

Autre bien français, autre don du sultan, le domaine d'Abou-Gosh se trouve au cœur d'un lieu

magique où les hommes ont dialogué depuis toujours avec Dieu et diable. Au temps de Canaan, cette vallée en forme d'arc-en-ciel, aux portes de Jérusalem, un bastion du culte de Baal. De tranquilles éleveurs de chèvres s'en virent de sexe et de sang les jours de fête en s'abandonnant aux cé-



rémonies orgiaques : prostitution sacrée, immolation d'enfants, incestes. Arrivant en Terre promise, l'armée d'Israël s'empresse, au nom de Yahvé, d'ancêtre au culte idolâtre. Mais les gens du lieu, appelés Gabaonites, parviennent, à force de ruse, à sauver leur peau, sinon leur liberté.

Devenus esclaves du peuple élu, les indigènes rendront plus tard un fier service à leurs maîtres en guerre contre les Philistins. Pendant vingt ans, ils garderont l'Arche d'alliance, cette simple caisse en acacia où Moïse avait déposé ses tables de la Loi. Grâce à eux David entrera triomphant à Jérusalem.

Abou-Gosh — autre titre de gloire — serait l'Emmaüs de l'Evangile où Jésus se fit reconnaître à la fraction du pain. Le Christ aurait bu à la source du village que la 10<sup>e</sup> légion romaine aménagera en réservoir à eau.

Quand, en 1141, les Frères hospitaliers installent leur commanderie en ce lieu vénéré, ils trouvent un caravansérail arabe qu'ils transforment en couvent. Surtout, ces moines soldats élèvent une église à l'allure de forteresse austère, à leur image. Saint-François d'Assise sera l'un des premiers pé-



lerins à s'asseoir sur les gradins de la crypte. Sous le règne des mamelouks, l'église devient étable, la crypte dépôt. Deux célèbres voyageurs en Terre sainte ont relaté leur rencontre, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avec Abou-Gosh, patriarche et détresseur devant l'éternel.

#### Le brigand Abou-Gosh

En 1806, Chateaubriand doit payer tribut à ce pittoresque brigand qui contrôle la route de Jérusalem. Ensuite, raconte l'écrivain, « il fallut manger un agneau qu'Abou-Gosh nous avait fait préparer. Je voulus lui donner quelque argent, il le refusa et me pria seulement de lui envoyer deux couffes de riz de Damiette quand je serais en Egypte... »

En 1832, Lamartine arrive dans la même vallée : « Le célèbre Abou-Gosh, note-t-il, tient la clé de ces défilés. On aperçoit tout d'

coup le village et l'église. Des Arabes revêtus de magnifiques cafetans fument leur pipe. C'est le fameux Abou-Gosh et sa famille... Il ordonne d'apporter des nattes, des tapis et des coussins. On servit le café et les sorbets. Nous eûmes une longue conversation... »



L'Eglise des Croisés devient propriété de la France en 1873. Confiée ensuite aux Lazaristes, le prieuré d'Abou-Gosh abrite, depuis 1976, une communauté bénédictine (six moines, sept moniales) venue de l'abbaye normande de Beo-Hellouin. On vient d'y entreprendre des travaux de restauration grâce à des subventions de l'Etat, de l'Euvre d'Orient et de... la mairie de Paris.

Les deux autres domaines nationaux sont plus humbles. Sur le mont des Oliviers, l'Elséona comprend un cloître et un sanctuaire à ciel ouvert autour de la grotte où Jésus se réfugiait la nuit pour donner ses enseignements recueillis par saint Jean. C'est là qu'il rencontra Nicodème et prophétisa la ruine du Temple.

Si cette grotte sacrée n'a pas disparu aujourd'hui sous les fondations de quelque grand hôtel,

on le doit à la pitié d'une princesse de La Tour d'Auvergne. Cette noble dame d'origine florentine s'acharna à sauver le lieu saint, pris en charge en 1922 par l'archevêque de Toulouse qui l'a récemment restitué à l'Etat. Quant au tombeau des rois qui éloit ce tour du propriétaire, c'est une simple sépulture souterraine où dort une souveraine oubliée, Hélène d'Adiabène, venue d'Irak à Jérusalem au milieu du premier siècle.

Protectrice des chrétiens d'Orient depuis les croisades, la France entretient des liens privilégiés avec l'Eglise de Terre sainte — arabe à 95 %. — laquelle lui voue en retour une réelle gratitude. Ce rôle traditionnel vaut, aujourd'hui encore, à son conseil général certaines faveurs protocolaires. Il est le seul diplomate reçu en grande pompe au Saint-Sépulchre lors de sa prise de fonctions. Les chefs des trois communautés qui partagent la garde des lieux saints — franciscains, Arméniens et Grecs orthodoxes — lui remettent alors solennellement les clés du sanctuaire. Des messes consacrées sont également dites en son honneur.

Environ 25 000 catholiques latins vivent en Israël, à Jérusalem et en Cisjordanie. Les autres chrétiens sont grecs orthodoxes (44 000) et grecs catholiques (29 000). L'Eglise latine représente un point d'ancrage sans égal pour l'influence française en Terre sainte. « On bien notre présence culturelle continue de s'appuyer sur l'Eglise », remarque M. Jean Guéguin, consul général à Jérusalem, « ou bien elle la néglige et s'effondrera. Mais alors l'autorité et le prestige de la France en souffriraient gravement... » Il est vrai que l'Eglise est, dans cette région, le dernier bastion francophone.

Dans ses hôpitaux, ses orphelinats, ses couvents, ses monastères, on parle français. Les livres, les affiches et les médicaments y évoluent la France. En milieu pale-

stinien, seules les écoles religieuses conservent et souhaitent conserver à notre langue la seconde place après l'arabe. Elles n'hésitent pas à montrer l'exemple. Ainsi, trois anciens élèves et futurs enseignants du collège des frères de Jérusalem perfectionnent actuellement leur français, aux frais de l'institution, à l'école normale de Cambrai.

Hélas ! la France à Jérusalem est une marraïne trop souvent désargentée. Chaque année, les subventions sont pesées au trébuchet d'une République parcimonieuse. Or certaines économies de bouts de chandelle mettent en péril l'indépendance, voire la survie, d'œuvres sociales que la population identifie abusivement à l'Etat français.

L'hôpital Saint-Louis de Jérusalem illustre trop bien les risques de la ligne officielle. Seul établissement de cancérologie traitant les cas avancés, ouvert aux patients de toutes confessions, où les religieuses françaises servent une cuisine cachère à leurs malades venus de Mes-Sheraïm, le quartier voisin, bastion des juifs orthodoxes, cet hôpital chrétien boucle par miracle les fins de mois. Seule une aide de la France lui permet de rester fidèle à sa vocation, celle d'une médecine attentive dispensée dans un havre de tolérance.

De l'école biblique à l'hôtellerie Notre-Dame, devenue propriété du Vatican, Jérusalem est riche en foyers de présence française. Parmi les nombreux personnages qui ont jalonné la longue histoire commune à la fille aînée de l'Eglise et aux chrétiens de Palestine, l'un des plus attachants est sans doute Mariam, la petite Arabe. Née en Galilée en 1846, elle a ses premières visions à l'âge de cinq ans. Servante à Alexandrie, novice à Marseille, religieuse à Pau, elle passera une bonne partie de sa courte vie en France avant de fonder le Carmel de Bethléem. Elle mourra à l'âge du Christ.

roa vert qui ronge le riz. Selon John Abraham, depuis que les grenouilles sont parties, « le munja est devenu un véritable fléau ». Mais les industriels de la grenouille surgelée se préoccupent peu de telles considérations : « C'est quand même désoleant de penser qu'en 1985 nos fermiers comptent encore sur les grenouilles pour protéger leurs récoltes, nous sommes pourtant à l'ère des pesticides chimiques autrement plus efficaces... », s'écrit M. R.M. Nayar.

Mais comme les arguments « modernistes » des industriels n'ont su convaincre les pouvoirs publics, la toute-puissante Kerala Thavala Thozhilai Congress (l'Association des attrapeurs de grenouilles du Kerala), a littéralement pris les affaires en main afin de destituer l'amphibien rana de son socle d'animal « protégé » pour le remettre à sa place de vulgaire « commun ». Ainsi, les gens de Cochin ont pu voir des cortèges d'attrapeurs et d'industriels, brandissant des grenouilles vivantes, prendre d'assaut les bureaux administratifs de la région. Devant pareille mobilisation, les autorités ont finalement reculé, et, dans la campagne vertigineuse du Kerala, le carnage a repris de plus belle.

Les autorités cherchent, cependant, à réduire petit à petit les exportations de grenouilles « sauvages ». Le gouvernement du Kerala a fait part d'un projet de création de « centres d'élevage de grenouilles », sans doute les premières au monde. De leur côté, des chercheurs indiens viennent de mettre au point un appareil « capable de tuer entre quatre cents et six cents grenouilles d'un coup, de façon humaine (sic), par décharge électrique... » Si les écologistes, agriculteurs et industriels peuvent se réjouir de la décision, l'Indien moyen s'étonne encore « que des étrangers puissent aimer manger ces choses-là... »

KIM GORDON-BATES.

KIM GORDON-BATES.

## Le processus extraordinaire de l'Inde pour modifier la Constitution

La procédure est avantagée de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Reste la question de savoir si ce processus est vraiment une avancée. C'est une question qui se pose. Mais il est certain que ce processus est une avancée par rapport à la situation actuelle.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

## LA COHABITATION

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.

Le processus est avantagé de taille par rapport, comme nous l'avons vu, à tout le monde. C'est la seule procédure qui ne soit pas soumise à l'examen du Parlement. Elle est donc plus rapide. Elle est aussi plus souple. Elle permet de modifier la Constitution sans avoir à passer par les lourdes formalités de la procédure ordinaire. Elle est donc plus adaptée à la situation de l'Inde.



05:10:17

# France

## Session extraordinaire du Parlement dès le 12 août pour modifier la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie

Combien ? Combien de conseillers dans chacun des quatre conseils de région prévus par la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ? C'est pour répondre à cette seule question que les députés et sénateurs sont convoqués à la session extraordinaire du Parlement à partir du lundi 12 août.

Ainsi en a décidé le président de la République, après l'annulation par le Conseil constitutionnel de la répartition et du nombre de ces conseillers telle que prévue par la loi.

Dès le vendredi 9 août, en effet, le chef de l'Etat a signé, dans sa résidence de l'Élysée, dans les Landes, le décret de convocation qui publie le *Journal officiel* du 10 août, afin de « tirer les conséquences », comme l'a fait savoir le président de l'Élysée, de la décision des neuf sages.

M. Mitterrand a agi en vertu de la faculté, que lui confère l'article 10 de la Constitution, de « demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut lui être refusée ».

L'Assemblée nationale « planche » la première, le 12 août, à partir de 15 heures. Quel choix avait M. Mitterrand ? Il était, formellement, guidé par l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel qui précise (art. 23) : « Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que la loi dont il est saisi contient une disposition contraire à la Constitution sans constater en même temps qu'elle est inséparable de cette loi, le président de la République peut soit promulguer la loi à l'exception de cette disposition, soit demander aux chambres une nouvelle lecture ».

Alternative d'école, en l'occurrence, même si l'on se trouvait stricto sensu dans cette situation. On voit mal en effet la loi promulguée sans le nombre et la répartition des membres des conseils de région. A quoi eût-elle servi ainsi amputée ?

D'autre part, le gouvernement ne pouvait manquer d'exploiter un « avantage », qui n'est pas mince : le reste de la loi n'a pas échoué les foudres du Conseil constitutionnel.

La procédure utilisée a un autre avantage de taille pour le gouvernement, compte tenu du souci de faire vite, à tout le moins de n'être pas trop retardé, malgré l'absence du 8 août. C'est la même loi qui revient devant le Parlement. Elle a déjà été examinée pour avis par l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie. Il n'est donc pas besoin de consulter une nouvelle fois cette dernière avec le risque d'interminable et donc de nouveau délai (jusqu'à un mois) inhérent à cette procédure, puisque l'Assemblée territoriale est politiquement hostile à tout ce qui mène à l'indépendance.

### Les frontières invisibles

Reste la question qui est cause de retour anticipé des députés et sénateurs à leurs bancs : combien ? La décision du Conseil constitutionnel ne contient pas d'éléments propres à éclairer les parlementaires de façon précise sur la nouvelle répartition à adopter. Les neuf sages se sont contentés de faire valoir que les considérations invoquées (à juste titre, à leurs yeux) par le gouvernement « ne peuvent cependant intervenir que dans une mesure limitée qui, en l'espèce, a été manifestement dépassée ». Alors combien pour ne pas dépasser la bonne mesure ? Le tableau « effaqué » par le Conseil constitutionnel (qui n'a pas remis en cause le découpage en quatre régions) donnait : — 9 conseillers à la région Nord (21 602 habitants, 14 013 électeurs inscrits) ;

— 9 conseillers à la région Centre (23 248 habitants, 13 578 électeurs inscrits) ;

— 7 conseillers à la région des Îles Loyauté (15 510 habitants, 10 782 électeurs inscrits) ;

— 18 conseillers à la région Sud — essentiellement Nouméa — (85 098 habitants, 45 523 électeurs inscrits).

Le 30 mai, au cours des débats de l'Assemblée nationale, M. Jacques Lafleur, député RPR de Nouvelle-Calédonie, avait ainsi défendu un amendement de l'opposition visant à élever de 18 à 20 le nombre de conseillers pour la région Sud : « Il

me paraît beaucoup plus équitable pour une région qui représente 60 % de la population d'avoir vingt sièges plutôt que dix-huit. Cela réajusterait la situation par rapport aux régions surpeuplées de l'intérieur et des îles ».

Le 24 juillet, au Sénat, M. Étienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne et vice-président du Sénat, avait présenté la même requête, au nom de la commission des lois. Vingt au lieu de dix-huit, serait-ce assez pour satisfaire à l'exigence de « mesure » du Conseil constitutionnel ? Ou bien faudrait-il s'approcher de l'estimation maximaliste (23 ou 24) formulée par les députés dans le recours au Conseil constitutionnel ?

Il faut encore noter qu'une partie de ces demandes avait été, à l'Assemblée et au Sénat, liée à des propositions de modifications du découpage, destinées, entre autres raisons, à éviter l'« isolement » éventuel de Nouméa en cas de conflit interne.

Le gouvernement va-t-il à son tour, mais pour préserver sa propre logique, lier répartition nouvelle et modification des limites de certaines régions ? Va-t-il s'en tenir au seul tableau de répartition sanctionné par le Conseil constitutionnel ? La réponse n'est pas seulement à Paris, dans les bureaux ministériels, et à partir de lundi au Parlement. Elle est aussi en Nouvelle-Calédonie où de fragiles équilibres risquent d'être remis en question si l'une ou l'autre des frontières politiques, ethniques, économiques, qui maillent le territoire se trouvent intempestivement déplacées.

MICHEL KAJMAN.

■ *Bugares à Nouméa.* — Près de deux cents Mélanésiens se sont affrontés dans la nuit de vendredi 9 à samedi 10 août à Nouméa, avant de se retourner contre les forces de l'ordre. Deux policiers ont été blessés durant ces violents incidents, l'un sérieusement au visage, l'autre plus superficiellement. Une vingtaine de personnes ont été interpellées à la suite notamment de la mise à sac des devantures de deux bijouteries.

## L'EXPLOSION DU NAVIRE DE GREENPEACE A AUCKLAND

Les deux agents français de la DGSE en mission d'observation pourraient n'avoir aucun lien avec les auteurs de l'attentat

Les autorités néo-zélandaises apprécient la volonté de Paris de faire toute la lumière sur l'affaire de Greenpeace. Ce samedi, mercredi 9 août, à Wellington est de nature à faciliter la coopération entre les deux polices. Les Néozélandais sont tellement satisfaits du sérieux avec lequel la France a réagi aux accusations lancées contre elle qu'un porte-parole de la police a affirmé n'avoir aucune preuve de l'implication des services secrets français dans l'attentat contre le Rainbow Warrior.

S'il n'existe effectivement aucune preuve de la responsabilité du gouvernement français dans cette affaire, il se confirme que des agents liés à la direction générale de la sûreté extérieure (DGSE, ex-SDECE) s'intéressaient de près aux activités des militants de Greenpeace victimes de l'attentat qui a coûté la vie, le 10 juillet, dans le port d'Auckland, à un photographe portugais et mis hors d'usage le chalutier sur lequel ces militants s'approprièrent à partir en campagne contre les essais nucléaires français dans le Pacifique sud.

Il apparaît, en particulier, que le couple arrêté une semaine plus tard en Nouvelle-Zélande sous la fausse identité d'Alain-Jacques et Sylvie-Claire Turenne avait été envoyé en mission dans ce pays pour surveiller les activités de Greenpeace et en rendre compte à Paris. De source militaire, cependant, on se refuse à tout commentaire sur le grade exact, la fonction précise et la nature des liens de ces deux Français avec la DGSE, qui emploie autant d'agents civils que de militaires, soit comme fonctionnaires appointés, soit comme informateurs non rémunérés, et fait appel, le cas échéant, à des « sous-traitants » pour des opérations ponctuelles.

Une telle mission ne signifie pas nécessairement que le couple soit impliqué dans l'attentat. Celui-ci pourrait très bien avoir été perpétré par une autre équipe mêlant d'anciens agents de renseignement et des activistes-mercenaires d'extrême droite cherchant à nuire à l'image de la France dans le Pacifique, comme nous l'avons avancé (*le Monde* du 9 août).

Si cette hypothèse est la bonne, elle explique pourquoi M. François Mitterrand a réagi comme il l'a fait. Certes, il ne serait pas glorieux d'avoir reconnu la capture d'espions français en Nouvelle-Zélande, mais il y aurait là un moindre mal si l'enquête confiée à M. Bernard Tricot démontrait que les services officiels français ne sont aucunement mêlés à l'attentat.

### Dénégations

Cette enquête s'est enrichie, vendredi, des dénégations vigoureuses des deux personnes dont les noms ont été cités à propos de cet attentat. La première est le docteur Xavier Maniguet. Un homme se présentant sous ce nom a déposé, vendredi, en fin de mai-juin, une lettre au siège de l'Agence France-Presse, à Paris. L'auteur du message explique qu'il « ne se cache en aucune façon » et affirme qu'il a « répondu à toutes les questions des autorités judiciaires australiennes, néo-zélandaises et françaises concernant (...) son voyage à bord du voilier Ouvea », le bateau sur lequel se seraient enfilés les auteurs de l'attentat.

La personne qui s'est présentée à la réception de l'AFP pour remettre ce message a tourné les talons aussitôt, refusant de parler aux journalistes. La lettre précise

que le docteur Maniguet a décidé de ne répondre qu'aux questions des « autorités habilitées à enquêter sur ces faits douloureux ». Elle affirme que le médecin « est totalement étranger aux événements malheureux concernant le Rainbow Warrior » et qu'il n'a « aucun engagement politique et n'a jamais eu de liens avec quelque service secret que ce soit », même s'il est « commandant de la marine nationale et effectivement passionné de plongée et d'aviation ».

La seconde personne à dénier toute participation à cet attentat est le colonel Jean-François Charrier, ancien fonctionnaire de la DGSE, dont nous avons écrit que le nom « circulait » à propos de cette enquête. M. Charrier, frère du comédien, qui a été chargé, après avoir pris sa retraite, d'organiser, pour le compte de M. Dick Ukeivé, le service de sécurité du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, affirme dans un « démenti » publié vendredi à Paris que ces accusations relèvent de « manœuvres grossières ». « On comprend aisément, ajoute M. Charrier, que le gouvernement puisse chercher un bouc émissaire pour se démarquer dans la situation délicate sinon impossible dans laquelle il se place » (nos dernières éditions).

Fort mécontent de paraître mêlé à cette affaire, M. Charrier a annoncé, par l'intermédiaire de son avocat, M. Patrick Devedjian, maire (RPR) d'Antony (Hauts-de-Seine), son intention d'intenter un procès en *Monde* pour diffamation.

## Vraies et fausses « barbouzes »

(Suite de la première page.)

Enfin, les services secrets ont fait, à une certaine époque, une grande consommation de truands. Le plus illustre, Jo Attia, gangster de haut vol, résistant et déporté, rendit des services appréciés dans la lutte contre le FLN.

D'autres truands participèrent à l'enlèvement en Allemagne du colonel Argoud, un des chefs de l'FOAS. On retrouva certains d'entre eux dans une affaire où se rencontrent toutes les variétés d'hommes de l'ombre : l'enlèvement à Paris, suivi de l'assassinat, en octobre 1965, du leader tiers-mondiste marocain Mehdi Ben Barka. Là, tout le monde entre en scène : outre les truands, des vrais policiers qui aroient, disent-ils, travaillé pour le SDECE ; un honoraire correspondant, chef d'école à Air France, très lié avec le général marocain Oufkir, instigateur de l'affaire ; un responsable officiel du SDECE, peu disposé à mettre ses chefs dans la confidence. Le limogeage du directeur général du SDECE, le général Jacquier, qui d'en pouvait mieux, montre, s'il en était besoin, combien il était difficile de contrôler les initiatives de la base.

Restent enfin les fausses barbouzes. Pour ne pas citer d'exemple plus récent, on peut évoquer la vieille affaire des « minerais atomiques » qu'un faux général Combaut confia à un riche châtellain de la région parisienne, non sans lui soumettre des avances confortables, sous prétexte de garder secrètes les dépenses des services spéciaux. Les barils métalliques ne contenaient que du gravier...

Il arrive que les vrais agents du SDECE sortent de la discipline. Ce

fut le cas lorsque l'FOAS parvint à recruter les dangers de combat d'Aspreto, en Corse. Ces combattants spécialistes des missions dangereuses et ultra-secrètes n'avaient qu'une expérience limitée de l'action subversive : ils furent découverts, sans difficulté, parce qu'ils utilisaient un code que les policiers jugèrent enfantin.

Et comment ne pas évoquer ces membres du SDECE qui, gaillards historiques ennemis de Georges Pompidou, participèrent, à la suite de l'assassinat de Markovitch, à une opération parfaitement ignoble : celle consistait, à l'aide de prétendues photographies qui n'étaient en réalité que de grossiers montages, à tenter de compromettre l'épouse du futur président de la République.

Il serait injuste de généraliser à l'ensemble d'une fonction difficile les erreurs, les bavures et parfois les crimes de quelques-uns. Notons seulement que la tâche même est de celles qui prêtent à bien des excès. En outre, les services français sont quinze fois moins importants que ceux de la CIA, deux fois moins que ceux du BND ouest-allemand... sans parler de ceux des pays de l'Est. Toutes proportions gardées, ils sont secourus par moins de scandales. N'oublions pas non plus que les fonctionnaires du SDECE sont dans leur grande majorité des hommes de dossiers plutôt que des hommes de terrain. Enfin, que si l'on a compté et l'on compte encore beaucoup de socialistes boulevard Marliet, siège de la DGSE, on ne s'étonnera pas que le service action recrute peu, directement ou indirectement... parmi les intellectuels de gauche.

JEAN PLANCHAIS.

## LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

### La réponse de François Goguel à Maurice Duverger

Nous avons reçu de M. François Goguel, en réponse à l'article de Maurice Duverger sur la cohabitation (1), la lettre suivante :

« Selon Maurice Duverger, dans l'hypothèse où, après une victoire de l'actuelle opposition aux élections de mars 1986, François Mitterrand nommerait premier ministre un des leaders de la nouvelle majorité, celui-ci « serait à peu près dans la même situation que M. Thatcher ou le chancelier Kohl ».

Puis-je suggérer qu'il n'en serait rien ? Non seulement parce que ni le cabinet britannique ni le gouvernement de Bonn ne se réunissent sous la présidence du chef de l'Etat. Mais, surtout, parce que ni la reine d'Angleterre ni le président de la RFA ne possèdent le droit discrétionnaire de dissolution dont dispose le président de la République française.

En outre, pas plus en Grande-Bretagne qu'en RFA, le chef de l'Etat n'est personnellement impliqué dans la conduite des affaires comme François Mitterrand l'a été depuis 1981. Comment celui-ci ne serait-il pas directement impliqué dans un changement de la majorité parlementaire, alors que, dans son message au Parlement de juillet 1981, il avait déclaré que les engagements pris par lui avant son élection à la présidence constitueraient désormais « la charte de l'action législative » ? N'est-ce pas lui, d'autre part, qui, en juillet 1982, puis en mars 1983, a pris la responsabilité des changements qui furent alors apportés à la politique économique et financière initialement

mise en œuvre, selon ses directives, par Pierre Mauroy ?

Enfin, ni en Grande-Bretagne ni en RFA, le chef de l'Etat n'aurait pas à assumer, comme François Mitterrand l'a fait en juillet 1985, qu'il « ferait tout » pour que l'actuelle majorité gagnaît les élections de mars 1986. Pour qu'un échec éventuel de cette majorité ne constitue pas à son égard un désaveu du suffrage universel, suffira-t-il vraiment que, à la différence de ses prédécesseurs, il conserve le silence pendant la « période électorale » de vingt jours qui précéderait le scrutin de mars 1986 ? »

(1) *Le Monde* du 6 août 1985.

### LES ALLER-RETOUR DE M. BAUMET

Des erreurs de transmission ont obscurci ou déformé certains passages du reportage « Les aller-retour de M. Baumet », dans *le Monde* du 10 août. Il aurait fallu pouvoir lire, notamment, que, fin juillet, le président du conseil général du Gard « feint (et non « vient ») de négocier la direction et la composition de la liste du PS pour la future assemblée régionale ». La démission du président de la commission des finances du conseil général et ses critiques contre la gestion de M. Baumet annoncent de difficiles « séances budgétaires (et non « hebdomadaires ») de rentrée ». Enfin, dans le Gard, « le Parti socialiste voit la droite gagner (et non « va gagner ») le terrain perdu par les communistes ». Que nos lecteurs veuillent bien nous excuser.

## Nouvelles brèves

■ *Scission chez les néo-réactionnaires.* — Deux élus parisiens — MM. Jean-Luc Gonneau, conseiller de Paris, et Yves Forestier, conseiller d'arrondissement — et d'autres militants, issus d'une quinzaine de fédérations au total, ont annoncé, le vendredi 9 août, qu'ils quittent le courant AGIRS (néo-réactionnaire) du Parti socialiste, ce courant loir paraissant « abandonner toute perspective politique à long terme, pour se cantonner dans un vague catalogue de « réformes », qui traduit un glissement à droite ».

■ *M. Le Pen : « Révoquer le maximum de parlementaires en place ».* — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, vendredi 9 août, aux Sablès-d'Ornonne (Vendée), au sujet des prochaines élections : « Je vous invite à révoquer le maximum de parlementaires en place à cause de leur défaut de moralité politique ».

Devant près d'un millier de personnes, M. Le Pen a estimé qu'il ne fallait pas manifester « d'indulgence pour ceux qui ont conduit la France depuis plusieurs années, qu'ils soient de l'actuelle majorité ou de l'ancienne ».

Abordant le thème de la sécurité, M. Le Pen a déclaré que « le garde des sceaux fait une politique libérale de la criminalité et de la délir-

quance. Les Français ont le droit à la sécurité des personnes et de leurs biens. Si nous sommes élus, nous appliquerons la loi, rien que la loi ».

■ *Universités d'été socialistes.* — Deux universités d'été se tiendront à l'initiative de jeunes socialistes, du 2 au 7 septembre prochain.

Le Mouvement de la jeunesse socialiste, réuni à Montpellier, accueillera M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, le lundi 2 septembre, ainsi que, entre autres participants, plusieurs ministres : M. Dufour, M. Chevènement, Delebarre et Quilès.

Le club Forum, récemment créé et qui regroupe des jeunes rocardiens, recevra M. Michel Rocard dans la station savoyarde des « Arcs 1800 » sur le thème : « La communication ».

■ *Disneyland : la CGT dit non.* — L'Union régionale Ile-de-France du syndicat CGT s'est élevée jeudi 8 août, dans un communiqué, contre l'éventuelle installation d'un Disneyland à Marne-la-Vallée. « L'Ile-de-France et ses habitants ont besoin de tout autre chose que d'un parc d'attractions. Ils ont besoin d'emplois utiles, productifs, d'investissements pour l'industrie et d'une véritable politique culturelle ».

**Ariana Import-Export**  
TAPIS FAITS MAIN D'ORIGINE,  
CREVETTES, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.  
Vente en gros pour tous pays :  
86, avenue Habib-Bourguiba, Ariana (Tunisie)  
Tél. : (1) 711020 et (1) 710174.

**Le Monde ÉCONOMIE**

**TRANSIT INTERNATIONAL**  
AUTOMOBILES - BAGAGES  
U.S.A. - CANADA - ALGÉRIE - TUNISIE  
MAROC - AFRIQUE - DOM-TOM  
MOYEN ORIENT etc.  
TOUTES DESTINATIONS  
CARSHIP SARL • (1)500-03-04  
20, rue Le Sueur - 75116 Paris



# L'Espagne serait prête à participer à la construction du nouvel avion de combat européen

nous joignons aux autres pays même si la France renonce au projet européen. » Ces paroles marquent une évolution dans la position des responsables de Madrid, qui, jusqu'ici, annonçaient qu'ils ne participeraient à la construction du nouvel avion que si Paris s'y associait.

trois pays signataires de l'accord d'Evian qui sont fermés la porte à la négociation. On ajoute que, la nation de l'Irak n'ayant pas permis de dégager l'entre-deux entre les deux camps, l'entente à cinq, le jeu politique reste ouvert au moins le plus élevé, si, comme tout le laisse croire, les ministres de la défense ont la volonté d'aboutir à une même décision dans l'intérêt de l'Europe.

« On considère encore à Paris qu'il demeure un certain nombre de points en négociation, comme le partage des responsabilités entre les deux camps à partir d'une définition de la masse de l'armée fixée à 9750 kilogrammes à vide. L'accord de Turin a bien porté sur un appareil de ce poids. Mais l'union européenne devrait être propulsée par deux réacteurs développant chacun une poussée de 9200 kilogrammes, ce qui semble à la France une poussée excessive pour un avion qui devrait être le moins lourd et le moins cher possible et, de surcroît, embarqué sur des porto-avions.

JACQUES INHARD.

**C. R.**

(1) Outre les six premières associations (*le Monde* du 3 août) faisant appel de l'ardannaise écartée les « crimes de guerre » du dossier, quatre nouvelles parties civiles se sont manifestées dans le même sens : le MRAP, la LICRA, la Ligue des droits de l'homme et l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance.

Quant à l'article 272, l'un punit des mêmes peines « quiconque aura publié, eussent-ils été autorisés, les décisions juridictionnelles définitives ou commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement ».

Pour justifier une poursuite aussi abusive, l'APM soutient que son article 272 a pour objet « la défense de l'autorité de justice et des magistrats » et demande le franc symbolique de dommages et intérêts « en réparation du dommage causé à l'autorité judiciaire et aux magistrats qui rendent la justice en France ».

**JACQUES ISNARD.**

La grande originalité de la course L'Europe consiste surtout à proposer en une même épreuve plusieurs types de navigation sur des mers aussi différentes que la Baltique, la mer du Nord, la Manche, l'Atlantique.

t de l'Europe, la ville a.

### Le championnat de France de football

## RÉSULTATS

Elle projette de créer une maison de la nature édictée en plusieurs établissements : un centre de documentation au parc floral de Vincennes, un sentier « l'arbre et l'eau » dans le bois de Vincennes, un aquarium des poissons de Seine au Trocadéro, une « maison de l'eau » sur une péniche, une maison de la pierre et du bois » à

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par



LES GUADELOUPEËNS DE PARIS

« L'émigration qui danse »

A l'heure où d'autres prennent le thé, les Guadeloupéens dansent. En ce dimanche après-midi, ils sont déjà plusieurs dizaines de couples, dans un club créole du pied de la butte Montmartre, à se balancer au son du *gros kè* (tam-tam) guadeloupéen ou de la salsa cubaine. Ils sont venus de Saint-Denis ou de Sevran, dans la banlieue nord de Paris. Demain, ils retrouveront le centre de tri des PTT, les couloirs du métro ou les hôpitaux de l'Assistance publique... Qu'importe; aujourd'hui, il s'agit de s'amuser. Danser comme « là-bas », pour oublier les misères de l'exil.

Sans même prendre le temps de poser son parapluie, Albert esquive quelques pas chaloupés, tout au plaisir de laisser se dévider un corps assoupi le reste de la semaine. Né à Basse-Terre en Guadeloupe, il y a vingt-neuf ans, il a débarqué à Paris pendant l'hiver 1976 pour faire son service militaire. C'était son premier voyage et, à l'arrivée, sa première neige. En une semaine, il avait perdu 10 kilos. « Encore maintenant, soupire-t-il, j'ai toujours un petit peu froid à Paris. »

Maintenance d'un service des Domaines à Aubervilliers, il se souvient que, la première fois qu'il a pris le métro, il a vu « les gens courir dans tous les sens, comme des fous ». « J'ai cru qu'il s'était passé quelque chose de grave, un accident », ironise-t-il. Je n'ai pas voulu descendre sur le quai. Bon au mal, il s'est mis au diapason, même si chaque automne ramène dans son corps frileux la nostalgie des tropiques.

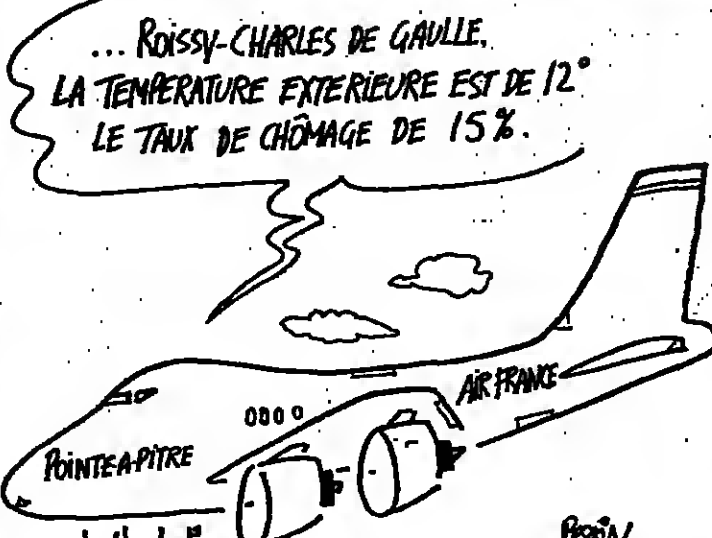
Comme tous les fonctionnaires originaires des DOM-TOM, Albert bénéficie, tous les trois ans, d'un voyage gratuit pour sa terre natale.

L'an dernier il est donc retourné dans sa famille, à Basse-Terre. Cette fois c'est lui qui n'était pas dans le rythme, avec sa démarche trop rapide et son « besoin de faire quelque chose ». « Les gens, là-bas, reconnaissent tout de suite ceux qui n'habitent plus en Guadeloupe », assure-t-il. Au bout de quatre semaines, il s'ennuyait. « Le tour de l'île, c'est vite fait. Après on ne sait

fin de juillet à Pointe-à-Pitre. Comme la plupart des Guadeloupéens de Paris, il commente, avec fierté, la réaction de son « peuple » à l'acte raciste de l'enseignant « blanc contre un enfant noir ». « En France, on ne donne même pas un coup de pied à un chien », relève-t-il. Pour un peu, on aurait presque l'impression que la rébellion de

prouve que les Guadeloupéens « peuvent s'en sortir tout seuls ».

File de paysans, apprentis pâtisseries jusqu'à son service militaire, Albert n'avait pratiquement parlé que le créole avant d'arriver à Paris. A l'époque, il était interdit, dans les bonnes familles, de parler cette langue, considérée comme un « parloir » indigne de qui voulait faire des études. Aujourd'hui, de même que les femmes se sont mises à se parer de diadèmes de tresses plutôt que de se faire défriser les cheveux à « l'occidentale », le créole est devenu la langue du « retour aux sources » revendiqué par les Guadeloupéens. « Première » en métropole comme « là-bas », un stage de créole a même été organisé en juillet par l'ANT (Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer) (1).



« Retourner là-bas... »

Même s'il vit avec une « métro » (métropolitaine) qu'il a rencontrée dans une boîte du quartier Latin, où l'on danse « collé-collé », Albert refuse d'être considéré comme un « assimilé ». « Intégré » si l'on veut, mais « assimilé » fait presque figure d'ajure quand on rentre au « pays ». De temps en temps, d'ailleurs, il s'offre une escapade créole de quelques jours. On le retrouve chez sa sœur, à manger acras et boudin antillais, au match de foot et, tous les dimanches, au PMU d'Épinay-sur-Seine. Comme il dit : « Tous les Antillais sont obligés de jouer un peu au tiercé, ils veulent garder espoir de retourner là-bas un jour. » Les jeunes qui sont venus chercher du travail et qui n'ont pas eu, comme lui, la chance d'en trouver (le taux de chômage est identique de part et d'autre de l'Atlantique pour cette catégorie) ne sont parfois réduits, affirme Albert, « à voler les « métros », à vendre de la drogue au Forum des Halles, ou à se retrouver sur les trottoirs des environs de la gare Saint-Lazare ou du boulevard de Strasbourg ».

Alors, au mythe du départ et de la vie facile, à fait place, après maintes déceptions, celui du retour. La plage, la chaleur tropicale, le *gro kè* et la cuisine épice sans crainte des foudres des voisins... Rêvant tout haut, Albert en oublie qu'il vient à peine d'avouer ne plus savoir quoi faire au bout de quelques semaines dans son paradis créole.

CH. CRAU.

(1) Le stage n'a cependant réuni qu'une quinzaine de participants pour trente places disponibles.

Carnet

— M. Pierre Bes, Chantal et Jean-Claude Fontaine, François Bes, Catherine Bes et Steve Dudley, M. André Barthes, M. Henriette Barthes, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Germaine BES, née Barthes, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, survenu le 7 août 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 août, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au cimetière de Tours-Evres (Indre-et-Loire).

24, rue de Fontenay, 92140 Clamart.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Raymond LEGENDRE, colonel honoraire des troupes de marine, ancien inspecteur des fibres à l'École centrale de Paris, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre TOE, croix de la Valeur militaire, survenu le 9 août 1985, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 13 août, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Pas de fleurs, mais des dons à Hadong, CCP 10 184 03 R, Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ORANGE (84) GRANDE BROCANTE 10 au 15 août 1985 PALAIS DE LA FOIRE PARC DES EXPOSITIONS T.l.j. du 11 au 15 de 9 h 30 à 19 h 30 Dérivés de la 102 70 BAR - Tél. 01 30 51 76 47 - REPAS

— M. Etienne NUGUES, notaire, M. et M<sup>me</sup> François Lagarde et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard NUGUES, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne NUGUES, notaire honoraire, ancien combattant 1939-1945, survenu à Creil le 8 août 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Mello (Oise), sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière dudit lieu dans le caveau de famille.

1, rue de la Ville, 60660 Creil-Mello.

— Beaumont, Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès, dans la foi de son enfance et dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, de

M. Louis VAUZANGES, conseiller honoraire du commerce extérieur, lieutenant-colonel honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille d'honneur du réseau « France debout », médaille polonoise de la Résistance, officier de la couronne et de l'Ordre d'Orange-Nassau.

Les obsèques auront lieu le lundi 12 août 1985, à 14 h 30, en la cathédrale de Tulle.

De la part de M. Jacques Billon, ses enfants et petits-enfants, Du docteur et M<sup>me</sup> Bernard Vauzanges, leurs enfants et petits-enfants, Des familles parentes et alliées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— M<sup>me</sup> Nicole Bréant demande à tous ceux qui ont connu et aimé

N.T.C.F. Pierre BRÉANT

d'évoquer son souvenir pour le premier anniversaire de son passage à l'O.E.

— Une pensée pour

Marie-Claire PATALOWSKI,

qui nous a quittés un 10 août.

Seine-Saint-Denis : le cinquième DOM

Selon le recensement de 1982, 87 320 Guadeloupéens sont installés sur le territoire métropolitain, dont 60 % dans la région parisienne. Pour avoir une idée plus exacte de la population d'origine guadeloupéenne outre-Atlantique, il faut augmenter ce chiffre de 40 à 50 %, correspondant au nombre d'enfants nés en métropole et non « comptabilisés » comme Guadeloupéens.

Les Guadeloupéens sont la deuxième communauté originelle des DOM-TOM vivant en métropole, derrière les Martiniquais (94 000 personnes). Au total, l'agglomération parisienne est donc la première ville antillaise du monde. La Seine-Saint-Denis, où sont concentrés les Antillais, faute d'être acceptés ailleurs, a commencé à être surnommée le « cinquième département d'outre-mer ».

L'émigration guadeloupéenne a augmenté de 64 % entre 1975 et 1982. Elle est beaucoup plus récente et rurale que celle des Martiniquais et correspond à la montée de la crise économique dans l'île. Elle est également plus réfractaire à l'intégration en métropole. Proportionnellement, les Guadeloupéens sont les premiers usagers de l'ANT, organisme dépendant du secrétariat aux DOM-TOM,

qui a pour vocation de favoriser l'insertion professionnelle et sociale des émigrés.

Essentiellement employés dans la fonction publique, les Guadeloupéens y occupent les emplois délaissés par les métropolitains, mais d'une qualification un peu supérieure à ceux alloués aux immigrés étrangers : fermes de service dans les hôpitaux, facteurs, employés du tri aux PTT. Le taux de chômage s'élève à environ 15 % mais est de 30 % pour les jeunes.

La plupart des Guadeloupéens n'ont aucune chance d'être « rapatriés » avant l'âge de la retraite. Sur les dix huit mille originaires des DOM-TOM employés aux PTT, la quasi-totalité a demandé sa mutation, alors qu'on ne dénombre que trois mille cinq cents postes équivalents en Guadeloupe et en Martinique.

L'une des principales revendications des Guadeloupéens est la fin du monopole dont dispose Air France sur la liaison Paris-Pointe-à-Pitre. Ils estiment que la compagnie nationale pratique, faute de concurrence, des tarifs exorbitants (5 300 F pour l'aller-retour), qui les empêchent de rentrer pour les vacances.

C.C.

Cucugnan sens dessus dessous

De notre envoyé spécial

Cucugnan. — A quoi peut donc bien rêver le maire de Cucugnan ? C'est l'été dans ce pays de vignes. Les hautes Corbières sont belles comme il n'est pas permis. Rien à faire, le maire rêve. Dans sa mairie. Dans ses vignes. Il rêve et brasse les problèmes de Cucugnan. Le seul, le vrai. Celui d'Alphonse Daudet, qui déserte, une fois n'est pas coutume, sa Provence pour l'Occitanie et importa frauduleusement la belle légende de l'abbé Martin et de ses ouailles privées de paradis, perchées en enfer.

Une légende ? Diable... C'est que Cucugnan peut être terrible aux âmes fragiles. Et le pauvre journaliste s'en veut presque d'interrompre la rêverie du bon maire, M. Alain Mouridès, conseiller général du canton. Car enfin, s'est-on le droit de venir déranger un élu débordé, angoissé par une démographie devenue aussi sèche qu'un vieux serment — 114 habitants, pas un de plus pas un de moins — avec une petite histoire ? Une affaire « vacancière », une affaire de village, tout juste. L'affaire Berger. Vous avez dit Berger ? M. Mouridès se lève. Le rêve se brise. « Ah non, on ne va pas me repaître de ça. Si ça continue, je vais porter plainte pour torture morale. Je n'en peux plus, moi et la population ». Et tout remonte, avec ça goût acide des vins piqués. L'arrivée au village, en 1983, de M. Mounié Berger et de son mari Helmut, ingénieur allemand en brevets d'inventions. Leur décision de louer au maire un gîte rural avec un compatriote, M. Henry Schne-Wald. Et, à partir de là, une cascade de petits faits — vrais ou faux — propres à mettre sens dessus dessous Cucugnan.

Le téléphone d'abord. Ah le téléphone ! C'était une passion chez M. Berger qui n'en avait pas à son domicile. « Elle passait des heures à appeler de chez M. Marty, le pauvre, qui a été opéré de la gorge. Et de chez moi aussi ». Une passion devenue suspecte à Cucugnan. Mais ce n'est pas tout. Le 6 mars 1983, M. Berger s'enfuit de sa location en pleine nuit, alors qu'elle y résidait seule avec

son co-locataire. Dans Cucugnan, c'est la révolution. Boulevardée, apeurée, M<sup>me</sup> Berger entend échapper à leur ami devenu, selon elle, menaçant. Elle se réfugie chez le photographe du village qui, dépressé par l'affaire, téléphone au maire pour qu'il la rappelle. Une nuit mémorable.

Cucugnan et son maire n'en peuvent plus. Alors M. Mouridès décide de pousser les Berger à partir. Et pour accélérer le mouvement, il est question qu'une voiture de police et une ambulance montent au village...

1983. Une nuit de mars. Tout cela vous paraît lointain. Eh bien non ! Tout cela est encore très frais dans les mémoires. Les vieux qui se reposent à l'ombre de leurs maisons aux murs de pierres sèches se souviennent. « Elle a traumatisé les gens, pas moins, dit le maire. C'est l'histoire de la belle et du petit lapin. La belle occupe le terrain et se croit chez elle. » Baletta ou pas, M<sup>me</sup> Berger et son mari ont déposé plainte. Et le tribunal de Narbonne vient d'être dessaisi au profit de celui de Montpellier.

Au vrai, le traumatisme est bien partagé. M<sup>me</sup> Berger ne se remet pas de cet amour qu'elle a eu pour Cucugnan et du « rejet » dont elle a été victime. Son mari est bien prêt de croire que cette affaire n'a pas pu contribuer à amplifier un cancer de la peau dont il est atteint. « Nous avons été traités comme des bêtes sauvages », assure M<sup>me</sup> Berger. Cucugnan, toi qui passais avec un compatriote, M. Henry Schne-Wald. Et, à partir de là, une cascade de petits faits — vrais ou faux — propres à mettre sens dessus dessous Cucugnan.

Le téléphone d'abord. Ah le téléphone ! C'était une passion chez M. Berger qui n'en avait pas à son domicile. « Elle passait des heures à appeler de chez M. Marty, le pauvre, qui a été opéré de la gorge. Et de chez moi aussi ». Une passion devenue suspecte à Cucugnan. Mais ce n'est pas tout. Le 6 mars 1983, M. Berger s'enfuit de sa location en pleine nuit, alors qu'elle y résidait seule avec

LAURENT GRELSAMER.

ABONNEMENTS VACANCES

FRANCE		ÉTRANGER (vols normaux)	
1 mois ...	150 F	1 mois ...	261 F
2 mois ...	260 F	2 mois ...	482 F
3 mois ...	354 F	3 mois ...	687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du .....  
NOM ..... PRÉNOM .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Localité .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement : ..... F.





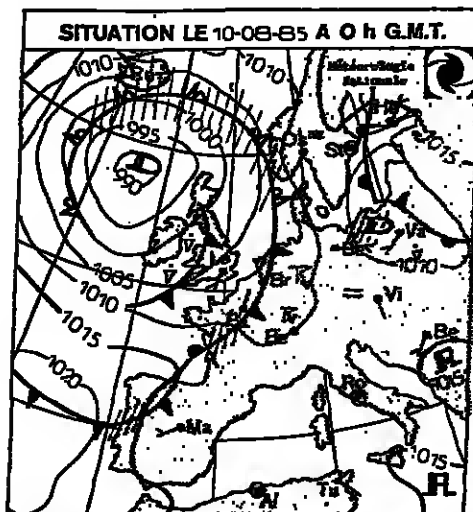




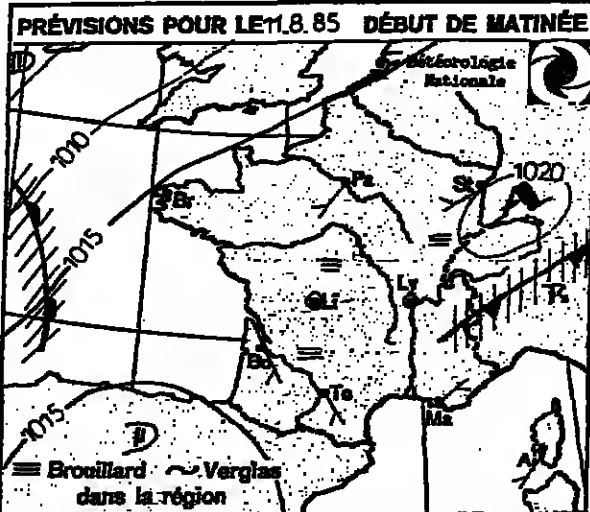


# France/services

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 10-08-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10-08-85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 août à 0 heure et le dimanche 11 août 1985 à minuit.

Situation générale :

Une nouvelle perturbation océanique affectera le nord et l'ouest de la France alors que le reste du pays sera protégé. Dimanche : Au cours de la matinée, des nuages puis des petites pluies abonderont la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, alors que le ciel sera peu nuageux sur le reste du pays avec quelques brumes de vallée sur le Sud-Ouest et le Centre. Réchauffement toutefois le matin sur les Alpes et le massif de la Provence à la Corse. Au cours de la journée, un beau temps chaud et très ensoleillé régnera au sud d'une ligne Bordeaux-Nancy. Des Pays de la Loire et des Charentes au Bassin Parisien jusqu'aux Ardennes, le beau temps cédera peu à peu à un ciel voilé à tendance orageuse, avec donc quelques orages l'après-midi et le soir. De la Bre-

tagne au Nord-Pas-de-Calais, les pluies se renouvelleront en fin de journée et deviendront continues avec un renforcement des vents de sud qui deviendront assez forts.

Les températures seront de l'ordre de 11 à 13 degrés en général au lever du jour, sauf sur le Sud-Ouest et le Midi où il fera 14 à 18 degrés. L'après-midi, elles seront en nette hausse par rapport aux jours derniers : 24 à 29 degrés du nord au sud, sauf près de la Manche, où il fera 20 à 22 degrés, et dans le Sud-Ouest, où elles dépasseront 30 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 août ; le second, le minimum dans la nuit du 9 août au 10 août) : Ajaccio, 14 et 25 degrés ; Biarritz, 17 et 23 ; Bordeaux, 16 et 24 ; Bréhat, 12 et 18 ; Brest, 10 et 18 ; Cannes, 15 et 24 ; Charbourg, 10 et 16 ; Clermont-Ferrand, 17 et 24 ; Dijon, 17

et 30 ; Digne, 12 et 18 ; Embrun, 12 et 27 ; Grenoble-St-Martin, 12 et 26 ; Grenoble-St-Gervais, 17 et 30 ; La Rochelle, 15 et 21 ; Lille, 13 et 25 ; Limoges, 13 et 25 ; Lorient, 13 et 17 ; Lyon, 20 et 31 ; Marseille-Marguerite, 18 et 26 ; Metz, 16 et 24 ; Nantes, 16 et 30 ; Nice, 17 et 24 ; Nice-Ville, 27 (max) ; Paris-Montsouris, 13 et 25 ; Paris-Orly, 13 et 25 ; Rennes, 12 et 21 ; Rouen, 11 et 19 ; Saint-Etienne, 18 et 32 ; Strasbourg, 16 et 30 ; Toulouse, 19 et 30 ; Tours, 12 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 30 ; Genève, 16 et 28 ; Lisbonne, 16 et 26 ; Londres, 11 et 19 ; Madrid, 14 et 34 ; Rome, 17 et 27 ; Stockholm, 14 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 11 AOUT

« La Basilique Saint-Denis », 14 h 30 par la radio. « Le cimetière révolutionnaire de Picpus », 15 h 35, rue de Picpus. « La place des Vosges et son histoire », 15 h 45, 15, place des Vosges. « Le Paris de Rabelais », 15 heures, angle rue Vallet et place du Panthéon. « Le château de Chantilly », 10 h 50 (train 9 h 30 gare du Nord) ou après-midi, tél. (1) 526-26-77. « La rue Montorgueil, l'ancienne rue des Miracles », 10 h 30, angle rue Radziwill et 1, rue des Petits-Champs (A. Ferrand). « Le Sénat, de la salle des séances à la salle du Livre d'or », 15 h 20, rue de Tournon (M. Ragueneau). « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, vestibule du château (accès par gare Saint-Lazare).

### LUNDI 12 AOUT

« L'hôtel de Lannan et ses boissières dorées », 15 heures, 17, quai d'Anjou (A. Ferrand). « Versailles : l'Orangerie du château », 14 h 30, sous statue Louis XVI cour d'honneur. « Notre-Dame », 14 h 30, Paris, statue Charlemagne. « Les somptueux appartements de la marquise de la Meillerie », 13 h 30, vestibule ou 15 heures, entrée (P.-Y. Jasset). « Carrière et ossements : le dédale impressionnant des catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau. « Les salons des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (L. Haudouin). « Les Croisés vus par eux-mêmes au Musée des monuments français », 15 heures (M. Baulot). « Ranoir au Grand Palais », 13 h 30, 30, rue de la Harpe (M. Ragueneau). « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale. « Cent tombes de musiciens à Montparnasse », 14 h 45, 3, boulevard Ed.-Quintet (V. de Langlade). « Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, 36, quai du Louvre. « Le cœur de Paris », 15 h 10, rue Saint-Martin.

## EN BREF

### ANIMAUX

REFUGES EN DÉTRESSE. — Malgré les efforts de sensibilisation menés par les médias et les associations de protection animale, cette année encore, quarante mille chiens et chats seront abandonnés au moment des vacances. Pour aider les refuges, l'Association de défense des animaux de compagnie (ADAC) organise un concours et demande à tous les amis des animaux de lui faire connaître les refuges et les personnes qui se sont le plus dévouées à la cause animale. Les cinq refuges les plus cités recevront chacun 10 000 F.

« Exemple de carte postale uniquement à l'ADAC, BP 107, 3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 538-70-06.

### CONCOURS

AH ! QU'EN TERMES GALANTS... Fondée en 1740, l'Académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon a instauré, dès 1741, son prix annuel. Les sujets sont choisis par la commission du prix, qui désigne un jury composé de membres de la compagnie et de personnalités extérieures (leur choix est fonction du sujet). L'œuvre récompensée doit avoir un caractère scientifique, artistique, littéraire, à l'exclusion des travaux de caractère politique ou religieux. Les textes dactylographiés (ou ouvrages imprimés) doivent être remis en trois exemplaires au secrétariat général de l'Académie avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année du concours. Un prix de 10 000 F accompagné de la « médaille d'or » de l'Académie récompense le lauréat. Le sujet choisi pour 1985 est : « La langue française : expression d'une culture ».

\* Bibliothèque municipale de Dijon, 5, rue de l'Ecole-de-Droit, 21008 Dijon (avant le 30 septembre).

### EXPOSITION

LES FAUBOURG DU XI<sup>e</sup>. — La délégation artistique de la Ville de Paris et la musée Carnavalet organisent jusqu'au 29 septembre une expo-

sition consacrée aux faubourg du Temple et Saint-Antoine, qui, réunis et annexés en 1870, constituent le 11<sup>e</sup> arrondissement. Deux cent vingt documents, peintures, dessins, estampes, affiches et photos retracent l'histoire de ce quartier : son évolution topographique, l'urbanisme et les monuments (édifices religieux, hôtels, fontaines, piscines, grands travaux du baron Haussmann), ses activités (commerce, cabarets, spectacles, etc.), et, bien entendu, les événements historiques.

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que, sous l'impulsion du baron Haussmann, l'arrondissement s'embellit, avec la percée de trois axes vers l'est de Paris : le boulevard Voltaire, l'avenue de la République et le boulevard Richard-Lenoir.

\* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : (1) 272-21-13.

### VIE PRATIQUE

241-22-22. — En quatre ans (de 1981 à 1984), l'utilisation frauduleuse de chèques volés pour le paiement de marchandises ou services s'est accrue de 86 % avec une pointe (38 %) en 1984.

Pour le commerçant qui en est victime, la perte non compensée de la marchandise s'ajoute aux frais bancaires. D'où l'idée de créer l'interdépartemental chèque assistance (IDCA).

Le système consiste à créer un fichier informatique à partir des renseignements fournis par les titulaires d'un compte bancaire victimes d'un vol ou d'une perte (ce qui ne les dispense nullement de signaler l'incident à leur banque et à la police). Les adhérents de l'IDCA (commerçants ou membres d'une profession libérale) peuvent trois cent cinquante-cinq jours par an, de 8 heures à 23 heures, savoir, par un simple appel téléphonique au (1) 241-22-22, si le chèque qui leur est présenté est valable. Un délai de dix jours à dater de la signature du contrat d'adhésion est néanmoins nécessaire avant de bénéficier de cette assistance.

IDCA, 1-3, rue Hassard, 75019 Paris.

## CONFÉRENCES

### DIMANCHE 11 AOUT

1, rue des Prouvaires (premier étage droit) : 15 heures « Le Message des béatitudes pour l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle » (M. Jodin). « La divination par les rêves » (Naty) expériences de voyance.

### ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

M<sup>me</sup> Bella Bach, épouse Krammer-Kalish, ancien avocat à la cour d'appel de Paris ; M. Pierre Marzin, directeur général honoraire des télécommunications.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Roger Betteille, ancien directeur général d'Airbus Industrie ; Louis Doreux, ancien PDG d'Une Société ; René Francouard, dit Zino Francouard, président de section honoraire au Conseil d'Etat ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Charles Jilien, ancien universitaire ; Jean Rouit, membre du conseil d'administration de l'Union des blessés de la face ; « Les guéules cassées » ; Georges Vendryes, directeur général délégué de l'administrateur général du CEA.

Le Journal officiel du samedi 10 août publie la liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre du Mérite.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 10 août :

### UN DÉCRET

Le Souverain la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie à une nouvelle délibération.

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 10 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : L'École des cocottes. De P. Amann et G. Gribou. Avec Amann, J. Dymna, D. Dery, F. Blo. Les aventures et mésaventures d'une femme entreprenante qui, sous l'impulsion d'un comte, professeur de belles manières, gravit tous les échelons de la hiérarchie bourgeoise. Une comédie autour des années 20, époque folle. 22 h 45 Nuits vagabondes (à 23 h 05). Avec des jeux : le jeu du flâneur ; deux places au soleil ; des courts métrages (« Stratagème », de B. Delpech), « Fiction Express » et « Transhémisphères Express », proposés par l'INA ; des spectacles (« Pacific Express », proposé par RFO). 22 h 50 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Festival du cirque de Monte-Carlo. Réal. : G. Pascal. Une sélection des meilleurs numéros de cirque mondiaux. 21 h 55 Magazine : Les enfants du rock. Rock'n'roll graffiti, avec Little Richard, Françoise Hardy, Sheila, Frank Alamo, Jerry Lee Lewis, James Brown. Festival de rock : la Rose d'Or de Montreux, avec Frankie Goes to Hollywood, Culture Club, Kenny Loggins, Billy Ocean, Bronski Beat, Duran-Duran... 23 h 50 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Boulevard du rire. Émission de J.-L. Tribes. Prés. Victor Lanoux. Sixième émission d'une série de huit dans la qualité des scènes de plateau, dépend des invités présents. On regrette toujours la fusée cordiale des acteurs et des chanteurs réunis autour d'une table. Quelques bons moments quand même ! Cette semaine, des extraits de spectacles de Bernard Hollar, Patrick Capdeville, Isabelle Perillou, Elisabeth Wiener, Pierre Clementi... 21 h 35 Journal. 21 h 55 Feuilletton : Dynastie. Suite des aventures d'une famille américaine. 22 h 40 Au nom de l'amour. Émission de Pierre Bellemare. 23 h 50 Journal.

21 h 35 Journal. 21 h 55 Feuilletton : Dynastie. Suite des aventures d'une famille américaine. 22 h 40 Au nom de l'amour. Émission de Pierre Bellemare. 23 h 50 Journal.

### CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Prototype. 22 h 10, Les superstars du catch ; 23 h 5, Émission, film de D. Lynch ; 0 h 40, Lecker, film de M. Crichton ; 2 h 10, Phantasmes, film de J. Rougeron ; 3 h 40, Parlez-moi d'amour, film de M. Drach ; 5 h 15, Hill street blues ; 6 h 5, Série : L'hôtel en folie.

### FRANCE-CULTURE

19 h 15 Alice est revenue : Lewis Carroll, maître d'école buissonnière, une soirée composée par J.-B. Brunius et P. Chavasse, musique de C. Balif. Avec la participation de nombreuses personnalités, dont Marguerite Duras, Jean Guégan, François Le Lionnais. Une biographie de Lewis Carroll, « Alice au pays des merveilles », la Chasse au mark, etc. (rediff.) (fin à 23 h 50).

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Partita n° 4 en ré majeur, de Bach, Sonate n° 26 en mi-bémol majeur, de Beethoven, Suite op. 14, de Bartók, Sonate n° 3 en si mineur, de Chopin, par Murray Perahia, piano. 23 h 5, Le club des archives : Paul Hindemith, altiste, chef d'orchestre et compositeur.

## Dimanche 11 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France. 9 h Émission islamique. 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 Source de vie. 10 h Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur. 11 h Messe en l'église N-D de l'Assomption du Parc à Reims. Prés. : Père André David. 11 h 00 Feuilletton : Arnold et Willy. 12 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry. 13 h 50 Journal. 13 h 25 Série : Agence tous risques. 14 h 15 Sports dimanche. 14 h 30 Championnat d'Europe de dressage ; tiercé à Deauville ; championnat d'Europe de natation. 17 h 30 Les animaux du monde. Un atout vert : Aldabra. 18 h 15 Série : Guerre et Paix. 19 h Répétition : Infosphère. Durant tout l'été, TF1 rediffuse les meilleurs sujets de ce magazine. Aujourd'hui : des espions bien tranquilles ; innocent... et alors ; trefle d'organes humains. 20 h 30 Journal. 20 h 35 Cinéma : Week-end à Zuydcoote. Film français d'Henri Verneuil (1964), avec J.-P. Belmondo, C. Spaak, G. Gant, J.-P. Mado, P. Mondy, M. Dabo, (rediff.). En 1940, un sous-officier français cherche à s'échapper de la poche de Dunkerque, où il est bloqué, avec des troupes en déroute, sous les bombardements allemands. D'après le roman de Robert Merle, une impressionnante reconstitution d'un épisode de la débâcle avec le Belmondo des grands jours. 22 h 35 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end. 23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 10 Informations et météo. 10 h 15 Les chevaux du tiercé. 10 h 40 Récit A 2. 11 h 10 Gym tonik. 11 h 45 Série : La bar de l'escadron. 12 h 15 Jeux de bandes. 12 h 45 Journal. 13 h 15 Il était une fois le cirque. 14 h 10 Série : Switch. 14 h 15 Série : Cette terre si fragile. « Savez-vous », une forêt d'Andrieux centrale, émission proposée par R. Rossif. 15 h 55 Téléfilm : Marchands de rêve (2<sup>e</sup> partie). D'après H. Robbins, réal. V. Sherman. L'ascension « météorique » d'un producteur de cinéma aux États-Unis. 17 h 30 Les carnets de l'aventure. Zambie, paradis des dangers. 18 h 30 Brève 2. 19 h 30 Série : Casse-noisettes. 20 h 30 Journal. 20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. A Las Vegas, avec des candidats parisiens. A retrouver : un collier, un livre saint, etc. 21 h 45 Sports : Catch à Argenteuil. 22 h 15 Harlem nocturne : Lettre à Michel Petrucci. Production INA, réal. F. Casson (rediff.). Le petit prodige du piano-jazz en France, qui a accompagné les grands musiciens américains — Lee Konitz, Charles Lloyd. Un portrait en quotidien et en concert. Attaché. Ce film a reçu le prix de l'Union des radios et des télévisions internationales en 1984. 23 h 25 Journal. 23 h 50 Bonsoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 RFO Hebdo. 20 h 30 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20 h 35 Série : Méditerranée. Réal. C. Vilardou, Rome, vers l'unité, avec la collaboration de Fernand Brudol, historien, professeur au Collège de France (rediff.). A la limite des territoires étranges et à proximité des colonies grecques de l'Italie du Sud, Rome, alors simple bourgade mais point de jonction sur la route du sel, des troupeaux, de l'étalement. Géographie, économie, stratégie de la Rome antique. Avec la participation de F. Coralli, R. Bloch, C. Nicollet. 21 h 30 Court métrage. Les animaux en liberté (première partie). La naissance.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

22 h 30 Cinéma de minuit : le Dernier Tango à Paris. Film italien de Bernardo Bertolucci (1972), avec M. Brando, M. Schneider, J.-P. Léaud, M. Grotti, M. Miki, G. Galati (v.a. sous-titré). A Paris, un Américain dont la femme s'est suicidée se livre, pendant trois jours, dans un appartement vide, à des jeux sexuels exacerbés, avec une jeune Française. Chant funèbre de la chair triste, de l'amour impossible. Glorieux du désespoir absolu, qui fut scandale en son temps, et reste génial. 0 h 35 Prélude à la nuit. Canon à la liberté, de Kodaly, par les Philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Kovács.

### CANAL PLUS

7 h, Téléfilm : Un beau rôle pour Addie ; 8 h 10, Document : Yankee sauveur ; 9 h 5, Cabot Cadin (et à 13 h 5, 14 h 25 et 19 h 20) ; 9 h 25, Haro, film de C. Behar ; 11 h, la Garce, film de C. Pascal ; 13 h 25, Napoléon : l'amour au gilette ; 16 h, Les superstars du catch ; 16 h 55, Les pionniers de Kenya ; 17 h 50, la Bande des quatre, film de P. Yate ; 18 h 30, la Taratouille, film de G. Depardieu ; 22 h 55, Ot homme est dangereux, film de J. Sacha ; 0 h 25, Camp d'extermination, film de J.-R. Siegel ; 2 h, l'homme au katana.

### FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture : 7 h, Heure d'été : 8 h, Orthographe : 8 h 25 Protestations ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée déconstruite ; 9 h 50, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'église de Doullens (Finistère) ; 11 h, Histoire du futur, avec Jean-François Lyotard ; 12 h, Entrées avec... Pierre Tal Coat ; 12 h 45, Audiologie insolite : quelques objets et phénomènes insolites à l'époque de la Renaissance ; 13 h 45, Chansons pour un été : le tour de l'île ; 14 h, Bestiaire de Tété : le loup (par Radio-Canada) ; 14 h 30, Nouveaux répertoires dramatiques : « Les nuits de France-Culture » ; de Liliane Atlan. Avec J. Stoléru, F. Marthuret, J. Bouvia (rediff.). 16 h 40, Horizon, magazine religieux ; 10 h, Messe à l'é



# Économie

NIE

## AU JAPON

### Le numéro un mondial du fret pétrolier au bord du naufrage

**A soixante-quinze ans, Toshio Komoto lutte pour sauver la compagnie maritime qui fit sa fortune, la Sanko Steamship Co., dont il prit la direction à la fin des années 30, et aujourd'hui menacée de faillite, après être devenue le numéro un mondial du fret pétrolier.**

#### De notre correspondant

Tokyo. — Ministre d'Etat dans le gouvernement Nakasone, et chef de la plus petite des cinq factions qui divisent le Parti libéral-démocrate au pouvoir, Toshio Komoto doit peser actuellement de toute son influence pour éviter que Sanko ne soit déclarée en faillite dès la semaine prochaine.

L'endettement total de la compagnie maritime et de ses filiales atteint aujourd'hui plus du double de la valeur de ses actifs : 462 milliards de yens (1) (17 milliards de francs), de dettes auprès des institutions financières, et des engagements canalisés de 1 100 milliards de yens (40 milliards de francs), si l'on ajoute les créances des maisons de commerce et les charges d'affrètement. En mars dernier, les actifs de Sanko étaient estimés à 422,27 milliards de yens (16 milliards de francs).

Affolés par l'aggravation du déficit d'exploitation — 50,6 milliards de yens (2 milliards de francs), en 1984-1985 pour des pertes cumulées de 168 milliards de yens (6 milliards de francs), record absolu dans l'histoire des sociétés japonaises —, les trois principales banques créancières de Sanko, la Daiwa, la Long Term Credit Bank of Japan et la Tokai ont fait savoir, le 8 août, qu'elles refusaient de continuer à couvrir les pertes de la compagnie maritime. Selon des sources bancaires, ces trois banques, qui préparent actuellement leur rapport d'activité semestriel, ont sept semaines, se sont résignées à chasser en créances douteuses quelque 190 milliards de yens (7 milliards de francs), prêtés à Sanko. Jeudi matin, la cotation du titre Sanko a été suspendue à la Bourse de Tokyo, et sur sept autres places du Japon.

#### Sous perfusion

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le directeur général de Daiwa Bank, Sumio Abe, a reçu un appel téléphonique de Toshio Komoto, lui demandant d'attendre l'annonce d'un plan de soutien gouvernemental pour décider du sort de Sanko. Les banques ont seulement accepté de couvrir les besoins de la compagnie pour la journée de vendredi, soit 700 millions de yens, mais ont refusé de verser à la fin du mois les 5 à 6 milliards nécessaires pour la compte d'exploitation.

A la réouverture du marché boursier, le 9 août, le titre Sanko a atteint en deux heures son maximum de baisse en une seule séance, tombant de 72 à 42 yens, avec quelque soixante-dix millions d'ordres de vente enregistrés, soit 8 % du capital en circulation. Pour la première fois depuis 1965, la cote du titre Sanko descendait en dessous de sa valeur nominale de 50 yens.

Dans les milieux du transport maritime, on voyait mal samedi

matin 10 août une autre issue que le recours à la loi sur la réhabilitation des sociétés, autrement dit la faillite. Le ministre des transports, Toshio Yamashita, membre éminent de la faction Komoto, doit rencontrer Sumio Abe, le 12 août, pour tenter de le convaincre de maintenir Sanko « sous perfusion ». Mais les banques estiment ne plus pouvoir faire face, dans la mesure où le gouvernement ne propose pas de prendre en charge lui-même tout ou partie du sauvetage de la compagnie.

Cruel retour des choses. En 1964, le gouvernement japonais avait subventionné un vaste plan de réorganisation du transport pétrolier, mais Sanko avait refusé ce programme, ce qui lui a valu le surnom de « Loup solitaire ». Pour échapper à la honte asphyxique qui caractérise le marché mondial du fret pétrolier depuis des années, Sanko a cru pouvoir recourir à une stratégie audacieuse, mais à hauts risques.

En avril 1983, la compagnie avait fait sensation en passant commande aux chantiers navals japonais de 125 vraquiers, tout en mettant en réserve des pétroliers représentant 8 millions de tonnes de port en jour. Ces pétroliers auraient dû être revendus à la reprise du marché, qui n'est jamais venue. Les cargos étaient certes cotés à de très bonnes conditions, étant donné l'ampleur de la commande, mais le financement reposait sur un endettement massif et l'appel à de nouveaux partenaires, surtout des banques, à travers une succession d'augmentations de capital.

Un an après, en avril 1984, cette gestion aventureuse était sanctionnée par un plan de redressement sévère : transfert de 16 superpétroliers sur 26 à une filiale ; vente ou rupture des contrats d'affrètement de 125 bâtiments non rentables ; réduction d'effectifs ; appel aux banques pour refinancer les dettes. L'optimisme des dirigeants de Sanko, qui prévoyait le retour à l'équilibre dès 1986, a été démenti.

Les milieux maritimes et bancaires imputent le désastre au marasme du transport maritime dans le monde, mais mettent également en cause la gestion du groupe. Sanko est réputée pour être le principal bailleur de fonds de la faction Komoto, et aussi pour ses interventions spéculatives sur les marchés boursiers.

La faillite du groupe serait de très loin la plus importante jamais enregistrée au Japon. Le record est détenu depuis 1977 par Eidan Co., qui, laissa à ses créanciers une ardoise de 775 millions de dollars (7 milliards de francs). Or on doute fortement à Tokyo que Toshio Komoto ait encore une influence politique suffisante pour éviter l'issue fatale. Rival malheureux de Yasuhiro Nakasone dans la course au poste de premier ministre, en 1982 et 1984, il était encore partant, disait-on, pour 1986.

La fonction de ministre d'Etat chargé des relations économiques extérieures l'a mis en évidence lors de l'élaboration du programme d'action sur l'ouverture du marché japonais, annoncé le 30 juillet dernier. Le naufrage de Sanko non seulement affecterait la réputation de grande compétence dont jouit Toshio Komoto dans les milieux économiques, mais il pourrait marquer le crépuscule d'une longue carrière politique.

(Interim.)

(1) 1 yen = 0,037 franc.

## Le Midi viticole entre la monoculture et le pluralisme

Depuis plusieurs mois, il s'est produit un événement passé sous silence : il y a plus de manifestations viticoles dans le Midi. Pourtant les producteurs prompts à s'échauffer au moindre pas de raison de retrouver le chemin des barricades (l'association européenne de la distillation obligatoire, qui débouchera inévitablement sur des arrachages de vigne, l'élargissement de la Communauté à l'Espagne dont le potentiel du vignoble inquiète (Le Monde du 28 mai 1985) et même la reprise des importations de vins d'Italie, ces derniers semaines.

Ce calme correspond à une mutation profonde qui refait bien l'histoire, mais d'une des principales leaders du Midi d'aujourd'hui : Jean Huillet, syndicaliste occitan, porte-parole des comités d'action est devenu président de sa cave coopérative, à Valros dans l'Hérault.

La Languedoc-Roussillon, dans la restructuration qu'elle annonce, est en première ligne. La région fournit près de la moitié du vin produit en France, soit les trois quarts du vin de table et le quart des vins d'appellation. Or, depuis 1970, la consommation du rouge ordinaire a diminué de 25 %.

Hier encore, le rouge du Midi « gris et alcoolisé » servait de matière première de cognac avec le vin d'Alsace. Aujourd'hui, il ne réside plus à la concurrence des petits vins à grande étiquette.

« Bordeaux, la bouteille, cela fait bien », lance, avec malice, Jean Huillet. Résultats : dans les deux dernières années, la consommation des vins courants a chuté de 3 millions d'hectolitres.

Pour autant, les hommes de la région ne sont pas restés inactifs. « Il y avait peut-être 10 % de vins consommables en l'état il y a quinze ans », constate Jean Huillet, aujourd'hui c'est 60 %. Dans une coopérative, poursuit-il, j'ai lancé une expérience de sélection de

cépage et de terroir. On ne savait pas si le marché suivrait. Les quatre-vingt-deux producteurs concernés ont apporté le jour J leur cartouche à la cave : par envie de faire de la qualité ».

#### « Arracher l'or rouge »

Mais à l'intérieur de cette lente révolution, le Midi viticole a perdu ses repères. Il est passé, comme dit Jean Huillet « du mono au pluri ».

Quand le vin était encore une matière première unique, le syndicalisme était monocolor : la Confédération générale des vignerons du Midi (CGVM) enveloppait tout le Midi viticole de son propos corporatiste.

La monoculture politique aussi était de rigueur : « rad-soc comme les radis, rouge dehors et blanc dedans ». Puis des gens se sont organisés, les uns en avance sur les autres, tels les Vignerons du Carasson, il y a près de trente ans, l'UVOAR, ou encore les Vignerons catalans.

« Aujourd'hui », explique Jean Huillet, « il n'y a plus le vin du Midi, mais les vins du Midi. Le mono éclate et le pluri fait son apparition au plan politique comme au plan syndical. On n'a plus encore l'habitude ».

Avec cet éclatement, les viticulteurs « sont déboussolés ».

A cela s'ajoute la déconvenue de l'Europe, « incapable de faire respecter ses règlements », les importations « spéculatives qui causent les efforts de qualité », les incertitudes sur l'exportation au grand large, « panacée ou mirage ».

Dans ce contexte, la politique d'arrachage prônée par Bruxelles est vécue comme un drame psychologique. « Arracher l'or rouge, ce n'est pas aussi simple », note Jean Huillet. Pour la première fois cependant dans les

assemblées viticoles, on aborde la question de la reconversion du vignoble : « Jusqu'à présent c'était tabou, dès qu'on en parlait on était éjecté ». Certains, notamment le CEVILAR (Comité économique des vins du Languedoc-Roussillon) préconisent une politique de reconversion menée par les coopératives viticoles elles-mêmes. D'autres s'y opposent, comme le toujours vaillant Emilien Soulié, soixante-seize ans, figure du PCF et du Modéf rémois : « Si les caves s'occupent de la reconversion, c'est le début de l'abandon ». Pas facile à imaginer cette reconversion : « Derrière la maison, explique Jean Huillet, j'ai 80 ares de vignes arrachées depuis un an. C'est arrosable. Je ne sais pas quoi y mettre. Je me trouve des tas de prétextes pour ne pas décider. Je pense aux asperges, au raisin de table sous serre, mais je n'ose pas. En fait, je n'ai qu'une envie : la vigne ».

#### « Tu ne vis plus »

Jean Huillet et ses amis sont contre la politique d'arrachage, mais pour une politique de gestion de l'espace agricole : Bruxelles doit dire ce qu'on peut faire d'autre. Il y a, en premier lieu, la politique de diversification à l'intérieur de la filière vins, vins légers à faible teneur en alcool pour le lancement desquels l'association avec un grand groupe de l'industrie alimentaire serait nécessaire.

Puis il y a les autres cultures. Elles posent des problèmes, de savoir-faire, de matériel, de structure. « De plus, avec la vigne, tu vis quinze hectares pour un type, tu travailles mal ta vie. Si tu fais quatre hectares de maraîchage, tu gagnes peut-être de l'argent, mais tu ne vis plus ».

Aujourd'hui, Jean Huillet est « intellectuellement contre » la

monoculture de la vigne : « Le viticulteur que je suis est pour, mais pas l'Occitan, car c'est un facteur de domination politique et financière. L'indépendance économique demande la diversification ».

La diversification passera donc par une politique d'aménagement, avec des outils tels que les OGAF (opération groupée d'aménagement foncier), ou les chartes intercommunales. Des études micro-économiques par village ou petite région sont nécessaires pour définir les produits et les marchés. De petites unités industrielles avec des emplois à mi-temps seraient les bienvenues.

De même, la zone franche de Sète, avec son projet d'unité de trituration des protéagineux : « Nous sommes d'accord, mais à la condition que le contrat prévoit un pourcentage de produits de la région pour l'approvisionnement de l'usine ».

Il y a moins de deux mois, était constituée la SICA occitane. Président, Emilien Soulié, vice-président Jean Huillet. Objectif : faire face à la régression du nombre des négociants et à la concurrence des autres groupements de producteurs.

« D'abord on vend en vrac, avec des astuces d'économie d'échelle ; on ne fait pas mieux que les autres. Ensuite on essaie de faire des vins conditionnés, correspondant à un marché donné. Cela veut dire que s'il faut acheter du vin à l'étranger pour les coupages, pour vendre le nôtre à un bon prix, on le fera ». Une page est définitivement tournée dans le Midi viticole. En devenant négociant, les viticulteurs admettent les importations. La différence avec hier, c'est que ce sont les « videsurs de citernes », qui maintenant maîtrisent l'outil économique.

JACQUES GRALL.

## Faits et chiffres

« L'Iraq va acheter sept nouveaux pétroliers. Le Parlement iranien a autorisé la Compagnie nationale des pétroles iraniens (NIOC) à acheter sept services pétroliers destinés à servir la marine entre les terminaux iraniens et la raffinerie d'Aden (Yémen du Sud). L'Iraq fait raffiner une partie de son brut. Un budget global de 260 millions de dollars (2,2 milliards de francs) est prévu pour l'écoulement du pétrole iranien : outre l'achat des nouveaux pétroliers, il financera aussi la navette organisée entre le terminal de Khar, au nord du Golfe, plus vulnérable aux attaques irakiennes, vers l'Ile de Sirri, plus au sud, où un système de stockage flottant a été installé. — (AFP.)

« Vingt Fokker-100 pour l'US Air. — La compagnie aérienne américaine US Air a commandé vingt Fokker-100 et pris des options sur vingt autres. Le marché porte sur 350 millions de dollars (2,9 milliards de francs). Le Fokker-100 est un avion de cinq places propulsé par deux moteurs Rolls-Royce. Il viendra remplacer, à partir de 1988, la flotte de US Air qui dessert une centaine de villes des Etats-Unis et du Canada. — (AFP.)

« La verrerie cavitaire de Bègles liquidée. — Le tribunal de commerce de Bordeaux a déclaré, mercredi 7 août, la mise en liquidation de bien, de la coopérative cavitaire de verrerie et cristallerie de Bègles dans la banlieue bordelaise, qui compte 110 employés. L'entreprise avait un passif de 1,6 million de francs, et cette somme n'a pu être remboursée par les banques ni par les collectivités locales. D'autre part, aucun acquiescement n'est manifesté depuis le dépôt de bilan, le 25 juillet dernier. — (AFP.)

## Jean Huillet ou le casseur assagi

« Vous connaissez le président avec des chaussures bleues et un dîner dans l'orléan ? C'est vrai qu'il a un look à pas possible. Jean Huillet, président depuis juin 1983 de la coopérative viticole de Valros, ancien porte-parole des comités d'action viticole de l'Hérault. Des cheveux frisés à la russe qui lui couvrent le cou, des moustaches à la George Khari.

Ce fils d'honorable inspecteur principal des impôts, petit-fils de viticulteur, démonte et démonte. Depuis vingt ans, cet ex-futur « voyou » se querelle et un an, cultivateur de vignes dans les terroirs, syndicaliste dans la tête, et le cœur occitan, confond sa vie avec celle de la viticulture méridionale. D'un côté, les pains de plastic et les actions de commando apprises à l'armée ; de l'autre, la réflexion politique et l'action économique.

#### Le choc de Montredon

Etrange Jean Huillet, si différent de son milieu sans y être étranger. Au contraire, il est, entre Narbonne et Montpellier, comme un poisson dans l'eau. « poisson-pilote » qui n'a qu'à se manifester pour être suivi par le Midi qui bouge. Surtout, il n'est pas un bourgeois plus que tout.

Première carte syndicale en 1968 au CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) « parce qu'il n'existait rien d'autre ». Mai 68 ? « On en a pris plein les yeux ; j'ai rencontré alors tous les groupements gauchistes de l'époque ». En fait, l'héritage culturel vient surtout de sa belle-famille, issue de la bourgeoisie bitarroise et fon-

dre est élu parlementaire européen, apparenté communiste. La FDSEA change de mains ; Jean Huillet poursuit son ascension dans une autre structure, les comités d'action viticole.

#### « Chic, chic, chic »

« En mai 1981, la gauche arrive. On se dit chic, chic, chic, tout le monde dans le rue, aux su pouvoir, et on aura la société dont nous rêvons tous. D'où le coup de l'Ampère, un pinardier chargé de vin d'importation attaqué par un commando dans le port de Sète. A sa tête Jean Huillet.

Dès lors, tout change : plus d'explosion aveugle, mais des cibles dont le choix a une signification économique. Le nouveau gouvernement reçoit par deux fois les comités d'action viticole. Mme Edith Cresson, alors ministre de l'Agriculture, reconnaît les syndicats minoritaires. La MIVOC rejoint la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans), qui vient de se constituer, et remporte 15,4 % des voix aux élections de la Chambre d'agriculture de l'Hérault, honorable institution dans laquelle Jean Huillet et deux collègues font leur entrée. Il y est aujourd'hui président de la commission aménagement foncier et rural.

Cependant, entre le « chic, chic, chic » de mai 1981, et l'interrogation de 1984, la déflation est grande. Il y a encore des manifestations, neuf en sept mois, mais une certaine sympathie pour la gauche en place retient Jean Huillet et ses amis de prêter main forte aux nouveaux casseurs, « manipulés par la droite et l'extrême droite ». J.G.

## Excédent commercial record avec les Etats-Unis en juillet

Tokyo (AFP). — L'excédent commercial du Japon avec les Etats-Unis a atteint le niveau record de 3,69 milliards de dollars en juillet. En un an, les exportations ont augmenté de 4,7 %, représentant 5,82 milliards de dollars, alors que les importations ont diminué de 8,6 % à 2,13 milliards.

La précédente record mensuel des échanges avec les Etats-Unis avait été enregistré en avril dernier avec 3,46 milliards de dollars. Officiellement ce résultat est attribué à la diminution des importations de produits alimentaires, y compris le maïs et le soja. Toutefois, les exportations

d'automobiles japonaises vers les Etats-Unis ont par rapport à juillet 1984 augmenté de 20 % à 1,85 milliard de dollars.

Globalement l'excédent commercial du Japon s'est élevé à 4,69 milliards en juillet, contre 5,02 milliards en juin et 3,17 milliards en juillet 1984, selon les statistiques provisoires de la banque japonaise des chiffres des douanes. Les exportations se sont élevées à 15,27 milliards de dollars, en hausse de 3,2 % par rapport à juillet 1984, alors que les importations ont diminué de 8,6 % à 10,68 milliards de dollars.



# Économie

## Quand la CGT veille sur Renault

Avant les vacances, la CGT avait annoncé son intention de « mettre la région Renault sous surveillance » pendant tout l'été pour prévenir les « mauvais coups », selon la formule consacrée, qu'elle redoutait de la part de la direction de la firme. Surveillance effective, qui a donné lieu à plusieurs épisodes plus ou moins rocambolesques.

Fin juillet, des militants de la CGT ont « intercepté » à Valenciennes et accompagné jusqu'à Paris deux des cent vingt-cinq robots de l'usine de Douai, utilisés jusqu'à la construction de planchers d'automobiles, et libérés à la suite d'une réorganisation des chaînes. Robots destinés à être transférés à l'usine Renault de Haren, en Belgique, que la CGT a envoyée pour réviser dans un atelier de Meudon (Hauts-de-Seine) dépendant du centre de Billancourt, affirme la direction — qui n'exclut pas cependant la répartition de certaines machines puisse changer pendant l'été, et que certaines puissent être effectivement transférées à Haren.

Le 7 août, d'autres militants ont suivi d'autres robots de Billancourt jusqu'à Sandouville (Seine-Maritime). Enfin, le vendredi 9 août, la CGT a annoncé qu'elle s'opposerait au départ de l'usine Zeppelin de Draveil (Essonne) de moules de fonderie destinés à la production de pièces de véhicules Renault. En difficulté, cette entreprise sous-traitante de la Régie a en effet fermé fin juillet, et la direction de Renault n'a obtenu du tribunal de grande instance de Paris l'autorisation de récupérer le matériel qui lui appartient — au besoin avec l'intervention de la police. Pour l'installer dans son usine de Cléon (Seine-Maritime), dit-elle. Pour le faire passer en Italie, l'entreprise nationalisée fait déjà fabriquer des pièces, affirment les militants CGT.

## LE MONOPOLE DES POMPES FUNÈRES

### Le tribunal de Bordeaux demande l'avis de la Cour européenne de justice et de la commission de la concurrence

Le tribunal de grande instance de Bordeaux a saisi la Cour européenne de justice de Luxembourg d'une question préjudicielle avant de juger l'affaire qui oppose le district d'Arcachon au commerçant français des pompes funèbres Michel Leclerc, pour violation du contrat de concession accordé aux pompes funèbres générales. Les avocats du district d'Arcachon déclarent en outre que le tribunal a également saisi la commission de la concurrence et de la consommation afin qu'elle détermine si les pompes funèbres Michel Leclerc respectent ou non la réglementation française en matière de concurrence.

C'est la première fois qu'un tribunal requiert avant jugement l'avis des autorités européennes et françaises dans l'affaire des pompes funèbres. Les pompes funèbres Michel Leclerc sont une affaire créée par le frère de M. Edouard

Leclerc, fondateur des centres Leclerc, dans le but de briser le monopole des pompes funèbres générales.

La FFAC s'insurge contre la Fédération française des associations de commerçants (FFAC) a dénoncé, vendredi 9 août, dans un communiqué, les abus et la « concurrence déloyale » des « usines-centers » et autres magasins d'usines. Selon la Fédération, les fabricants, qui ne devraient écouler que des produits déclassés ou invendus (de 2 à 5 % de la production en moyenne), produisent en fait pour ces magasins d'usines des marchandises de second choix, moins chères que celles de premier choix livrées aux commerçants indépendants, pour des marques identiques.

## ENTREPRISES

### Spie-Batignolles reprend la construction du barrage de la Vueltoza, au Venezuela

Spie-Batignolles a signé le mercredi 7 août un protocole d'accord (convenio) avec la société vénézuélienne Cadafé, qui va permettre de reprendre les travaux, interrompus en juillet 1984, du barrage de la Vueltoza, au Venezuela.

Le contrat, signé en 1982, avait attribué à Spie-Batignolles la construction d'un des quatre barrages d'un important complexe hydro-électrique. Depuis, les difficultés financières du maître d'œuvre Cadafé ont retardé les travaux, d'autant que Spie-Batignolles a également été surprise par l'importance des quantités à excaver.

Le nouveau protocole d'accord prévoit de reprendre les travaux sur une période d'essai de douze mois, au cours desquels devront être réglés les arriérés dus par la Cadafé et mis au point les échéances.

Le convenio a été signé en raison, certes, de la volonté du gouvernement vénézuélien de réaliser le barrage, mais aussi de l'empressement de Spie-Batignolles, pour qui l'immobilisation d'un chantier comme celui de la Vueltoza représente environ 10 à 12 millions de francs de pertes par mois.

**Guinness : prise de participation majoritaire chez Hédard**

Le brasseur britannique Guinness vient de prendre le contrôle majoritaire du célèbre traiteur parisien Hédard. Philippe Brunon, la PDG du spécialiste français de l'épicerie fine, conservera cependant une minorité de blocage, ses actions comptant double pour les délibérations de l'administration. Il souhaite, par ce biais, faire bénéficier son groupe — qui devrait réaliser cette année près de 150 millions de francs de chiffre d'affaires — de la structure internationale dont dispose Guinness.

Le groupe britannique est de fait en pleine expansion. Outre l'achat récent d'une chaîne de trois cents magasins britanniques, il a révisé à la hausse, vendredi 8 août, l'OPA lancée à la mi-juin sur Arthur Bell and Sons, en la portant à quelque 370 millions de livres contre 347,2 millions

de livres. La direction de Bell (un distillateur écossais de whisky qui détient plus de 20 % du marché britannique) a rejeté à la majorité l'offre de Guinness.

**Texas Air relance les enchères pour le rachat de TWA**

Chaque jour qui passe apporte son nouvel épisode dans la bataille pour le contrôle de la compagnie aérienne TWA qui oppose le financier Carl Icahn, le propriétaire aérien Texas Air et, depuis le 8 août, les salariés de TWA inquiets pour leur emploi (la Monde du 10 août). Portant son OPA en début de semaine à 24 dollars par action, M. Icahn a réussi à prendre 45,5 % du capital de la compagnie. Texas Air, qui a le soutien de son côté des dirigeants de TWA, a décidé le 9 août de porter son offre à 28 dollars l'action, pour tenter en dernière minute de s'opposer au financier binn proche de réussir.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS Semaine du 5 au 9 août 1985

### Sélectif

EN cette période de dévotion de vacances, une tradition que ne manquera pas de perpétuer Jean-Pierre Chevènement, n'en doutons pas, la Bourse de Paris s'efforce de mettre au propre sa copie en prévision de la rentrée. Quelques ratours pour effacer la baisse de 9 % constatée au cours des deux à trois dernières semaines par rapport aux plus hauts niveaux de l'année (l'indice de la Compagnie des agents de change avait culminé à 233,1), deux ou trois points de suspension pour signaler la présence des investisseurs étrangers, et un répertoire pour classer par ordre alphabétique les sociétés sur lesquelles il faudra miser dorénavant. Voilà à quoi se sont consacrés cette semaine les familiers du palais Brongniart, alors que la cote progressait de plus de 1 %.

Peu nombreux autour des groupes de cotation, ils ont réussi à faire impressionnés copistes, et les 240 à 260 millions de francs traités par séance sur les valeurs françaises témoignent d'une certaine activité. « Wall Street a pourri le marché les premiers jours », constate un spécialiste, « mais l'éclaircie était visible entre les colonnes », ajoute-t-il, faisant état d'une plus grande sélectivité des investisseurs. Après une période d'emballement collectif qui a conduit certains d'entre eux à tabler sur les résultats de sociétés escamotées pour l'exercice 1986 avant d'avoir en main des indications précises sur ceux de 1985... Or, fait-on valoir, les résultats des firmes américaines au cours du deuxième trimestre de l'année en cours (ils ont reculé de 14 % sur l'exercice précédent selon un échantillon établi par le Wall Street Journal) viennent à point nommé pour tempérer des projections trop audacieuses.

De ce côté-ci de l'Atlantique, ces cinq séances auront été marquées par une bonne tenue générale de la distribution, un net redressement en fin de semaine des valeurs d'or sud-africaines, très affectées par les troubles persistants dans leur pays d'origine et par la perspective d'une grave dégradation des minerais noirs le 25 août prochain ; enfin, par les tentatives d'échappée de quelques sociétés, promptes à profiter de l'apathie quasi générale pour prendre la poudre d'escampette.

C'est dans cette dernière catégorie que figure, par exemple, Mérieux. Discrètement travaillé depuis quelques jours, le titre ne pouvait s'empêcher de gagner 4 % mardi pour se hisser au tête des plus fortes hausses du lendemain avec un gain de 7 %.

C'est le SIDA, affirmait-on aussitôt rue Vivienne en sortant tout l'arsenal en vue d'une hypothétique protection. Simple allusion à une étonnante mise au point d'un vaccin anti-SIDA par cette société, filiale de Rhône-Poulenc, qui a fait, à la fin 1984, l'objet d'un rapprochement avec l'Institut Pasteur productions. Vérifications faites, il

n'en était rien, mais le syndrome immuno-déficitaire acquis à tout de même permis à quelques petits malins de faire une belle opération sur cette valeur qui perdait 2 % jeudi ! Simple aller-retour.

Le même jour — jeudi — Primagaz affirmait la même chose, sans raison apparente, sinon le rattrapage systématiquement effectué par une seule main, celle d'un agent de change à la corbille. Opération classée puisque le titre gagnait plus de 10 % en une séance, l'équivalent de ce qu'il a engrangé depuis le début de l'année. C'est peu, et la société vaut plus que ça, affirmaient certains, arguant du fait que les comptes consolidés permettaient quelque espoir. Plus discrètement, dans la mesure où le mouvement a été espacé sur plusieurs séances, l'Agence Havas a fait l'objet d'un « rattrapage » systématique avec des volumes importants (160 000 titres jeudi) et les opérateurs valent à la signature d'une nette amélioration des abonnements à Canal Plus, l'ancien terrible qui risquait de tant coûter à l'entreprise d'André Rousselet.

Parmi les autres valeurs qui se sont distinguées, on notera, aux côtés de Peugeot qui a refait le terrain perdu, la Compagnie du Midi, « l'une des plus belles sociétés holdings de la cote », souligne un habitué de la Bourse tombé sous le charme. Le titre continue à susciter des achats étrangers, déclenchant une série de « blocs » dont la négociation englobe également Bonnygates et Dumas (deux sociétés qui semblent en passe de réussir leur diversification), Carrefour (qui s'annonce comme l'un des plus profitables du marché), Esso (dont on assure que « quelques traces d'huile... »), et dans une moindre mesure, Ecco et BIS, les deux valeurs de travail temporaire qui opèrent un retour sur scène assez réussi.

An piquet, l'entreprise Olida et Caly, dont certains boursiers se demandent quel « tour de coq » la valeur va bien leur jouer après le tour de piste entrepris pour trouver quelque partenaire susceptible d'« épauler » le numéro 1 français de la charcuterie-analogue. Le titre a régulièrement reculé en Bourse. Au tableau d'honneur, du côté des titres participatifs, Rhône-Poulenc et Renault. On sait que la Régie a vendu à une filiale de Crédit lyonnais (la SLIPAR) pour la somme de 345 millions de francs, hors droits et frais de mutation (soit un montant global de 430 millions), son immeuble des Champs-Élysées (exception faite du hall d'exposition, du musée et du « Pub Renault »). Ce qui correspond au prix de 36 000 F le mètre carré pour quelque 6 000 mètres carrés de surface au sol, outre quatre-vingt-dix parkings. Une affaire rondement menée.

SERGE MARTL

## Rendre les SICAV court terme plus transparentes ?

Une série de mesures destinées à améliorer l'information des souscripteurs de SICAV et fonds communs de placements vont être prises dès l'automne prochain. Elaborées par un groupe de travail fonctionnant au sein de la Commission des opérations de Bourse (COB), ces mesures ont pour objet de rendre plus transparentes la gestion et la politique des organismes de placements et valeurs mobilières (OPVM). En fait, il s'agit surtout de mieux informer les souscripteurs de SICAV et de fonds communs de placement court terme, dits de trésorerie, dont le développement vertigineux depuis trois ans ne cesse de retenir l'attention et, pourquoi ne pas le dire ? l'inquiétude des milieux financiers.

Ces mesures rejoignent tout naturellement celles présentées le 19 juin dernier par M. Yves Flornoy au nom de la section des finances du Conseil économique et social dans un rapport et un projet d'avis : M. Flornoy, ancien syndé des agents de change, était aussi membre du groupe de travail de la COB.

Dans son rapport, très complet, sur les SICAV et FCP court terme, le premier le plus fouillé et le plus complet du genre, il signalait que l'information sur ces produits « laissait à désirer ». Si elle soulève — et largement — leur intérêt, elle « occulte ou omet les

risques qui en constituent la contrepartie ». En clair, il s'agit des risques d'une perte en capital en cas de remontée du cours des obligations et des graves incidents qui pourraient être provoqués par un défaut de liquidité du marché obligataire, comme en novembre et surtout en décembre 1984.

Il faudrait donc « prendre l'épargne par la main », pour lui permettre d'obtenir une réponse à trois questions : quelle durée de placement ? Quels objectifs ? Quel régime fiscal ?

A cet effet, le groupe de travail a retenu le principe d'une « grille d'identification » applicable à chaque organisme de placement. Elle le conduira, d'abord, à « recommander une durée minimale de placement », avec quatre catégories : moins de trois mois, entre trois et neuf mois, deux ans, moyen et long termes. Quant aux objectifs, quatre options, également, seront proposées : sécurité ou performance, pour les SICAV court terme ; prudence ou dynamisme pour les autres (actions, etc.). L'organisme de placement devra préciser en outre s'il privilégie le redémantèlement ou la spécialisation. De plus, pour présenter une image fidèle et véridique des produits en concurrence sur le marché, le groupe propose la mise au point

d'indicateurs « présentant des caractéristiques telles qu'ils ne puissent permettre, à la différence de ceux que proposent actuellement divers organismes, de comparer ce qui est comparable ».

L'intérêt de ce système d'indicateurs par groupe homogène et par marché (actions, françaises et étrangères, obligations, etc.) est de permettre aux professionnels d'avoir la certitude que les critères sur lesquels ils seront jugés, au lieu d'être techniquement inadéquats ou tendancieux, auront été définis d'un commun accord entre les gérants de SICAV eux-mêmes. Vaste programme, mais que Dieu entende le groupe de travail !

F. R.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	5 août	6 août	7 août	8 août	9 août
RM .....	289 262	352 155	345 243	326 968	400 075
Comptant					
R. et obl.	2 050 682	1 872 807	1 743 096	2 003 594	2 372 955
Actions ..	91 856	89 961	54 818	48 339	54 103
Total .....	2 431 800	2 314 923	2 143 157	2 378 901	2 827 133
INDICES QUOTIDIENS (base 100, 28 décembre 1984)					
Franc .....	116,2	116,6	116,2	116,5	—
Etrang. ....	95,5	96	95,1	95,6	—
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)					
Tendance ..	122,9	123,3	123	123,4	124,4
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén. ....	215,6	216,1	215,5	215,8	217,5

Corrections le jeudi soir.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

La plus mauvaise semaine de l'année. Wall Street a passé une très mauvaise semaine. La plus mauvaise même de l'année. Malgré la reprise survenue jeudi, le marché n'a pas réussi à combler la brèche créée le mardi précédent dans le rang de ses valeurs par la plus forte baisse quotidienne enregistrée depuis février 1984 (plus de 21 points à l'indice « Dow Jones »). Cette brèche s'est même encore élargie vendredi sur une recrudescence (9 points). Finalement, l'indice des valeurs s'inscrivait le 9 août à 1 320,78, soit à 32,26 points en dessous de son niveau du vendredi précédent. Que s'est-il donc passé ? Pour tout dire, Wall Street redoutait que l'opération de refinancement du Trésor américain (voir ci-contre) pousse les taux d'intérêt à la hausse, et le malheur a voulu que le 6 août, en même temps, trois importantes sociétés de courtage ont procédé à d'importantes ventes au comptant pour se reporter sur des contrats à terme. Le soulèvement provoqué par l'heureuse conclusion de l'émission de « Bons » du Trésor a été de courte durée. Vendredi, les déclarations plutôt pessimistes de M. Henry Kaufman (ministre de la politique du Fed) sur la situation économique encore difficile pour plusieurs mois ont de nouveau altéré la confiance des opérateurs.

	Cours 2 août	Cours 9 août
Alcoa .....	35 5/8	34 1/8
ATT .....	21 1/4	21 1/8
Bearing .....	49 3/4	49 7/8
Chase Man. Bank ..	59	55 1/2
Du Pont de Nemours ..	59 7/8	58
Eastman Kodak .....	45 7/8	44 1/4
Exxon .....	51 7/8	51 1/4
Ford .....	44 3/8	44 1/4
General .....	64 7/8	61 5/8
General Foods .....	77 1/2	75 3/4
General Motors .....	71 3/8	68 7/8
Goodyear .....	29 1/4	28
IBM .....	131 3/4	127 1/2
ITT .....	33 3/4	32 1/4
Mobil Oil .....	29 3/8	29 1/2
Pfizer .....	49 1/4	48 3/4
Schlumberger .....	37 7/8	37 1/8
Texaco .....	35 3/8	34 1/2
UAL Inc. ....	58	56 3/8
Union Carbide .....	52	50 3/4
US Steel .....	31 1/8	30
Washington .....	35 7/8	34
Xerox Corp. ....	53 5/8	52 3/8

### LONDRES

Alourdi par des ventes liées aux craintes d'une poussée des taux d'intérêt, le marché s'est redressé et s'est agité, même au-delà, le terrain propice à l'annonce de la contraction en juillet de la masse monétaire britannique, la première depuis plusieurs mois, a encouragé les initiatives, quelque peu hâtives toutefois par les mauvais résultats de Shell.

Indice « FT » du 9 août : All-Share index, 620,02 (contre 615,95) ; mines d'or, 337,2 (contre 315,7) ; Fonds d'Etat, 83,29 (contre 82,96).

	Cours 2 août	Cours 9 août
Beecham .....	341	331
Bovax .....	308	308
Brit. Petroleum .....	528	540
Charter .....	179	176
Courtauld .....	128	131
De Beers (*) .....	463	490
Free State Gold (1) ..	147/8	19 7/8
Glaxo .....	12 7/8	13 29/64
Gu. Univ. Stores .....	775	825
Imp. Chemical .....	687	685
Shell .....	685	685
Unilever .....	10 7/8	10 1/2
Vickers .....	255	259
War Loan .....	35 3/4	36

(\*) En dollars.

### TOKYO

Une reprise survenue en fin de semaine n'a pas permis au marché de regagner le terrain perdu les jours précédents. En raison, d'une part, de l'attente générale liée aux incertitudes monétaires (opération du Trésor américain), de l'autre, au désencassement estival.

Indice du 9 août : Nikkei Dow Jones 12 401,19 (contre 12 412,77) ; indice général, 1 001,25 (contre 1 013,86).

	Cours 2 août	Cours 9 août
Akai .....	410	381
Bridgestone .....	548	547
Canon .....	990	970
Fuji Bank .....	1 630	1 570
Honda Motors .....	1 400	1 360
Matsushita Electric ..	1 290	1 290
Mitsubishi Heavy .....	333	319
Sony Corp. ....	3 640	3 750
Toyota Motors .....	1 160	1 140

### FRANCFORT

Bien disposé. Malgré une assez faible activité, le marché n'a été assez bien disposé. L'attention s'est portée sur les automobiles et les magasins.

Indice de la Commerzbank du 9 août : 1 413 contre 1 397,30.

	Cours 2 août	Cours 9 août
AEG .....	130,50	129,60
BASF .....	216,50	222,50
Boyer .....	215,50	219,50
Commerzbank .....	215	214,50
Deutschebank .....	555,50	545
Hoechst .....	216	218,50
Karstadt .....	234,50	236
Mannesmann .....	191	190,50
Siemens .....	550,10	548,00
Volkswagen .....	301,28	325,80

## « shushi »

IBM Japan, à la suite d'un coupon de 100,7 dollars d'obligations convertibles d'un coupon de 100,7 % L'exploration « shushi » s'est déroulée avec des succès. L'une de 50 millions de dollars sur dix ans pour la Corporation, 10 500 millions de dollars avec un coupon de 100 % pour la Sumitomo.

Puis, intéressamment, décapement du Japonais. Le Japonais a payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

Crédit national et Crédit foncier. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

Matériaux premiers. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

Indice du cuivre et... Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

DENREES. - C... Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

METALLS. - Londres... Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

CAOUTCHOUC. - New-York... Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo. Les Japonais ont payé une somme de 100 millions de dollars pour la Sumitomo.

صك زامن الاصل



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euro-marché

### L'été des « shushi »

Bien que le marché des euro-emissions en dollars d'intérêt fixe se soit réveillé à partir de jeudi, le milieu de « l'euro-été » n'en reste pas moins placé sous la banquette japonaise. L'omniprésence japonaise s'impose actuellement, tant sur le marché des émissions à taux fixe libellées en dollars qu'à travers du yen sur les euro-emprunts à double devise. Les premières continuent, en effet, de s'exprimer sous la forme d'opérations « shushi » (d'après les morceaux de poisson cru dégustés dans les gâteaux nippons), parce que ces émissions sont quasi exclusivement destinées aux investisseurs japonais.

Cinq nouvelles transactions de ce type ont vu le jour cette semaine. La première, d'un montant de 50 millions de dollars a été lancée, sous la garantie de la Mitsui Bank, par la Tokyo Engineering Corporation. D'une durée de cinq ans, elle sera émise à 100,25 % avec un coupon annuel de 10,25 %. De telles conditions, qui, le jour du lancement, n'étaient que de 20 points de base (0,20 %) supérieures au rendement des emprunts de durée identique du Trésor américain, ne peuvent, évidemment, intéresser les investisseurs internationaux. Dans la foulée, la Mitsubishi Corporation est venue offrir 100 millions de dollars sur dix ans, qui seront émis à un prix de 101

sur un coupon annuel de 10,50 % pour donner, à échéance, un rendement de 10,33 %. C'est peu par les temps qui courent.

IBM Japan, à son tour, a proposé à un prix de 100,75 100 millions de dollars d'obligations à sept ans dotées d'un coupon annuel de 10,25 %. L'explosion des transactions « shushi » s'est provisoirement cloîtrée avec deux autres opérations : l'une de 50 millions de dollars sur dix ans pour la Kawasaki Steel Corporation, datée d'un coupon annuel de 10,50 %, l'autre de 100 millions de dollars sur cinq ans, avec un coupon de 10,50 % également pour la Sumitomo Metal Co.

Plus intéressant, peut-être, est le développement du marché à double devise. Les Japonais sont en train de se frayer une position-clé dans ce domaine. Trois euro-emprunts libellés en yen, mais remboursables en dollars américains, ont été lancés cette semaine, alors que d'autres, de la part de sociétés des Etats-Unis, sont attendus au cours des prochains jours. Le principe est le même pour tous. Le coupon est notoirement plus élevé que ceux accompagnant les emprunts domestiques en yen. Cette générosité initiale est, en revanche, compensée par un taux de change yen/dollar relativement bas.

#### Crédit national et Crédit foncier

Le Crédit national a été le premier, cette semaine, à innover une formule qui a laissé paillard nombre d'eurobanquiers parce qu'ils n'ont pu déceler le lieu de placement ultime des euro-obligations. L'émission de 20 milliards de yens qui est garantie par la République française s'étendra, sur dix ans, sera émise à 100,25 % et portera pendant toute cette période un intérêt annuel de 9 %. A échéance, chaque euro-obligation sera remboursée à un prix proche de 4808 dollars des Etats-Unis, soit à un taux de change de 208 yens pour 1 dollar US. La différence avec le taux de change actuel de 237 yens est de l'ordre de 13 %. Simultanément, le coupon de 9 % est de 1,8 % supérieur à ce que procurent les emprunts du gouvernement japonais et de quelque 2,25 % inférieur aux taux d'intérêt annuel que devrait offrir la même émission si elle était proposée en dollars américains.

Aucun investisseur international ne prendrait actuellement un tel risque de change, bien qu'un taux de 150 yens pour 1 dollar n'ait rien de surprenant dans dix ans. La solidité de l'économie japonaise est telle que le taux de change actuel paraît sous-évalué pour des raisons politiques et

économiques. Le problème n'est, toutefois, pas là. Les euro-emissions actuelles à double devise yen/dollars sont d'avance placées au Japon auprès d'investisseurs institutionnels spécifiques. Ces derniers ne considèrent que le rendement courant très élevé que procure le coupon de 9 % par rapport à celui bien inférieur dont le bénéficiaire sur des obligations du gouvernement japonais.

Mais les euro-emissions en yen ne peuvent, sous la réglementation actuelle du ministère des finances de Tokyo, être placées au Japon que six mois seulement après leur lancement. Cette « recommandation » a été délibérément oubliée par les banques japonaises dirigeant les émissions à double devise. En les plaçant auprès d'investisseurs institutionnels japonais, bien avant que la période de validité soit remplie, les établissements nippons ne se contentent pas de violer la règle, mais, en plus, ne peuvent l'avouer. Cela explique la totale absence de cotations de la part du « marché gris », qui serait bien en peine d'indiquer des cours à l'égard d'euro-obligations entièrement pré-placées, même si cela se fait d'une manière peu orthodoxe. En attendant, le Crédit national a réussi un joli coup. Le produit de la présente

émission lui servira à refinancer à un coût de 1 % plus bas par an un crédit qui lui avait été consenti antérieurement en yen.

Le Crédit foncier de France a, lui aussi, brillamment innové. Il a, sous la garantie de la République française, lancé le premier euro-emprunt à taux d'intérêt variable à être émis au-dessus du pair. D'un montant de 350 millions de dollars et d'une durée de douze ans, l'opération sera émise à un prix de 100,05 et remboursée à échéance à 100. Son intérêt sera payable, semestriellement, mais calculé chaque mois afin d'être le plus haut soit de la moyenne entre les taux interbancaires officiels et demandés à Londres sur les dépôts en euros/dollars à six mois (« Libman »), soit du taux du Libor à un mois.

Cette technique que l'on désigne sous le terme mismatch permet aux investisseurs de tirer partie, tout en se protégeant, de l'inversion de la courbe des taux d'intérêt à court terme. La formule avait été abandonnée pour quelque temps. Elle a retrouvé tout son intérêt cette semaine après que le taux du Libor à un mois se fut inscrit à 7,9375 % et celui à six mois à 7,4375 %.

La différence de 0,50 % qu'emportent les prêteurs compense l'absence de la marge qui, autrefois, accompagnait ce type d'opération. C'est également une belle affaire pour le Crédit foncier, qui obtient ainsi des capitaux à un coût inférieur au Libor. Le produit de l'émission lui servira à refinancer partiellement et à de bien meilleures conditions un euro-emprunt, effectué l'an dernier, de 500 millions de dollars.

Les enchères du Trésor américain, qui de mardi à jeudi ont permis de lever près de 22 milliards de dollars, s'étant déroulées mieux que prévu, alors que, parallèlement, la tension sur les taux à court terme s'était relâchée, le dollar se redressait, le secteur du marché en dollars à taux fixe a repris confiance. Celle-ci, toutefois, encore précaire et a besoin de se trouver renforcée par des conditions adossées. La banque américaine Citicorp en a fait l'expérience. Sur les quatre nouvelles euro-emissions totalisant 550 millions de dollars lancées cette semaine, Citicorp a offert 200 millions de dollars sur trois ans avec un coupon annuel de 10 % sur un prix de 100,875 %, afin de donner un rendement de 9,65 %. Ces termes ont été jugés si insuffisants que Citicorp elle-même hésitait encore vendredi matin à participer dans le syndicat bancaire dirigé par la banque américaine d'investissement Goldman Sachs International.

CHRISTOPHER HUGHES

## Les devises et l'or

### Sous le signe du Trésor américain

La semaine écoulée n'a pas été très facile en événements sur les marchés des changes internationaux. Le dollar y a été animé d'un mouvement de yo-yo, remontant un jour pour baisser l'autre et finalement s'immobilisant à la veille du week-end non loin de ses niveaux du vendredi précédent, mais légèrement au-dessus, après avoir un peu rebondi à la toute dernière minute et reculé le soir même à New York.

Le 9 août, il s'inscrivait, en effet, à 8,56 F (contre 8,6250 F le 2 août) et à 2,8365 DM (contre 2,8260 DM), quand un peu avant midi ses cours étaient de 8,64 F à Paris et de 2,8275 DM à Francfort. Des affaires ont encore été brassées ces derniers jours, mais, d'une façon générale, l'activité a été beaucoup plus calme, les marchés s'orientant, finalement, moins nerveux qu'au cours de la précédente semaine.

A dire vrai, les opérateurs sont un peu restés l'arme au pied. Ils attendaient avec impatience les résultats de l'opération de refinancement, la plus vaste de tous les temps (21,75 milliards de dollars), que le Trésor américain devait lancer. Nul ne savait trop comment les choses allaient tourner, tant en définitive dépendant de l'empruntement des prêteurs ou de leur réticence.

Finalement, tout s'est bien passé, et les trois tranches ont finalement trouvé preneur, à des taux, même, jugés satisfaisants.

Bref, la tension sur le front monétaire qu'aurait pu entraîner cette énorme opération ne s'est pas produite. Les ventes de dollars ont donc repris après l'annonce de chaque adjudication. Le « billet vert » ne pouvait, du reste, guère compter sur un appui extérieur. De fait, si le Trésor américain est parvenu à ses fins, sans avoir à déployer beaucoup d'efforts, les moins que l'on puisse dire est que son appel de fonds pour continuer la lutte du déficit budgétaire n'a pas déclenché l'enthousiasme des opérateurs étrangers.

Pour la troisième et dernière émission, les spécialistes tablent, en particulier, sur une assez forte participation japonaise, chiffrée à 2,5 milliards de dollars. En fait, la récente baisse de la monnaie améri-

caine est, semble-t-il, un effet dissuasif sur cette clientèle. Le cap des 2 milliards de dollars ne fut pas atteint, et, en conséquence, les achats de dollars furent beaucoup moins importants que prévu.

D'autre part, les nouvelles sur l'état de santé de l'économie américaine se sont faites rares. La publication attendue vendredi des prix à la production industrielle allait être reportée sine die, sans explication. En dehors des prévisions et suppositions diverses, toujours très contradictoires, les marchés n'eurent pas grand-chose à se mettre sous la dent, sauf, si l'on peut s'exprimer ainsi, le bouton caennais sur le nez du président Reagan, ôté avec succès par son chirurgien d'un coup de scalpel habile. La nouvelle avait un peu parue aux milieux financiers en tout début de semaine. Mais ce type de cancer ne risquant pas, paraît-il, de s'étendre à d'autres parties du corps, l'affaire fut rapidement classée. Professionnels et opérateurs se reportèrent donc à leurs journaux habituels.

C'est ainsi qu'ils apprirent par le Wall Street Journal que les bénéfices des cinq cents premières sociétés américaines avaient en moyenne baissé de 14 % durant le deuxième trimestre (contre 11 % au cours du premier). Une étude réalisée par les services spécialisés du New York Stock Exchange leur révélait aussi que la santé financière des entreprises domestiques était précaire au raison de la présence fréquente d'un endettement élevé.

Rien dans tout cela ne prêtait à l'optimisme et, selon les cambistes, c'est la raison aussi pour laquelle les reprises futures du dollar sont restées sans lendemain.

Du reste, le sentiment général est toujours haussier. M. James Baker, secrétaire d'Etat au Trésor, est convaincu que le dollar devrait continuer à baisser, mais sans précipitation, ce qui satisfait les désirs de l'administration américaine. S'en va le cas ? La légère reprise du dollar en fin de semaine n'est pas, en tout cas, apparue très significative, s'appuyant sur de vagues perspectives d'une remontée des taux d'intérêt. La Réserve fédérale ne paraît

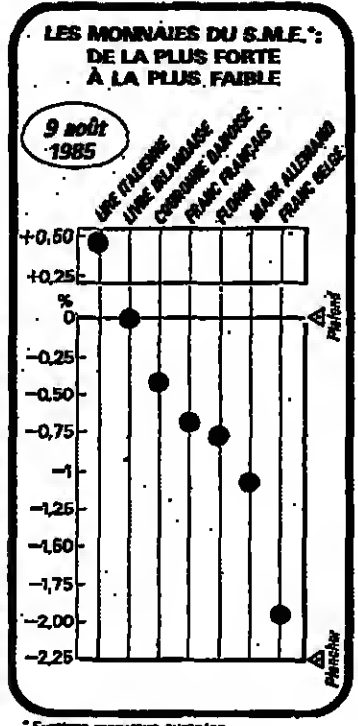
guère disposée à modifier sa politique pour l'instant, malgré le récent gonflement de la masse monétaire (+ 1,2 milliard de dollars). Mais cet accroissement était, dit-on, prévu.

En tout cas, M. Henry Kaufman, le « gourou » de Wall Street, est persuadé que le Fed ne bougera pas le petit doigt. Il l'a déclaré vendredi, à New York, ce qui a eu pour effet de peser sur le dollar, coté à 2,80 DM et à 8,5775 F.

Cependant si le dollar s'est montré moins capricieux et plus résistent dans l'ensemble, quelques remous ont néanmoins encore été observés sur les monnaies européennes. Très secouée la semaine précédente, la Livre sterling s'est encore alourdie jusqu'à tomber à 1,3375 dollar, avant de remonter au voisinage de 1,35 dollar (contre 1,3685 dollar le 2 août). Mais elle ne s'est pas redressée seule. La Banque d'Angleterre est intervenue pour la défendre, notamment vis-à-vis du DM.

De son côté, le franc français, qui caracolait toujours à la quatrième place au sein du SME, mais un peu plus loin, a continué d'être chahuté. Revient un peu en deça des 3,05 F vis-à-vis du DM, son cours, en fin de semaine, est repassé au-delà, soit à 3,0560 F (contre 3,0520 F). Rien de bien méchant pour l'instant, de l'avis des cambistes. Mais, par prudence, la Banque de France surveille quand même de près la situation.

A. D.



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AOUT AU 9 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.M.L.	Franc français	Mark	Schilling	Florin	Peseta	Dracme
Londres	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
New York	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Paris	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Frankfurt	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Berlin	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Amsterdam	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Madrid	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Atenas	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Tokyo	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 août, 3,631 F, contre 3,636 F le vendredi 2 août.

## Marché monétaire et obligataire

### 22 milliards de dollars aux enchères

Cette semaine, tous les regards se sont tournés vers les Etats-Unis, où le Trésor devait procéder à son énorme adjudication trimestrière (21,75 milliards de dollars) destinée à financer le déficit colossal du budget qui dépassera les 200 milliards de dollars cette année.

Les opérateurs américains attendaient avec anxiété l'accueil que réserveraient les étrangers à cette vente aux enchères qui s'est effectuée en trois tranches. Ils craignaient que la baisse du dollar au cours des derniers mois ne rende moins attractive la détention de titres américains. Finalement, l'opération ne s'est pas trop mal passée et, si les investisseurs étrangers ont été moins nombreux à fournir les fonds recherchés, la demande globale a été assez forte pour faire baisser les taux. C'est ainsi que la troisième tranche de jeudi, qui portait sur 6,5 milliards de dollars d'obligations à trente ans, s'est soldée par un taux de rendement moyen de 10,66 %, le plus bas niveau enregistré depuis mai 1983.

Le même jour, le Fed publiait les dernières statistiques monétaires, qui font apparaître un gonflement de 1,3 milliard de dollars de l'agrégat M1 pour la semaine bancaire au 29 juillet. Depuis le début du mois de juin, M1 a progressé de près de 14 % en taux annuel alors que

l'objectif du Fed se situe entre 3 % et 8 % pour le second semestre 1985.

En raison de cette forte croissance et du déficit budgétaire, la plupart des analystes prévoient une hausse des taux d'intérêt dans les mois à venir. Mais, pour l'instant, ils estiment que les autorités monétaires ne bougeront pas. Elles ne peuvent prendre le risque de casser une croissance économique trop modeste en donnant un tour de vis à l'économie, pense-t-on. Elles ne peuvent pas, non plus, se permettre de relancer l'inflation en lâchant du lest sur les liquidités. Il faudra donc attendre encore quelque temps avant d'y voir plus clair.

En Allemagne de l'Ouest, c'est aussi l'expectative. Les professionnels prévoyaient un début de semaine une réduction du taux d'escompte de la Bundesbank, actuellement fixé à 4,5 %. Ils ont dû déchanter après que la Banque centrale ait décidé de proposer une offre de prise en pension de titres sur la base de trente jours à un taux de 4,80 %, tant ainsi dans l'œil toute spéculation.

En France, l'atmosphère a été plus détendue après la tension sur le franc perceptible en fin de semaine dernière. Les taux sur le marché de l'eurofranc, qui avaient atteint 16 % sur les trois mois, se sont repliés pour revenir sur alentours de 12 %.

Le niveau des taux sur ce marché a toutefois été jugé trop élevé par Saint-Gobain, qui envisageait de lancer un emprunt de 300 millions d'eurofrancs. En attendant de meilleures conditions, la société a reporté cette émission d'une quinzaine de jours.

Sur le marché obligataire domestique, le calme absolu a régné, le Trésor ayant suspendu toute émission pour deux semaines.

Sur le marché secondaire, désemparé par les auditions, les taux ont légèrement baissé. Les rendements ont régressé de 10,78 % il y a une semaine à 10,77 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans et de 10,45 % à 10,37 % pour ceux à moins de sept ans, selon les indices Paribas.

Le marché monétaire a également enregistré une légère diminution du taux de l'argent au jour le jour qui est revenu à 9-9/8 % contre 9-3/4 % en début de semaine.

Dans sa dernière étude conjoncturelle, le Crédit du Nord prévoit une poursuite de la diminution du coût du crédit en France. Ses experts estiment que, dans l'hypothèse d'une décelération durable de l'inflation, du maintien de la balance courante autour de l'équilibre et de l'absence de chute précipitée du dollar, « la baisse des taux d'intérêt en France se poursuivra jusqu'à l'automne ».

(Interim.)

## Les matières premières

### Baisse du cuivre et du sucre

Le ralentissement de l'activité économique, aux Etats-Unis notamment, s'est déjà traduit par une diminution de l'utilisation mondiale de certains métaux non ferreux (cuivre et zinc par exemple). La perspective d'une prochaine liquidation de matières premières « venables » provenant du stock stratégique américain et de celui constitué plus récemment en Grande-Bretagne risque de freiner toute tentative de hausse sensible des prix sur les différents places commerciales.

**MÉTALUX.** — Les craintes relatives à une raréfaction des disponibilités à court terme tendent à s'estomper, les cours du cuivre sont revenus en arrière au Metal Exchange de Londres. Concrètement de cet état de fait, les stocks britanniques de métal viennent d'atteindre leur niveau le plus élevé depuis neuf mois à 155 750 tonnes (+ 12 250 tonnes) et l'écart existant en faveur du disponible, dont le cours était plus élevé que les trois mois, a disparu, donc retour à une situation plus normale.

Les cours du zinc se maintiennent toujours près de leurs plus bas niveaux.

Le cuivre du zinc se maintient toujours près de leurs plus bas niveaux.

La calamine régit sur le marché de l'étain où les écarts de cours se sont bien assés. La production mondiale de métal dépasserait encore la consommation mondiale en 1985, mais dans des proportions plus importantes, avec un excédent prévu de 14 500 tonnes. La Canada n'étant pas membre de l'Accord International de l'étain, donc ayant toute liberté pour exporter, compte devenir prochainement le plus important producteur d'étain d'Amérique du Nord avec un projet en Nouvelle-Ecosse susceptible de fournir 4 500 tonnes de concentrés par an.

Les réductions d'activité moins importantes que prévu pénalisent

toujours le marché de l'aluminium à Londres.

**CAOUTCHOUC.** — C'est toujours le marasme sur le marché du caoutchouc naturel avec des prix inférieurs de 20 cents par livre à ceux d'il y a un an. A une augmentation marginale de la consommation mondiale correspond une hausse de 14 % de la production, passée de 3,7 millions de tonnes en 1982 à 4,2 millions de tonnes en 1984. Pour soutenir les prix, le directeur du stock régulateur a retiré plus de 300 000 tonnes de naturel du marché.

**DENREES.** — Choc en retour sur le marché du sucre où les cours

reprennent une partie de leur hausse de la semaine précédente. Importants, les stocks mondiaux couvrent largement plusieurs mois de consommation.

Une reprise s'est produite sur les cours du cacao. L'excédent mondial de production serait plus faible, évalué à 30 000 tonnes environ (récoltes de Côte-d'Ivoire et du Brésil moins importantes).

**CÉRÉALES.** — Nouvelle baisse des prix du blé sur le marché aux grains de Chicago. Après l'URSS, c'est la Chine qui va réduire ses importations de céréales.

#### LES COURS DU 9 AOUT 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX	Libre	S.M.L.	Franc français	Mark	Schilling	Florin	Peseta	Dracme
Londres	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
New York	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Paris	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Frankfurt	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Berlin	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Amsterdam	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Madrid	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Atenas	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375
Tokyo	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375	1,3375



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. Le voyage de Jean-Paul II en Afrique.
6. L'Église, dernier bastion francophone en Terre sainte.

### FRANCE

7. Après l'attentat contre le navire de Granpesse.
8. L'Espagne serait prête à participer à la construction de l'avion de combat européen.
9. Les Guadeloupéens de Paris.

### CULTURE

10. La décentralisation théâtrale.
11. « Scarbo, le roman de Samson François », de Jérôme Spychalski.

### ÉCONOMIE

13. Le Midi viticole entre la monoculture et le pluralisme.
13. Au Japon, les difficultés du numéro un mondial du fret pétrolier.
14. Ravage des valeurs.
15. Crédits, changes et grands marchés.

**RADIO-TÉLÉVISION (12)**  
Carnet (9); « Journal officiel » (12); Météorologie (12); Mots croisés (11); Programmes des spectacles (11).

### La transmission des images

## LES PTT LOUENT UN CANAL PERMANENT SUR INTELSAT

De plus en plus d'images de télévision traversent l'Atlantique par satellite, du fait des échanges rapides croissants d'émissions entre les sociétés de l'audiovisuel américaines et européennes. Et, de plus en plus, partent de Londres ou y arrivent. C'est pour faire face à cette double évolution que la Direction générale des télécommunications (DGT) française a décidé de louer, avec la société américaine Netcom, un canal permanent sur des satellites d'Intelsat.

Pour l'heure, les chaînes de télévision peuvent, pour traverser l'océan, soit emprunter les deux canaux réservés à chacun des trois satellites d'Intelsat en orbite au-dessus de l'Atlantique, soit passer par le canal supplémentaire loué depuis deux ans de façon permanente sur ces mêmes satellites, par British Telecom, la DGT britannique, récemment privatisée (1). Dans ce dernier cas, les images en provenance d'Amérique « atterrissent » à Londres avant de repartir pour l'Europe, et vice-versa pour des images du Vieux Continent.

Or la croissance des flux est telle que les réservations de place sur Intelsat sont devenues très longues et les circuits saturés. La DGT a vu là un marché où elle pouvait se glisser. « Cet accord permettra à la France de participer aux échanges internationaux avec une plus grande souplesse. Il traduit la volonté des PTT françaises de s'impliquer dans des réseaux d'avenir », explique le ministre.

Mais l'accord a une autre vertu, qui est de contrer les « détournements » de trafic. Du fait de la saturation des circuits Intelsat, les chaînes de télévision passaient de plus en plus par Londres pour envoyer leurs images vers les États-Unis, provoquant un manque à gagner pour les PTT françaises, rétribues sur Paris-Londres et non plus sur Paris-New York. La DGT place ainsi ses pions face à la concurrence britannique et la dérégulation des liaisons internationales.

(1) L'organisation Intelsat, agence de l'ONU, détient un monopole sur les liaisons internationales par satellite depuis vingt et un ans. Les opérateurs ne peuvent en conséquence qu'emprunter ces circuits au coup par coup ou bien, comme British Telecom, les louer de façon permanente pour les sous-louer ensuite aux chaînes de TV. Ce monopole est contesté par le gouvernement américain, qui vient d'autoriser le lancement de satellites privés (Le Monde du 27 juillet).

Le numéro du « Monde » daté 10 août 1985 a été tiré à 423 028 exemplaires

A B C D F G H

## 2 milliards de francs de trésorerie pour la Sécurité sociale en 1985

M<sup>me</sup> Georgina Dufoix a achevé cet été l'ensemble des ajustements destinés à assurer l'équilibre du régime général de Sécurité sociale par une mesure de trésorerie, de portée non négligeable. Dans une circulaire aux directeurs régionaux des affaires sanitaires et sociales (DRASS), le ministre des affaires sociales a demandé de modifier les dates de versement des prestations familiales : celles-ci sont actuellement payées à une date variant selon les caisses entre le 20 du mois et le 10 du mois suivant. Elle devront désormais l'être partout entre le 2 et le 5 du mois suivant.

Dans une lettre adressée au président de la Caisse nationale d'allocation familiales, M. Pierre Boissard (CFTC), M<sup>me</sup> Dufoix souligne que cette décision correspond à une remise en ordre : les dates de paiement différentes selon les caisses « dérogent aux dispositions réglementaires qui prévoient le versement des prestations à terme échu » et « mettent les familles dans des situations anormalement inégales ». Mais l'objectif principal est clairement d'ordre financier : si l'on avait voulu d'abord équilibrer la situation des familles, on aurait plutôt demandé aux caisses de s'aligner sur les plus « rapides » d'entre elles. Au contraire, la circulaire se montre plus conciliante pour les retardataires, invitant seulement à « se rapprocher du cinquième jour du mois dans la mesure du possible... ».

La mesure concerne toutes les prestations « mensuelles » c'est-à-dire toutes les prestations familiales (y compris par exemple l'allocation aux adultes handicapés ou l'allocation de parent isolé) sauf

l'aide personnelle au logement (APL). Plus de la moitié des caisses payant avant le fin du mois seront amenées à retarder leurs versements de deux à douze jours selon les cas. Le report sur le mois suivant procurera à la Sécurité sociale un gain évalué à quelque deux milliards de francs à la fin de l'année : au bénéfice de décalage proprement dit (dans les caisses concernées, il n'y aura que versements en 1985) s'ajoutent les intérêts perçus par l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) sur les disponibilités.

Mais il s'agit uniquement d'un gain en trésorerie, non reproductible, comme à la fin de 1984, l'avancement des dates de versement des cotisations par les entreprises pratiquant le « décalage de la paie », tandis que la décision de retarder d'un mois le versement des allocations familiales à la naissance d'un enfant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 a entraîné chaque année des économies pour la Sécurité sociale.

La CFDT, qui a révélé la mesure, a protesté contre ce « pôle palliatif », qui, selon elle, « pénalise » la majorité des familles recevant des allocations et « étale une fois de plus l'indispensable réforme de la sécurité sociale ». Dans sa lettre au président de la CNAF, M<sup>me</sup> Dufoix avait indiqué que l'objectif serait atteint par étapes : selon le ministre, le report de la date de versement se fera, progressivement, de mois en mois, de septembre à la fin de 1985 pour éviter de créer aux familles concernées un problème... de trésorerie.

GUY HERZLICH.

## MATRA VA CEDER 49 % D'UNE FILIALE

### L'accélération des dénationalisations

La société Matra va céder 49 % des actions de sa filiale COMELIM à la société américaine Hado Corp, apprend-on auprès de cette dernière. La transaction s'effectue, après un accord du gouvernement, pour 2 millions de dollars payés en obligations.

COMELIM (constructions métalliques de Limours dans l'Essonne) emploie trois cents personnes dans la fabrication de circuits imprimés, avec un chiffre d'affaires de 122 millions de francs et 3 millions de bénéfices nets l'an passé. Hado est également un producteur de circuits imprimés avec un chiffre d'affaires dix fois supérieur (138 millions de dollars en 1983).

Pour Matra, cette opération s'inscrit assez mal dans la cadre du « rattrapage » mené par son PDG, M. Lagardère (Le Monde du 29 mai), puisque celui-ci avait bien annoncé des cessions de filiales afin de mieux se concentrer sur ses points forts parmi lesquels... figuraient les composants. Mais l'essentiel n'est pas là.

Selon l'accord conclu entre les deux entreprises, Hado ayant une option sur 11 % supplémentaire des actions, la part de Matra, société publique dont l'État détient 51 % du

capital dans sa filiale, descendra de 59,9 % actuellement à moins de 51 % et sortira donc du secteur public. Il suffirait d'ailleurs que Matra, une fois les 49 % cédés à Hado, vende par ailleurs 1 % de COMELIM pour que ce soit le cas. L'opération risque donc de relancer le débat sur les dénationalisations rampantes.

Ce d'autant que ces cessions se multiplient chez Matra, mais également chez Renault (avec Renix en particulier) et dans tout le secteur public. Le Haut conseil du secteur public a enregistré quinze sorties du secteur public entre 1978 et 1981, quinze autres entre 1981 et juin 1984... une trentaine depuis cette date. La « privatisation » s'accroît donc sous le gouvernement Fabus, qui, il est vrai, n'affiche plus aucun tabou à cet égard.

Outre leur aspect politique, le problème posé par ces dénationalisations est qu'elles sont illégales depuis un arrêt du Conseil d'État de 1978 (dit arrêt Cogemal). Le vote d'une loi de dénationalisation serait donc susceptible d'autoriser de telles sorties (ou entrées) du secteur public.

ERIC LE BOUCHER.

## Alerte aux algues rouges

La production de moules du Golfe de Fos-sur-Mer, interdite pendant huit jours pour cause de pollution par les algues rouges, a pu reprendre le 7 août, annonce le groupe de pêcheurs de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-de-Rhône). Mais le ramassage de coquillages était encore, vendredi, touché par des arrêtés d'interdiction dans les régions de Honfleur et de la baie de Douarnenez.

L'algue rouge, ou *dinophysis acuminata*, sécrète une série de toxines, dont la plus active semble être l'acide okadaïque. Pour des raisons encore inconnues et apparemment indépendantes de la pollution de l'eau et de sa température, ces algues prolifèrent soudainement, colorant la mer en rouge. Les coquillages les absorbent et fixent l'acide toxique, non sans inconvénients pour les consommateurs : en 1983 et 1984, cinq mille cas de gastro-entérite ont été signalés.

Cet été, le mal semble avoir été évité, grâce à la mise en place d'un réseau de surveillance regroupant onze stations côtières de l'Institut français de recherche sur l'exploitation de la mer (IFREMER). « Des prélèvements d'eau de mer et de coquillages sont réalisés tous les quinze jours en saison d'été, voire

toutes les semaines ou quotidiennement dans les endroits sensibles, ce qui doit en principe éviter toute vente de coquillages toxiques », précise le responsable de ce programme de surveillance, M. Jean-Paul Berthomé. Lorsqu'une importante pollution est observée, la collecte des moules, palourdes roses, amandes de mer et tellines est en effet arrêtée, et les exploitants doivent attendre le feu vert des scientifiques et des autorités pour reprendre leur activité.

De telles mesures ne sont pas sans conséquences économiques pour les pêcheurs et les producteurs de coquillages. Lors des alertes les plus chaudes, le « manque à produire » a atteint 30 tonnes par jour (la production annuelle de moules est de 60 000 tonnes). Mais comment procéder autrement que par des interdictions pures et simples ? La mer représente des millions de mètres cubes d'eau et aucun traitement chimique ou bactérien ne peut pour l'instant être envisagé », dit M. Berthomé. Son seul espoir est que les données enregistrées cet été puissent permettre, à l'avenir, de mieux prévoir les périodes de prolifération des algues.

E. G.

## En RFA

## BONNIE LA DÉCOUVERTE D'UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Bonn (Reuter, AFP). — Le porte-parole du ministère de l'Économie, M. Dieter Vogel, a déclaré vendredi 9 août que le gouvernement refusait de croire que M<sup>me</sup> Sonia Lindeburg, ancienne secrétaire de ministre, M. Bangemann, se soit livrée à des activités d'espionnage. Le parquet fédéral avait annoncé jeudi qu'une enquête était ouverte sur M<sup>me</sup> Lindeburg, à la suite de sa disparition inopinée au début de la semaine (Le Monde du 10 août). « Nous ne l'avons jamais soupçonnée et ne la faisons toujours pas », a insisté M. Vogel.

Les services de renseignement ouest-allemands, qui soutenaient jeudi la thèse de l'espionnage, ont indiqué pour leur part vendredi qu'une enquête plus poussée avait amoindri leurs soupçons.

M. Bangemann, qui se trouvait en voyage officiel en Indonésie, a cependant décidé de ne pas prolonger son séjour privé, comme il en avait l'intention, sa visite dans ce pays et de regagner l'Europe sans attendre. Il devait arriver samedi à Francfort.

## Le sort des otages français au Liban

## M<sup>me</sup> FONTAINE ET KAUFFMANN ONT REÇU UNE LETTRE DE LEUR MARI

M<sup>me</sup> Fontaine et Kauffmann, femmes de deux des quatre otages français toujours détenus au Liban, ont chacune reçu une lettre de leur mari.

M<sup>me</sup> Liliane Fontaine, qui a lu sur Antenne 2 la lettre de son mari, enlevé le 22 mars dernier, comme M. Marcel Carton, avait reçu celle-ci en réponse à une lettre qu'elle avait elle-même envoyée le mois dernier par l'intermédiaire du groupe religieux des Hezbollah (Partisans de Dieu). « On est bien traités. Si on est là, c'est parce que la France vend des armes aux Israéliens pour tuer des musulmans libanais », écrit notamment M. Fontaine, dont certaines phrases semblent avoir été rédigées sous la dictée.

M<sup>me</sup> Fontaine a déclaré que le dirigeant Hezbollah E'Khalil Salman lui avait assuré que son mari était vivant et que la France devrait œuvrer pour la libération des otages libanais prisonniers en Israël et au Koweït. Si tel est le cas, « tout se passera bien », avait-il ajouté.

Dans le court message qu'il a pu faire parvenir à sa femme, Jean-Paul Kauffmann écrit, lui aussi, qu'il est en bonne santé.

## BRUSQUE DÉGRADATION DE LA SITUATION MILITAIRE À BEYROUTH

Beyrouth (AFP). — La situation s'est brusquement dégradée à Beyrouth, où de violents affrontements ont fait vendredi 9 août dans la soirée six morts et vingt-six blessés, vingt-quatre heures seulement après la visite du président libanais à Damas, où il a rencontré son homologue syrien, M. Hafez Al Assad.

Pour la première fois depuis plus d'un mois, les bombardements ont largement débordé la ligne de démarcation séparant les deux secteurs de Beyrouth, frappant des quartiers résidentiels chrétiens et musulmans.

Les accrochages ont été les plus violents dans la banlieue de Beyrouth, et un obus s'est abattu durant la nuit de vendredi à samedi dans l'enceinte du palais présidentiel de Baabda.

En outre, Beyrouth-Ouest a été le théâtre vendredi après-midi d'un accrochage entre deux milices rivales, qui a fait deux morts et cinq blessés. Il s'agit, note-t-on, du plus sérieux incident dans cette partie de la capitale depuis le début de l'application d'un plan de sécurité, sous le patronage de la Syrie, qui a envoyé un grand nombre d'officiers pour garantir son succès.

Mise en service du réacteur nucléaire indien de recherche. — Les autorités de New-Delhi ont annoncé, jeudi 8 août, la mise en service du réacteur nucléaire de recherche pour lequel les Indiens ont développé une nouvelle génération de combustible mixte uranium-plutonium (Le Monde du 4 janvier). Il s'agit de la mise en place du programme de réacteurs nucléaires à neutrons rapides (surgénérateurs) dont l'Inde a décidé de se doter.

## En Espagne

## Les deux premiers avortements légaux

Oviedo (AP, Reuter, UPI). — Des médecins ont pratiqué, vendredi 9 août, les deux premiers avortements légaux depuis l'entrée en vigueur, il y a une semaine, de la loi autorisant l'interruption de grossesse dans certains cas bien précis. Ces interventions se sont déroulées dans un hôpital d'Oviedo, dans le nord du pays, après que six médecins d'un autre établissement hospitalier, à Gijón, eurent refusé de procéder à ces actes.

La première femme à avoir pu bénéficier de la loi était enceinte de neuf semaines. Elle est âgée de vingt et un ans. Sa vie était en danger en raison de graves troubles cardiovasculaires et d'une maladie rénale. La seconde, âgée de vingt-deux ans et mère de deux enfants anormaux, souffrait d'une anomalie héréditaire.

Aux termes de la loi, l'avortement n'est légal que pendant le premier trimestre de la grossesse, et seulement dans les cas de viol, d'inceste, si la vie de la mère est menacée ou en cas de malformation de fœtus. La loi autorise les médecins à refuser de pratiquer une interruption de grossesse pour des raisons de conscience. Un sondage récent a montré que seulement 12 % des médecins espagnols sont prêts à procéder à des avortements légaux. La nouvelle législation s'est heurtée à une vive opposition de l'Eglise catholique. L'opinion publique espagnole semble, en revanche, selon d'autres sondages, largement favorable aux dispositions désormais en vigueur.

## LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION

### Muriel Hermine médaille d'argent

L'Allemand de l'Ouest Michael Gross a remporté, vendredi 9 août à Sofia, sa quatrième médaille d'or aux championnats d'Europe de natation, en conduisant l'équipe de la RFA à la victoire dans le 4 x 100 mètres nage libre. Dans le camp français, la journée a été marquée par deux belles performances : la médaille d'argent de Muriel Hermine en natation synchronisée, et la septième place au 100 mètres papillon de Catherine Plevinski, qui a battu deux fois son record national pour le porter de 1 min 3 sec 12 à 1 min 2 sec 43.

(200 mètres brasse)  
1. Volkov (URSS), 2 min 19 sec 53;  
2. Yokochi (For.), 2 min 19 sec 63;  
3. Dagon (Sul.), 2 min 19 sec 69.

(4 x 100 mètres)  
1. RFA, 3 min 22 sec 18; 2. RDA, 3 min 22 sec 32; 3. Suède, 3 min 23 sec 49; (...) 7. France, 3 min 26 sec 58.

DAMES  
(100 mètres brasse)  
1. Gerasch (RDA), 1 min 8 sec 62;  
2. Hoerner (RDA), 1 min 8 sec 95;  
3. Bogomilova (Bul.), 1 min 9 sec 46.

(100 mètres papillon)  
1. Grebler (RDA), 59 sec 46;  
2. Weigang (RDA), 1 min 0 sec 43;  
3. Kurnikova (URSS), 1 min 1 sec 73;  
(...) 7. Plevinski (Fra.), 1 min 2 sec 43.

(Natation synchronisée solo)  
1. Wilson (G.-B.), 184,634 points;  
2. Hermine (Fra.), 182,467; 3. Worch (Aut.), 180.

## NOUVELLES BRÈVES

● Nouveau bilan de la catastrophe de Flajauc : trente-deux morts. — Trente-deux personnes, et non trente-trois comme l'avait annoncé, mardi 6 août, la préfecture du Lot, ont trouvé la mort lors de la catastrophe de Flajauc-Care (Lot), ont indiqué vendredi les services de la police judiciaire de Toulouse chargés de l'identification des corps.

Ce jour, vingt-neuf corps seulement ont pu être identifiés. Selon les policiers, les restes humains qui reposent encore à la morgue municipale de Toulouse correspondent aux corps de trois personnes — deux hommes et une femme — et non quatre comme ils l'avaient été dans un premier temps.

● Meurtre d'un artiste de variétés martiniquais. — Un Martiniquais âgé de trente et un ans, Heeri Libanus, a été tué par balle vendredi 9 août vers 3 heures du matin devant le cabaret « Le Tamarin », 43, rue Montpensier (1<sup>er</sup>), dans le quartier des Halles à Paris. Atteint d'une balle à la hauteur de la poitrine, M. Libanus, artiste de variétés, qui habitait 41, rue du Chemin-Vert (11<sup>e</sup>) est décédé après son transfert à l'hôpital Lariboisière. Il était issu des services de police. L'auteur du coup de feu s'est enfui à pied.

● Bercy : 60 millions de travaux. — Selon M. Jacques Pelissier, président du conseil d'administration du Palais omnisports de Paris-Bercy, l'exercice 1984-1985 de l'établissement géré par MM. Goddet et Thominet sera équilibré. Et cela grâce à l'allègement des dépenses mises à la charge des concessionnaires. Cette décision a été prise par le conseil municipal en juillet dernier. Celui-ci examinera à nouveau le dossier à la rentrée, et notamment le projet de travaux de « mise au point » dont le devis s'élève à 60 millions de francs.

● La répartition des fréquences. — Un rapport sur la répartition des fréquences établi par TDF pour les nouvelles télévisions sera rendu public chaque année par

le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA). C'est ce que vient de déclarer M. Lucien Stévez, président de cette institution chargée par le gouvernement de contrôler le travail de TDF. Il s'agit, selon M. Stévez, « d'un acte de dissuasion à l'égard de tout organisme technique qui voudrait garder le mystère » sur la répartition de l'espace hertzien. Cette volonté de transparence fait suite aux débats bouillants qu'avait suscités la distribution des fréquences aux « radios libres », certains promoteurs ayant, à l'époque, accusé TDF de pratiquer « la politique du secret ».

● Le pilote Ari Vatanen dans un état « très grave ». — Accidenté le 31 juillet au volant de sa Peugeot 205 Turbo 16 lors du rallye d'Argentine, le pilote finlandais Ari Vatanen, qui avait été rapatrié à Helsinki, a dû être placé en réanimation aussitôt après avoir été opéré, jeudi 8 août, d'une fracture à la tête du tibia. Ari Vatanen souffre de problèmes respiratoires qui peuvent faire redouter une embolie pulmonaire. Son état était jugé « très grave, presque critique ».

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

## LUNDI 12 AOÛT

« Le Monde » reçoit  
JEAN DE LA GUÉRIÈRE  
correspondant  
du « Monde » à Alger  
avec  
JEAN-MARIE DUPONT

(Publié)

**University Studies in America, Inc.**  
Importante organisation américaine facilite l'entrée dans de grandes universités US. Etudes sous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctoral). Stages linguistiques : d'été, semestriel, annuel. Prise en charge à Paris et simplification des formalités. Documentation contre 5 timbres.  
USA-French-Office, 57, rue Charles-Lefebvre, 92200 Neuilly. 722-94-94.



# Le Monde AUJOURD'HUI

agne

## premiers its légaux

Aux termes de la loi, l'avortement n'est pas considéré comme un premier trimestre de la grossesse. Il est donc interdit de pratiquer une interruption de grossesse avant la fin du premier trimestre. La loi prévoit également que la femme doit être informée de ses droits et de ses obligations avant de prendre une décision. La loi est entrée en vigueur le 1er janvier 1985.

## EUROPE DE NATATION médaille d'argent

Le championnat d'Europe de natation s'est terminé hier à Berlin. Les Français ont remporté la médaille d'argent. Les résultats sont les suivants :  
1. France (120 points)  
2. Allemagne (115 points)  
3. Italie (110 points)  
4. Espagne (105 points)  
5. Pays-Bas (100 points)  
6. Belgique (95 points)  
7. Autriche (90 points)  
8. Suisse (85 points)  
9. Tchécoslovaquie (80 points)  
10. Grèce (75 points)

## S BRÈVES

Le Conseil d'Etat a rendu hier son avis sur la loi relative à l'indivisibilité du territoire national. Le Conseil a estimé que la loi est conforme à la Constitution. Le Conseil a également estimé que la loi est conforme aux principes de la République. Le Conseil a enfin estimé que la loi est conforme aux intérêts de la Nation.

Sur CFM  
du 19 juillet au 19 août  
à Paris, 22 rue  
à Lyon, 100 rue  
à Bordeaux, 1012 rue  
à Saint-Nazaire, 1012 rue  
LUNDI 12 AOÛT  
« Le Monde » 1985  
JEAN DE LA GUERRE  
JEAN-MARIE DUPONT

ties in America. 1985

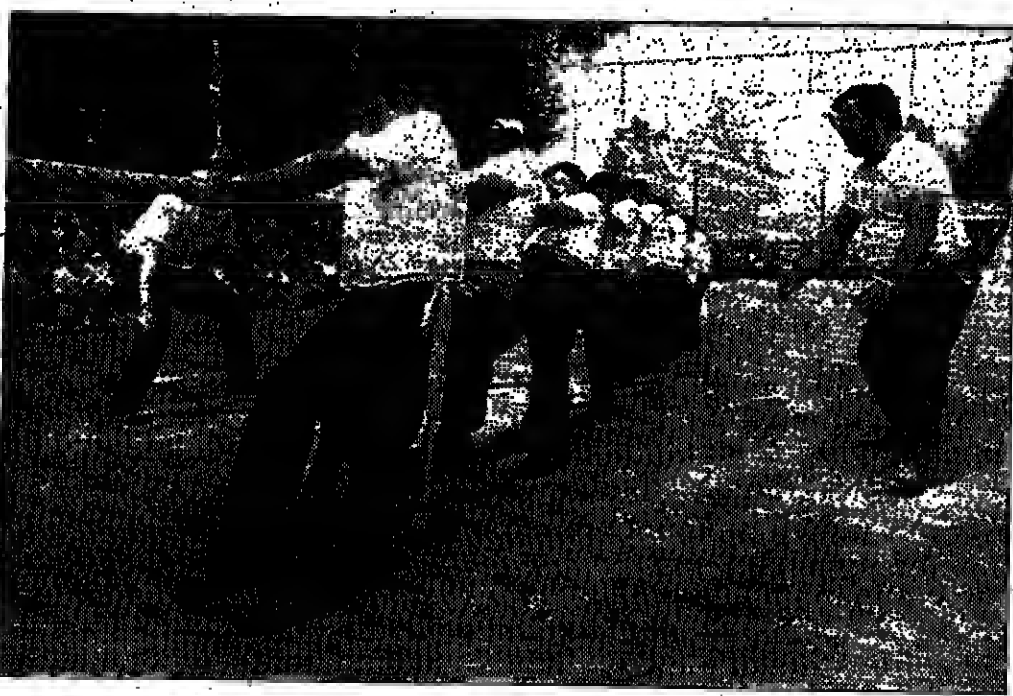


## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

**P**our sortir de l'âge de pierre (page III).  
La statuaire de Reims sous haute protection (page IV).  
Strasbourg : premier bilan de trente années de restauration. La France, patrie du patrimoine (page V).  
Les églises romanes de Cologne enfin sauvées (page VI).  
Le cas de la Sagrada Família (page VII).  
Une statue de la Liberté toute neuve (page VIII).

## BAYONNE EN MUSCLES ET EN FÊTE

Le Pays basque était en muscles, en rêve et en fête du 31 juillet au 4 août à Bayonne. Ce goût aigu de la tradition a, cette année encore, trouver à s'exprimer dans une ambiance unique et étrange. Un climat dans lequel les « festayres » avaient de multiples messages à faire passer. Entre la Nive et l'Adour, toute la culture d'un peuple a cabriolé dans la rue. Le spectacle valait le déplacement (page XI).



NIE

net-

tion  
des  
72  
Je  
rat-  
son.  
dé-  
vec  
de  
un  
si  
dés-  
sion

que  
le  
tion  
le  
nté  
l'as-  
de  
lmi-  
les  
par-  
ris  
ple-  
ans  
sion

r un  
le-  
rait  
sur  
ami-  
si,  
en  
au-  
fra-

des  
ais-  
vel  
de

lier

conten-  
n'était  
na que  
ollecti-  
uné le  
na'ainsi  
ion ne  
nément

double  
nts du  
ération  
attants  
naissie  
n com-  
ent ait  
acquis  
en 1928  
cain et

ate du  
ciel du  
campa-  
é sup-  
A, qui  
a pour  
npagne  
s droits  
partici-  
et aux  
l'unisie  
sient à  
ble que

Intimes,  
13-79.

U

S

ruption  
73.33



## SÉCURITÉ ASOCIALE

Ayant des neveux qui travaillent dans les transports routiers, j'ai lu avec intérêt l'étude parue dans le *Monde* aujourd'hui daté 23-24 juin. Elle décrit parfaitement leurs conditions de travail et montre comment l'administration, coupée du concret, devient une machine à broyer du vide. Cela m'amène à parler de mon cas, qui est celui, certainement, de beaucoup de femmes.

J'ai été licenciée de mon travail en février 1978. Je suis donc demandeur d'emploi : depuis 1982, je dois fournir des certificats prouvant que je cherche du travail. Il y a quelques années, j'avais demandé à l'ANPE de faire un stage : refusé parce que trop vieille.

J'habite une commune du Pays basque où le chômage s'aggrave chaque année et dépasse la moyenne nationale. Il me faut donc engager des frais de transport pour aller chercher un travail que personne, du premier au dernier Français, ne sait possible à mon âge, afin de fournir du papier !

Je viens d'avoir la visite d'un inspecteur de la Sécurité sociale de Bayonne, qui n'a pas craint de faire 60 kilomètres pour m'annoncer que si je ne fournis pas les demandes de travail que j'avais faites en 1984, mon immatriculation à la SS serait supprimée et que je serais sur celle de mon mari. Chacun

connaît le prix des modifications informatiques et le temps nécessaire pour qu'elles soient au point. Lorsque, après des complications, la modification sera faite, j'aurai l'âge (cinquante-neuf ans et demi) pour déposer ma demande de retraite. Il me faudra remplir des imprimées [...] pour les caisses de retraite complémentaire. Le numéro de mon mari, devenu la mienne, ne coïncidera plus avec celui que tous les organismes connaissent déjà. Pour les caisses, débordées de travail, cela deviendra un casse-tête. Beaucoup de dépenses inutiles qui ne seront pas justifiées par le moindre bénéfice pour la SS puisqu'elle opérera quand même les remboursements.

Monsieur Bérégozov et son secrétaire n'ont pas le moindre idée de ce que cela peut-être humiliant, à cinquante-huit ans, d'aller pleurer en connaissant d'avance la réponse. Il est révoltant de dépenser de l'argent inutilement. Ils ne savent même pas que les inspecteurs qu'ils envoient faire de pareilles démarches sont dans une position humiliante aux yeux de leur famille. Je leur ai écrit : « Croyez-vous qu'à cinquante-huit ans, à Hasparren, je puisse trouver du travail ? »

M. OLHAGARAY,  
Hasparren (Pyrénées-Atlantiques).

## LE SAVOIR DES ANCIENS

Comment laisser passer sans réagir la consternante affirmation de M<sup>me</sup> Chagnon parue dans le *Monde* daté du 6 juillet dernier : « Pour la première fois dans l'histoire, les personnes âgées ont moins d'expérience et de savoir que les jeunes générations ». S'il ne s'agit pas de la supériorité de celles-ci dans un domaine, les « techniques » (informatique, télématique, robotique), qui n'existent pas à l'époque de celles-là, ce ne serait qu'une lapalissade.

Mais la phrase ne le précise pas, et pour cause. Elle est dans l'air du temps d'un certain technocratie aussi arrogant que réductionniste. Ce fanatisme des moyens est totalement aveugle quant à la réflexion sur les fins. Plus précisément, il réduit celles-ci au seul économisme. Qu'il soit nécessaire dans la France

d'aujourd'hui de faire sa place à l'économie, certes — toute sa place même, — mais rien que sa place. La culture au sens fort, c'est-à-dire ni seulement ni faussement dit, est plus que jamais irremplaçable si non c'est la fuite en avant, éperdue mais aveugle.

Ne cite-t-on pas récemment des jeunes intoxiqués de modernisme pour qui Stendhal était de l'hébreu ? Ce n'est donc pas l'exclusion des « vieilles générations » qu'il faut entretenir mais la complémentarité des apports. Les éternelles questions posées par la « condition humaine » ne sont ni effacées ni résolues par la « technologie » da pointa.

R. LABERNÈDE  
(Biarritz, Pyrénées-Atlantiques).



Boîte aux lettres suédoise (1900).  
DÉFENSE DE TOUCHER  
AU THÉÂTRE DE NIMES

Je n'ai pas manqué de lire votre dossier consacré à « la France en chantier » paru dans le *Monde* aujourd'hui daté 21-22 juillet 1985 et vous en félicite.

Toutefois, au nom de l'association que j'ai créée et que je préside — l'Association pour l'étude du dix-neuvième siècle français, — je voudrais apporter quelques précisions au sujet du théâtre de Nîmes et de l'article de Stéphane Durand-Soufflard intitulé « le Partage du Midi ».

Le 16 mars dernier, l'assemblée générale de notre association a voté à l'unanimité une motion qui s'oppose à la destruction ou au déplacement de la façade et de la colonnade du théâtre de Nîmes, qui ont été admirablement conçus en fonction de la Maison carrée voisine et doivent être maintenus in situ après restauration.

Le ministre de la culture a reçu cette motion ainsi que le directeur du patrimoine, car cette façade est protégée par les Monuments historiques. Plus de sept mille signatures ont été rassemblées à Nîmes en faveur de ce maintien in situ grâce à l'activité de Pierre Hugues, président des Vieux amis de Nîmes.

Dans notre prochain bulletin, nous comptons bien reprendre ce combat. En novembre prochain, à l'école d'architecture de Lille, s'ouvrira un colloque et une exposition où il sera question du théâtre de Nîmes.

Les lecteurs du *Monde* intéressés par notre démarche peuvent prendre contact avec notre association, 11, boulevard Persaire à Paris dans le 17<sup>e</sup> arrondissement.

PIERRE-MARIE AUZAS,  
inspecteur général  
des monuments historiques  
(Paris).

## UNE RÉPONSE DE M. ROGER BISMUT

Je lis dans le *Monde* aujourd'hui daté 27-28 juillet (« Courrier », page 2), sous le titre *Hitler, Staline et les juifs*, une lettre de M. Hagnauer, à laquelle je ne me serais pas donné le peine de répondre si elle ne s'achevait pas sur une phrase mettant discrètement mon honneur en cause.

M. Hagnauer est vraiment trop bon de prendre ainsi la défense de tous les juifs, russes, français, roumains, ou autres, encore que l'agression aussi raciste qu'imbécile qui ouvre sa lettre (sur « l'humour belge ») ne la qualifie pas spécialement pour jouer les pourfendeurs du racisme. Je suis d'autant plus à l'aise pour relever cette sottise que je suis français (et accessoirement engagé volontaire dans les FFI — 2<sup>e</sup> DB, titulaire de la Croix de guerre 39-45, de l'Unité Présidentielle Cizzen, et de la Croix du combattant volontaire de la Résistance).

Nos communs lecteurs jugeront. M. Hagnauer m'injurie, bave sur Staline et sur d'autres, mais on chercherait vainement dans son écrit le moindre commencement d'une réfutation de l'essentiel de ma lettre : les origines du pacte. C'est que M. Hagnauer n'avait rien à dire là-dessus. J'en prends note.

Pour le reste... je relève : — Une erreur d'analyse : si Staline est parvenu à arracher à Hitler un lambeau de la Pologne, eh bien ! il a roulé le Führer !

— La formule de falsification la plus impudente qui soit, consistant à mettre entre guillemets ou en italique des propos de son invention pour les lui attribuer. En comparant ces propos et ceux de ma lettre, nos communs lecteurs jugeront.

— Un stupéfiant alignement de contre-vérités historiques — M. Hagnauer confond apparemment Staline avec le chef du gouvernement de Vichy, qui, lui, c'est bien vrai, livra aux pelotons d'exécution de Franco et aux potences de Hitler des réfugiés qui avaient cru en la parole de la France. Staline, lui, obtint de Hitler la libération de militants communistes emprisonnés, qui furent autorisés à gagner l'URSS. La presse gouvernementale française d'époque, aux ordres du super-censeur Jean Giraudoux, avait suffisamment glissé sur la chose.

Enfin et surtout, bien embarrassé pour contredire mon analyse du pacte et de ses origines, M. Hagnauer ne trouve rien de mieux que de parler de l'antisémitisme discret mais efficace sévissant en URSS à la veille de la mort de Staline, et d'évoquer la « complot des assassins en blouse blanche ». Je n'ai jamais prétendu innocenter Staline de ces erreurs, qui furent sans doute des crimes, pas plus que je ne nie la réalité du goulag. Mais je ne vois pas ce que tout cela a à voir avec le pacte. Et cette réalité n'a rien à l'imprescriptible mérite du maréchal Staline d'avoir été le principal artisan de la victoire, et d'en avoir payé le prix, plus lourd que celui de tous les alliés réunis.

M. Hagnauer plaint sincèrement nos étudiants de subir l'enseignement d'un tel professeur. Je serai moins injurieux que lui. S'il est professeur d'histoire, je lui conseille de changer de discipline, s'il en est temps encore. Et, dans tous les cas, je veux espérer que son enseignement met moins à la torture la logique, la raison, le vérité et le bon sens que sa lettre bizarre dont je m'honore d'avoir été gratifié.

ROGER BISMUT.  
(Paris.)

## RETRAITÉS DE CHOC

Deux malencontreuses coquilles sont venues bousculer les chiffres rassemblés par Joëlle Gaymu, démographe de l'INED, dans son article intitulé « 2010, un siècle neuf déjà vieux », publié dans le *Monde* aujourd'hui daté 4-5 août 1985.

A la fin du premier paragraphe, il fallait lire : « la proportion des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et non de soixante ans a donc diminué, passant de 14,3 % à 13,8 % ».

Plus loin, nous indiquions que « la population active des plus de soixante ans ne représente que 10 % de la population active globale ».

Nous aurions dû écrire que « le taux d'activité des plus de soixante ans n'est plus que de 10 % ».

# MONTGOMERY L'EXASPÉRANT

**BERNARD LAW MONTGOMERY**, field-marshal et vicomte d'Alamein, commandant en chef des forces de l'Union occidentale — coalition éphémère qui précéda l'OTAN — debout, les yeux baissés, sur un pont qui enjambe une sorte de rivière à sec : le parcours du combattant du camp de Fribourg, au sud-ouest de Paris. A côté de lui, son adjoint, le général Jean de Latre de Tassigny, la canne à la main, le domine de la tête, son sourire de bienvenue accentué par la balafre que lui a laissée en 1914 la lance d'un uhlans.

Fribourg est le prototype chéri de Latre. Il a barcelé le génie militaire, fait passer des nuits blanches aux services financiers, pour qu'en face des casernes honnies, symboles des défaites passées, se dresse un camp moderne, avec des fleurs, des douces et la nature tout autour comme champ de manœuvre.

Autour des deux grands chefs, la cour, ou plutôt les cours : chacun est entouré de ses généraux et de ses colonels immensément respectueux. Uo civil très discret, quasi transparent : un journaliste.

Sous le pont, des fantassins rampent au ras des barbelés, sauteout « par vague successive » des obstacles variés, lancés des grenades d'exercice et galopent à perdre haleine. De Latre, en grande forme, commente le spectacle : « Voyez, monsieur le Maréchal, ce que

nous faisons de la belle jeunesse de France ! » Monty se tait. De Latre l'agace. Le sous-lieutenant Jean François-Poocet, futur ministre des affaires étrangères, leur interprète habituel à Fontainebleau, siège de leur état-major, passait des heures difficiles... En un ultime effort de séduction, de Latre claironne sa conclusion : « En définitive, monsieur le Maréchal, nous mettons en pratique le principe que vous avez énoncé dans votre discours d'Ottawa. » Traduction. Monty lève sur de Latre un regard bleu foncé : « Demandez au général ce que j'ai dit à Ottawa. » De Latre se penche vers son chef d'état-major, qui chuchote la question à un colonel, qui interroge un commandant. Il sait. La réponse remonte la voie hiérarchique, au milieu d'uo silence teodo. « Vous avez dit, monsieur le Maréchal, que, dans la guerre, le meilleur matériel, c'était l'homme. » Soulagement. Puis Montgomery : « Ah ! bon. Mais j'ai dit cela bien avant Ottawa. » Puis il se dirige, l'air pour la première fois intéressé, vers un lanceur de poignard. Qui rate ses coups.

La terreur qu'inspirait le vainqueur de Rommel tenait, comme le respect tremblant qui entourait de Latre, à leur sévérité à l'égard des officiers, généraux compris, qui contrastait avec leur bicoeillance à l'égard de la troupe. Monty y ajoutait un humour que d'aucuns trouvaient sadique.

Il résidait alors au château de Courances, près de Fontainebleau, dans une austerité hautement affichée et gardait un silence de sphinx vis-à-vis de la presse. Celle-ci n'oubliait pas cependant la conférence de presse célèbre au cours de laquelle, après la bataille des Ardennes, Montgomery en termes insultants s'était attribué, aux dépens de l'Américain Omar Bradley, son ennemi intime, tout le mérite de la contre-offensive. Un grand jour pour les journaux britanniques et américains.

La nouvelle courut un jour sur les câbles : Monty allait parler. Des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, reporters, cinéastes et photographes rejoignirent au pied du monumental escalier de Courances leurs confrères français venus en rangs serrés. Ils attendirent longtemps sous uo ciel gris. Puis le maréchal parut : « Que faites-vous là, messieurs ? » Stupeur. Explications. « Bon. Puisque vous êtes là, je vais vous montrer quelque chose. J'ai fait confectionner un fanion pour l'Union occidentale. Il est très joli. Le voici. » Le crépitement des flashes — ils crépitaient à l'époque — ne dissimula pas la déception générale. Les Britanniques souriaient jaune, les Américains grognaient, les Français rouspétaient. Oo était au bord de l'émence.

Monty, bon prince, fit entrer tout le monde dans le hall, s'assit au coin de la cheminée et fit remarquer qu'elle tirait très

bien et que le château était confortable. Et il se dit prêt à répondre aux questions. « Où en sont les forces que vous commandez ? » « Sur quels principes bases-vous votre stratégie ? » Le ébâtelain de Courances prit uo air profondément choqué : « C'est le genre de questions auxquelles je ne répondrai pas. Posez-les à mes patrons politiques ».

Le représentant de *Radior*, uo magazine illustré français, sauva la situation : « Comment organisez-vous vos journées, monsieur le Maréchal ? »

— Enfin une question intelligente. Je vous félicite, mister Radar. Je me lève le matin à 6 heures et, je pense, je prends mon petit déjeuner et, je pense, après quoi je fais uo tour dans le parc. Et je pense. « L'énumération se poursuit jusqu'à un coucher, hachée de « je pense ». « Parce que, messieurs, penser est très important pour les généraux. » Puis le maréchal se leva et sortit par le fond.

## Le cadeau de Staline

A l'état-major suprême des forces alliées en Europe, le SHAPE, qui succéda à celui de l'Union occidentale, Montgomery, c'était plus, comme le 6 juin 1944, que l'adjoint d'Eisenhower. Celui-ci ne cachait pas, dans l'intimité, qu'il savait à qui attribuer ses ulcères à l'estomac.

Montgomery organisait régulièrement, dans les baraque-

ments de Rocquencourt, une sorte de grand-messe dont il était l'officiant. Tout ce que l'alliance atlantique comptait de képis et de casquettes étoilées s'entassait au vestiaire. Bien entendu, le secret le plus total était de règle. La presse avait cependant des échos de la liturgie montgomeryenne.

Pour les grands chefs, la réunion était une corvée. En préambule, le maréchal énonçait interdiction : il ne supportait pas le tabac. Le militaire à l'époque fumait beaucoup : une habitude de la dernière guerre. Les têtes s'allongeaient. Paterne, Montgomery ajoutait que, pour les gens qui s'adonnaient à cette déplorable habitude, il avait fait déposer à toutes les places un sachet de pastilles. Parce qu'il n'aimait pas non plus entendre tousser. Puis il entreprenait de convaincre son public qu'il était composé de personnages médiocres et de têtes vides, avant d'écouler dans des crânes obtus ses propres conceptions. Avec des méthodes pédagogiques surprenantes. Au début d'une de ses conférences, le rideau qui masquait la scène s'ouvrit. Appart un maréchal soviétique ou grande tenue : Montgomery en personne, à qui Staline avait naguère conféré cette dignité et donné l'« uniforme. » Messieurs, dit l'apparition, pour bien faire la guerre, il faut savoir se mettre dans la peau de l'adversaire. »

Obtenir une interview était le fruit d'une campagne longue et difficile. Lorsqu'au bout de plusieurs mois d'efforts le chroniqueur militaire du *Monde* était admis en présence du maréchal, son triomphe fut de courte durée. Montgomery était assis à l'extrémité d'une longue table d'acajou. De part et d'autre, un aide de camp. L'aide de camp français, le colonel Costa de Beauregard, faisait fonction d'interprète. De sa place, à l'autre bout de la table, le journaliste posait d'une voix étranglée sa première question. Le *new look* stratégique était à la mode. La presse des deux côtés de l'Atlantique épilouvait sur le sujet.

— Que pensez-vous du *new look* stratégique, monsieur le Maréchal ?

par Jean Planchais

— Le *new look* stratégique ? Très intéressant. Mais pouvez-vous m'expliquer ce que diable cela peut bien être ?

Arroseur arrosé, le malheureux journaliste répondit de son mieux. Montgomery le pressa de questions, puis :

« De toute façon, ce n'est pas mon affaire. Mais je vous remercie de ce que vous m'avez appris. Et votre français est très bon. Il m'est arrivé de comprendre directement certaines de vos phrases... » Après quoi, escorté de ses deux aides de camp, le maréchal prit congé, vieux gentleman courtois, avec uo petit éclat méchant dans le regard.

Le *Monde* publia un billet de vingt lignes et ne sollicita plus jamais d'interview du commandant suprême adjoint.

CHEFS-DE-...  
L'ABR...  
protection du patrimoine mon...  
sno sociétés, qui ne prendro...  
chefs-d'œuvre architecturaux...  
deux derniers conflits mondia...  
été un réveil brutal pour la po...  
tiques qui, désormais, vont n...  
rique des édifices et avec en...  
la tâche est immense. L'opin...  
des opérations, doit être aler...  
tameux jalons de son hist...  
OUR SORTIR

مكتبة الأمل



# CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

**La protection du patrimoine monumental est une idée relativement neuve dans nos sociétés, qui ne prendront en compte que très tard la nécessité de mettre à l'abri les chefs-d'œuvre architecturaux hérités du passé. Les deux derniers conflits mondiaux et le cortège de destructions qu'ils ont entraîné ont été un réveil brutal pour la population, mais aussi pour les architectes des monuments historiques qui, désormais, vont mener le combat armé d'une meilleure connaissance historique des édifices et avec en main des techniques hautement performantes. Mais la tâche est immense. L'opinion publique, comme elle le fut pour certaines grandes opérations, doit être alertée et instruite de l'urgence qu'il y a à défendre les plus fameux jalons de son histoire.**



## POUR SORTIR DE L'ÂGE DE PIERRE

par Michel Parent \*

CINQ chantiers de restauration de monuments historiques en Europe et à New-York retiennent aujourd'hui l'attention du Monde.

— L'opération des douze églises romanes de Cologne, dont la restauration simultanée, après les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, en 1942 et en 1945, constitue un succès qui surprend ses propres promoteurs.

— La statue de la Liberté, totalement remise à neuf, grâce à une souscription publique, au moment où elle était sur le point de s'effondrer, fatiguée qu'elle était sans doute d'éclairer le monde depuis cent ans sans désemparer et avec le succès que l'on sait.

— La Sagrada Família, à Barcelonne, sera-t-elle un jour achevée ? La poursuite de la mise en pierres du rêve architectural de Gaudí ne fait pas l'unanimité.

— Les cathédrales de Reims et de Strasbourg, enfin : la première, dont la restauration, après la première guerre mondiale et l'incendie qui l'avait ravagée en 1914, n'est pas encore achevée ; la seconde, dont soudain la stabilité du massif a donné de sérieuses inquiétudes à ses architectes, et qui a été, quelques années durant, le monument le plus dispendieux de France.

Cinq cas entre cent mille dans le monde. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ? Pas tout, à fait le hasard. Pour ce qui est des cathédrales françaises, entre toutes, ce sont celles auxquelles l'histoire, au-delà de l'art et du sacré, a conféré une signification nationale : la cathédrale des sacres des rois et celle des libérations du territoire. Quant aux églises rhénanes, on les dit disposées « en couronne » dans cette ancienne ville libre en terre d'Empire, bastion du catholicisme allemand ; c'est bien, pour le moins, tout un programme : peut-être celui de cette couronne forgée autour de la cathédrale, avant qu'elle ne surgisse elle-même, qui fut la rivale des cathédrales françaises du dix-neuvième siècle dans la recherche en paternité de l'art gothique.

Mais, plus précisément, ce sont les opérations de restauration, elles-mêmes symboliques de situations diverses, qui comportent des réponses différentes aux problèmes posés, tant du point de vue de la doctrine de la conservation et de la restauration que de l'importance des travaux entrepris, des crédits impliqués, des moyens de financement et des centres de décision concernés, et cela tant en fonction des traditions nationales ou locales que, plus encore, en fonction du sens culturel (universel, national ou régional) du bien concerné.

Aussi, quand j'observe, à la mesure de ces exemples et, derrière eux, à la mesure des milliers de cas dont j'ai eu à débattre et sur lesquels j'ai eu à décider ou à faire décider, aussi bien pendant vingt ans d'inspection générale en

France que d'expertise ou de présidence d'organisme international, je souhaite en dégager certaines leçons.

Mon observation la plus grave les subordonne toutes et domine de son ombre tous les débats de fond (1). Elle concerne toute la planète. C'est le désaccord, la contradiction complète, qui existe depuis longtemps entre les moyens disponibles pour la conservation du patrimoine architectural et nos intentions affichées, nos prétentions alléguées, nos contentements à bon compte.

Je serai très généreux en estimant que, dans le monde entier, non sans tenir compte des impossibilités qui peuvent resurgir et qui surgissent à tout moment ici et là — catastrophes naturelles ou guerres meurtrières — moins du dixième de ce que l'on considère dans les discours comme l'un des biens humains les plus précieux, est à peu près à l'abri d'une dégradation continue et quasiment irréversible (2). En certains endroits, on sait bien que la misère, la famine sont telles que les interventions de la conservation architecturale ont parfois quelque chose de provocateur, et certaines y sont pourtant menées, et même parfois bien menées, malgré tout. D'autres fois, elles y sont impossibles. Mais des conceptions aberrantes du développement contribuent plus encore que l'abandon à détruire ce qui potentiellement reste dans beaucoup de pays simultanément une richesse humaine dans le sens du rapport quotidien de l'homme avec son environnement, culturelle dans le sens de l'investissement de son génie propre, et économique dans le sens de ce que son patrimoine représente pour attirer des hommes différents de lui vers lui.

### Les années du « bond en avant »

Les pays développés, naturellement, dans l'ensemble mieux outillés pour faire face à ce problème, ne sont pas tous, pour autant, dans une situation très favorable, compte tenu de leur richesse monumentale propre par rapport à leur richesse matérielle.

Il en va un peu pour les monuments historiques des vieux pays comme des Indiens dans les pays neufs. Ceux qui les ont détruits en un temps où les droits des monuments n'étaient pas universellement reconnus se donnent aujourd'hui les moyens de bien soigner ceux qui restent. Les pays dont la richesse originelle était considérable et dont la croissance a été plus tardive et, peut-être, elle-même, moins aveugle, n'ont généralement pas résolu le problème résultant de cette abondance même. C'est le cas typique de l'Italie, encore que son climat se montre, relativement clément à l'endroit du patrimoine, et les Italiens d'une affectueuse familiarité



Cathédrale de Reims, transept nord.

coût de la restauration des propriétés communales, cette moitié dont l'Etat leur laisse la charge.

Mais à partir de ce moment-là, ce ne sont plus les capacités de financement des communes qui ont freiné le sauvetage des églises de France, c'est surtout l'impossibilité où l'Etat s'est trouvé alors de suivre les collectivités locales sur la base de ce principe maintenant d'une répartition de la charge en deux parts égales.

### L'enquête sur les périls

A partir de 1975, je fus appelé à orienter la programmation nationale et régionale sur le terrain. Il fallait à tout prix, pour le meilleur usage de l'argent disponible, donner la priorité à la lutte

contre les périls les plus grands et les plus immédiats. Bientôt le service informatique du ministère de la Culture nous aida dans cette tâche et entreprit une enquête générale en vue d'évaluer les périls. Cette enquête sur les seuls monuments classés donna les résultats suivants, que les cinq années qui ont suivi n'ont pu globalement modifier depuis (bien que en France constants, les crédits de 1982 aient battu le record de ceux de 1978, lesquels avaient réussi, eux-mêmes, à dépasser — on y avait mis le temps — ceux de 1968).

Il faudrait donc, constatait cette étude, tripler pendant dix ans les crédits de 1978 pour remettre à flot un patrimoine qui, à l'exception de celui des régions frappées par les deux guerres mondiales et ayant « bénéficié » des réparations de leurs dom-

quant que depuis quelques années l'opinion découvre légitimement l'existence de nouveaux patrimoines, et, l'imposant à l'attention de services qui n'en peuvent mais, ne fait pas surgir, pour autant, de crédits d'entretien appropriés. Pendant que... la liste serait trop longue et lassante.

Il n'y a pas de remède à cette situation dans le cadre de ce carcan, de cette contradiction fondamentale. L'optimisme officiel de rigueur s'est toujours fondé sur le fait que le service des monuments historiques a toujours su, parfois au dernier moment, conjurer certaines catastrophes qui eussent été très spectaculaires : quelque chose comme l'équivalent de l'Amoco-Cadiz dans le domaine de la protection de la nature. Lorsque sur la cathédrale de Strasbourg survient un danger d'une ampleur elle-même imprévi-

able, on s'empresse de déshabiller Jean ou Pierre pour habiller d'urgence le pauvre Paul. Sur cent autres victimes potentielles que Paul, le désinvestissement va donc finalement s'aggraver, mais, à ce prix, la cathédrale de Strasbourg, ou du moins son massif, sera sauvée.

Quant à la cathédrale de Reims, depuis soixante-dix ans — son sinistre date de 1914 — elle attendait un échauffement de rythme de ses investissements approprié à sa situation. Peut-être n'est-il pas tellement choquant que la durée de son chantier de restauration ait déjà dépassé celle de sa construction... Si elle bénéficie enfin d'un tour de faveur approprié à son importance — Strasbourg pesant moins — les autres cathédrales n'en trouveront pour

autant qu'une nouvelle aggravation de leur situation.

Une pareille stratégie, qui tient plutôt de l'acrobatic, conduit à placer sur d'autres édifices une troisième génération d'états de soutien de voûte et une troisième toiture provisoire. D'autres édifices s'effondrent très discrètement ; ils ne seront légués que plus tard. Un moment qui se dégrade va coûter de plus en plus cher, un monument qui disparaît ne coûtera plus rien du tout.

### « Que font-ils donc ? »

Cette situation imprègne de « mal d'être » tout un service dont chacun reconnaît la haute qualification des corps qui le constituent. Que peuvent faire à cela des mesures administratives portant sur telle ou telle procédure, sinon sembler mettre en cause une confiance mutuelle face à des paris impossibles à tenir. Car l'échec au pied du mur se double forcément d'une irritation de l'opinion publique. « Que font-ils donc ? »

La crise économique paraît constituer un contexte peu favorable à une révision de l'échelle de grandeur de tels engagements de notre communauté nationale. Pourtant les réussites techniques dont témoignent précisément des chantiers comme ceux de Reims et de Strasbourg montrent, parmi deux cents autres, chaque année, les capacités des « hommes des monuments historiques », du service public lui-même, mais aussi des entreprises spécialisées, de leurs cadres et de leurs ouvriers, qui maintiennent la tradition des « bâtisseurs de cathédrales ». Pour combien de temps encore, lorsque sur le plan humain on voit aussi le désinvestissement de la compétence s'accroître. On dirait qu'elle indispose, en France, dans tous les secteurs de nos activités. Et pourtant ! Pourtant il est des secteurs artistiques où l'on voit émerger depuis une dizaine d'années, et singulièrement grâce à l'Etat, et au-delà des fluctuations politiques, un mouvement positif et comme... « de bonheur ». Et aussi de la part des collectivités locales, réveillées d'une somnolence provinciale d'un siècle et demi au moins, et de la part des intéressés eux-mêmes parce qu'on a su les encourager, leur faire confiance, faire naître des vocations au lieu de les décourager.

C'est cette France-là qui a réappris à aimer la musique, à la pratiquer, et à chanter. Et la Journée européenne de la musique qui couronne symboliquement le tout est décidément une belle journée, mais ce n'est que le symbole d'une action persévérante, obstinée, et dont on a payé le prix : création de conservatoires, d'orchestres, soutien assidu des médias, soutien à la création, que sais-je encore !

\* Président du conseil international des monuments et sites (ICOMOS).

(Lire la suite page IV.)

NIE

net-  
tur-  
tion  
ché,  
des  
sue-  
72,  
Je  
mar-  
tion.  
dé-  
vec  
de  
un  
ai  
don-  
sion

que  
le  
tion  
la  
mé-  
l'a  
uté  
de  
im-  
les  
per-  
ria  
ple-  
ans  
sion

un  
la-  
it  
sur  
ar-  
sés,  
en  
au-  
fra-

des  
siv-  
rel  
de

lier

conten-  
t'écrit  
tu que  
collecti-  
vité le  
n'aurait  
ton ne  
nément

double  
ms du  
ération  
attains  
analyse  
a concu-  
ent ait  
acquis  
n 1928  
cain et

ité du  
ciel du  
sampa-  
é sup-  
A, qui  
a pour  
mpagne  
s droits  
partici-  
et aux  
l'union  
tient à  
ble que

Intimes,  
13-79.

de

S

ruption  
gènes.  
73.33



## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

# REIMS POUR COPIE CONFORME

par Yves Boiret \*

**Martyre de la première guerre mondiale, la cathédrale de Reims, après avoir été le champ d'expériences exemplaires de restauration, est devenue la croix des services des monuments historiques. Sa statuaire monumentale est atteinte par la pollution. Faut-il remplacer les œuvres dégradées par des copies en pierre ou par des moulages en matériaux de synthèse ?**

LES cathédrales gothiques représentent l'une des plus lucides expressions du génie occidental : pendant quatre siècles, elles ont déterminé la physionomie d'une civilisation chrétienne qui ne se départit pas pour autant des singularités nationales.

Entre toutes, Notre-Dame de Reims est justement célèbre : sanctuaire national lié à l'histoire de la France chrétienne, basilique du sacré, elle fut la première victime de la folie guerrière des hommes. Incarnant ainsi le martyre qui devait porter témoignage devant l'humanité, sa restauration après la première guerre mondiale allait être un exemple et un symbole dont la France et son service des monuments historiques pourraient être fiers.

Sous la direction de l'architecte en chef Henri Deneux, Rémois de naissance, la cathédrale allait connaître de ses ruines, mais le bilan était lourd : 8 000 mètres carrés de couverture calcinés, des voûtes partiellement effondrées, des façades criblées d'impacts et cent treize statues mutilées.

Cette restauration allait permettre la mise au point de techniques modernes et l'adoption de processus administratifs inédits. Pour refaire les charpentes, il eût fallu disposer de 1 250 stères de bois dans une région où les forêts avaient été anéanties par la violence des combats ; l'architecte conçut une charpente de béton constituée de petits éléments clavetés et aisément transportables, dont la conception intelligente et l'excellent état de conservation font l'admiration des techniciens.

Pour la première fois dans l'histoire fut inscrite dans la loi la notion de réparation au titre des dommages de guerre, considérée

comme dette de solidarité nationale, voire internationale (peut-être pourrait-on distinguer ici les prémices de la volonté de définir une liste des monuments relevant du patrimoine mondial ?).

Ce n'est qu'en 1938 que la cathédrale fut rendue au culte. Encore restait-il des zones maintes fois dans l'état de l'immédiat après-guerre, des consolidations provisoires et urgentes exécutées en 1918, dans l'attente de pouvoir faire mieux.

On pourrait penser que de tels soins permettraient de la considérer, aujourd'hui encore, comme sauvée pour les décennies à venir.

Hélas ! le visiteur qui vient ces jours-ci contempler l'un des monuments les plus prestigieux de France est frappé par l'érosion générale qui l'affecte : la maladie de la pierre détruit la grande statuaire si célèbre de Reims.

### Une statuaire monumentale unique au monde

La cathédrale abrite des œuvres exceptionnelles : la sculpture monumentale et ornementale ruisselle littéralement sur les gâbles, ceinture les tours et monte à l'assaut des fenêtres hautes, traduisant ainsi plus une tendance au décor gratuit qu'à l'architecture pure, telle qu'on peut la contempler dans les compositions rigoureuses, nobles et impeccablement proportionnées de Paris et d'Amiens.

Aussi l'intégrité de l'épiderme doit-elle être rigoureusement préservée. N'est-il pas surprenant et paradoxal que soient maintenus au intempéries extérieures des chefs-d'œuvre non moins précieux que ceux que l'on conserve, avec quelles précautions minutieuses, dans nos musées ?

Depuis plusieurs siècles, mais singulièrement depuis cinq années, l'épiderme des statues est attaqué. Il devient blanchâtre et farineux. Le relief s'émousse peu à peu jusqu'à ce que la figure ne soit plus qu'un bloc informe et pulvérisé. Presque aucune zone n'est épargnée.

Des tonnes d'anhydride sont déversées sur l'ensemble des monuments, et la quantité s'accroît chaque jour avec les foyers à mazout et l'échappement des véhicules. Il n'y a pas aujourd'hui de

doctrinal à cet égard n'est pas nouveau et il est virulent.

Plusieurs tendances se manifestent. Pour les uns, la valeur documentaire primant toute autre considération, l'abandon de toute intervention s'impose. Pour les autres, une telle position est inadmissible, le décor étant partie intégrante de la composition.

Aujourd'hui, les progrès de la technique ont fait évoluer les positions extrêmes. On peut désormais former quelque espoir dans le maintien sur place des sculptures dont la dégradation n'est pas

marquée d'usage qu'on ne saurait exiger d'un sculpteur auquel l'honnêteté intellectuelle interdit de mutiler volontairement son œuvre.

L'analyse de ces données conduit aujourd'hui le service des monuments historiques à proposer à Reims une ligne de conduite qui, sans être en rupture avec les méthodes choisies précédemment pour la restauration du transept nord qui vient de s'achever, leur apporte toutefois des nuances et des aménagements.

La décision du maintien ou de

mettre l'estampage sans dommage, ou préférer alors l'expérimentation du moulage en pierre reconstituée.

De ces considérations dépendent la nature des travaux qu'il faudra mener dans la cathédrale de Reims. Le transept nord, en cours de restauration depuis plus d'une décennie, sera d'ici quelques semaines débarrassé de ses échafaudages. Si on y a tenté récemment, à titre expérimental, trois essais de restauration ou substitution de sculptures originales par des répliques en matériaux de synthèse, ce sont néanmoins des restaurations de type traditionnel par refectif en pierre locale de Courville ou en pierre de Saint-Maximin qui ont été ici menées à bien, en particulier sur la face nord, sous la direction de l'architecte en chef Bernard Vitry.

Les trois portails de la face nord de ce transept resteront encore pendant quelques mois masqués derrière une palissade jusqu'à ce que soient menées à bien, avec des méthodes scientifiques testées en laboratoire, la consolidation et la présentation des sculptures précieuses, dont certaines possèdent encore leur polychrome ancien.

La tour nord se couvre d'échafaudages actuellement. Une importante opération va s'y dérouler pour substituer aux mesures d'urgence prévues à titre provisoire en 1918 des dispositions définitives. Ce n'est pas seulement une simple mesure de mise en valeur : c'est une véritable consolidation qui s'impose, la partie inférieure de la face occidentale étant actuellement sur étiage en raison d'éclatements inquiétants.

C'est une dépense de l'ordre de 30 millions de francs qu'il faudrait consacrer à cette seule tour nord.

La célèbre façade occidentale nécessite également des soins : les gâbles des portails nord et sud sont altérés. Ils exigeraient un traitement identique à celui qui fut appliqué au portail central, c'est-à-dire la dépose et le remplacement par une copie des deux décors sculptés qui en ornent le sommet. C'est à la fois une nécessité pour la simple conservation d'œuvres déjà fort altérées et une simple mesure de sécurité pour la voie publique : 2 millions de francs sont nécessaires pour cette opération.

Actuellement, on prépare des interventions importantes sur cette façade qui consistent en la remise en place de trois statues précédemment déposées, dont les copies en pierre sont confiées aux sculpteurs Lutz et Bourdet.

Au sud, par contre, seront déposées dès que possible quatre grandes figures dont l'état est alarmant et auxquelles seront substituées des copies.

Ces opérations, dont la précédente énumération n'est malheureusement pas complète, exigent à la fois des moyens financiers importants mais aussi un maître d'œuvre hautement spécialisé et des artistes qualifiés. Il faut également disposer de lieux appropriés pour abriter et présenter au public les incomparables œuvres déposées.

C'est donc une tâche considérable qu'il faut poursuivre dans des directions nombreuses et variées : elles relèvent autant de la gestion courante du budget consacré à la conservation des monuments appartenant à l'Etat que des préoccupations des spécialistes qualifiés. Elles doivent aussi tenir compte du caractère pédagogique de tels travaux pour le public.

La France, propriétaire d'édifices aussi prestigieux que la cathédrale de Reims, témoignage du génie du temps passé, détient une très lourde responsabilité : elle est comptable de la conservation rigoureuse et pertinente de cet élément irremplaçable et unique du patrimoine mondial.

\* Architecte en chef des monuments historiques.



Cathédrale de Reims, détail d'un tympan, transept nord.

pierre dans laquelle on ne trouve des traces de sulfate.

Ces phénomènes touchent de façon inégale les pierres de provenances diverses et les sculptures qui en sont faites. Nature de la pierre, morphologie de l'œuvre, conditions de sa mise en œuvre dans le monument, exposition, autant de facteurs qui conditionnent son état.

Des analyses systématiques de chacun de ces cas d'espèce permettent de poser le problème du devenir de ces œuvres : le débat

trop avancé, mais le problème reste complexe, car, faite encore d'une expérience insuffisamment prolongée, on ne connaît pas bien l'avenir de certains traitements.

Les matériaux de substitution ont fait d'énormes progrès : des estampages exécutés en résines silicones souples, des moulages réalisés en pierre reconstituée (résines chargées de poudre de pierre), permettent des réalisations très proches de la réalité.

Autre avantage, elles intègrent les stigmates de l'histoire et les

la dépose est fonction de la qualité de l'œuvre, de sa situation dans l'édifice, de son état de conservation, de sa tolérance au traitement et de la possibilité d'intervenir à nouveau sans gros investissement en échafaudage.

### Maintien des œuvres ou installation de répliques

On aura ainsi tendance à maintenir en place les sculptures dont la beauté et la valeur documentaire admettent difficilement l'idée d'une copie, mais à la condition expresse qu'elles ne soient pas en danger de disparition et que leur état puisse être contrôlé.

En revanche, on profitera des échafaudages mis en place pour déposer de façon systématique les éléments de sculpture situés à grande hauteur, même (et surtout) si leur état est encore acceptable et facilite donc la qualité des répliques. C'est, en effet, un devoir de sauvegarder des œuvres encore lisibles et non de déposer des moignons informes.

Quand on sait que le coût des échafaudages rend improbable une nouvelle intervention à grande hauteur avant plusieurs années, on ne tente pas une consolidation de durée aléatoire, et on remplace l'original par une copie.

Enfin, lorsque des éléments qui ont un rôle porteur (c'est le cas des statues des prophètes à la base des pignons du transept) sont altérés, ils doivent être entièrement remplacés, leur dégradation pouvant compromettre la stabilité de l'édifice.

Dans ces différents cas de figure, on optera pour la copie en pierre chaque fois que l'homogénéité de la structure d'ensemble l'exigera et seulement lorsque la lisibilité de l'original et la qualité des documents permettront d'en effectuer une réplique fidèle.

Cette méthode permet, en outre, la survie du métier de sculpteur spécialiste de ce domaine, métier qui est en voie de disparition.

Si l'intervention d'un élément neuf dans un ensemble dégradé risque d'être choquant ou si les originaux sont encore dans un état suffisamment bon pour en per-

## SORTIR DE L'ÂGE DE PIERRE

(Suite de la page III.)

Mais on est bien parti d'un aveu global, d'une situation qui, en un mot, faisait honte : la carence d'une France enrouée...

Pourquoi la même France n'aurait-elle pas dans le même jeu à propos de son prestigieux patrimoine dont l'intérêt que lui porte le public est lui-même déjà manifeste (3) ? Pourquoi l'Etat n'initierait-il pas une pareille dynamique avec ses professionnels, qui justifient cette confiance ? Certes, le patrimoine architectural se situe au croisement de deux pratiques incertaines : celle qui ressort du concept de plus en plus flou de patrimoine lui-même, et dont le gonflement à l'infini peut signifier la dissolution et la perte, et celle de l'architecture, dont on peut craindre qu'elle ne soit une activité aujourd'hui presque à la dérive. Mais ce serait justement une chose singulièrement importante que de remettre ces questions au point, à partir du lieu privilégié où ils se croisent...

Et puis, derrière les monuments historiques, il y a, à la mesure de l'importance que la question prendrait dans la nation, une politique d'emploi sous-jacente, de qualification, de métiers pour la plupart humainement gratifiants, une po-

litique d'entreprises dont les importations sont nulles, la proportion des services dominante, et à travers lesquelles les retours dans les caisses de l'Etat sont presque égaux à ses investissements (ainsi que l'a montré le Conseil de l'Europe).

Enfin, c'est un domaine dont la perception visuelle est décisive, un domaine en un pour des médias qui, au lieu, manifestement, de l'ignorer, pourraient en faire un lieu privilégié de leur imaginaire...

### Une visite au pavillon des éclopés

Le ministre de la culture vient d'être bien inspiré dans sa résolution d'ouvrir plus largement les portes des monuments historiques au public et de mieux l'y recevoir.

Mais il ne faudrait pas que le public tire de son nouveau bien-être la conclusion hâtive que le patrimoine architectural français est en bon état. A la faveur de ces rencontres, il serait souhaitable, justement, de dire au public : « Voilà ce monument, ce qu'il est, ce qu'il représente, les soucis qu'il nous a donnés et que nous avons

surmontés. Vous en trouverez d'autres que le service des monuments historiques a bien restaurés (vous pouvez même en discuter...). Une centaine d'autres sortent ainsi chaque année de ses mains sur 12 000 classés, dont 8 000 qui ont besoin d'entretien continu et, à plus ou moins longue échéance, d'intervention de restaurateurs. Maintenant que vous avez eu chaud au cœur, nous allons vous montrer l'envers du décor, pour que votre volonté nous permette de surmonter l'impuissance. Nous allons vous faire réellement « participer ». Nous allons vous montrer un petit parcours touristique : celui des éclopés. Rappelez-vous le tauriste de Jaffa... Vous êtes le « public » : vous allez tuer les « écrouelles » du patrimoine... Et vous ferez ce qu'il faut pour que votre patrimoine soit sauvé. De vous, de nous, il va naître un grand mouvement, un sursaut national, une dramatisation, un acte politique, mais avec un grand « P »... Ce n'est pas inconcevable si, au-delà des routines et des défiances, s'allie l'imagination à l'esprit de vérité. Oui, c'est possible ! Car dans un pays au moins, dans le monde, il a déjà été relevé le défi, et ce pays portait de beaucoup plus bas que nous ».

Ce pays, tout le monde le connaît. J'en reviens d'un septième voyage en quinze ans. Ce n'est pas l'Utopie, c'est la Pologne. En dépit d'une crise économique sans précédent et de la crise politique que l'on sait, la Pologne, dont les techniques du patrimoine ont été, après la résurrection de celui de son pays, une de ses meilleures exportations, oui, la Pologne continue l'entreprise qui préserve son âme : elle continue à réparer, à reconstruire le patrimoine national. Une souscription publique vient de permettre d'achever les intérieurs et l'aménagement du château de Varsovie... Alors, et la France ?

MICHEL PARENT.

(1) Ceux de la doctrine philosophique de la restauration, ceux des pratiques administratives et du niveau des décisions. On les remettra à une autre circonstance.

(2) Dans le positif, la solidarité internationale tient une part insuffisante, mais réelle. C'est la gloire de l'UNESCO d'y avoir puissamment contribué. Le concours technique de l'ICOMOS lui est acquis. Il serait catastrophe que la crise actuelle contribuât à mettre cette action en cause.

(3) En même temps le « monument » a mauvaise presse chez le happy-few. Mais cette « mode » est déjà démodée.

## STRASBOURG

**Cathédrale de Strasbourg : l'un des plus importants chantiers jarn.**  
Un monument trouvera prochainement sa conclusion. Un ministre prendra acte. Mais les travaux ne s'arrêtent pas. L'ampleur de l'édifice et la qualité des matériaux sont des défis pour les bâtisseurs néo-gothiques.

pour constater que les faces de la tour bas-côtée, les rétables terminés. Le seront jamais même, à qui il m'a la tour sud et sa symphonie héroïque. Depuis le 24 à laquelle, après demi de travaux, même ouverte au public, les échafaudages par l'entree dit fois le long de :

La permanence s'explique par l'architecture, l'usage nait et les ailes d'1654, un violent orfèvre, que l'on de reconstruire sur 21 ans de travaux. incendie calcine le et de la croisée e refaire. Lors de cent soixante-huit manœuvres, et l'on la flèche, « pyram la superposition », quelques sans-culottes sauvent en la cofa tesque bonnet phryg

### Le bourdon

En 1870, l'artillerie prend la cathédrale encore des années. En 1907, les Allemands l'Alsace, et la tour nord et sa sent. Huit vœux e glissés sous la cathédrale les 6 000 u sif nord, tandis que les fondations. Du tier : douze ans. En teresses volantes bombardent Stras torilles percent la fient les vitraux et l'édifice. Encore de payées, cette fois, mages de guerre.

Enfin, depuis une d'années, voici les : machinisme : le ban vibrations des moutailliers de pierre n que dans les suppers gaz soufflés qui r pluies acides. La d'Alsace, qui se sou n'y résiste pas.

Il faut donc in refaire ce que les b nature défont. A l'in cathédrale, les organ placées ou modernisé depuis le treizième s loge astronomique : mates émerveillent : touristes, mais il y a qu'il n'y a plus une gine. Les vitraux ga des centaines de mtr cent quinze verrier l'édifice ont subi de considérables rest notamment au siècle vieillissement oblige menter. Sur les neuf sont les voix de la cati le gros bourdon dan zième siècle. Les dem coulées et hissées en l'

Mais c'est à l'ex l'intervention des p est le plus indispensa spectaculaire. Sans e drale ne serait plus t temps qu'une splen 90 % des statues, des

depuis circuler de tout a été refait à l'ère solidement et lavé de pourment, le jour de économie, il suffira de pour le monument



## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

# STRASBOURG TOUJOURS RECOMMENCÉE

par Yves Boiret

par Marc Ambroise-Rendu

**Cathédrale de Strasbourg : l'un des plus longs et des plus importants chantiers jamais entrepris sur un monument trouvera prochainement une première conclusion. Un ministre viendra en prendre acte. Mais les travaux ne s'arrêteront pas pour autant. L'ampleur de l'édifice et la fragilité des matériaux dont se sont servis les bâtisseurs nécessitent une vigilance incessante.**

EN novembre prochain, foi de ministre de la culture, la cathédrale de Strasbourg sera enfin libérée du carcan métallique qui l'enserme et la cache depuis près de trente ans. Echeffardages, monte-charge, barreaux de chantier, palissades, auront disparu. Le nez en l'air, M. Jack Lang et, derrière lui, des milliers de Strasbourgeois pourront contempler le stupéfiant décor minéral de la façade. Il ne manquera pas un personnage, pas une colonnette, pas une feuille de pierre à ce défilé rayonnant, flamboyant, démesuré, que le gothique allemand a plaqué sur une nef française aux lignes pures.

Nouvel exploit digne des bâtisseurs d'antan, nouveau miracle dans le style médiéval. Car il faut avoir escaladé la falaise de grès haute de 70 mètres pour comprendre ce que, ici, restaurer veut dire. La façade de la cathédrale de Strasbourg est constituée d'un mur cyclopéen, percé de trois porches, d'une rosace et de quelques autres ouvertures. Le trouvant peut-être trop austère, les architectes germaniques l'ont criblé de niches, strié de minces colonnes soutenant des clochets, barré de galeries à balustrades ajourées. Bref, une résille de pierre placée en avant de la muraille et accrochée à elle par une multitude de crampons et de tirants en fer.

Le tout est évidemment farci de personnages. Le tympan du portail central qui représente la Passion en compte à lui seul quatre-vingts. De part et d'autre, au-dessus, partout, des statues s'accrochent, défiant les lois de l'équilibre : héros chrétiens, figures symboliques, souverains, signes du zodiaque, travaux saisonniers, scènes pieuses, lectures, anecdotes, gargouilles et chimères. On a même réussi à loger ici et là un escadron de vingt statues équestres plus grandes que nature.

Au-dessus de la façade et doublant celle-ci en hauteur s'élance encore la tour nord et ses quatre escaliers en colimaçon complètement ajourés. Puis, encore plus haut, la flèche, vertigineuse dentelle de pierre.

Avec ce gratte-ciel atteignant 142 mètres, Strasbourg fut assurément pendant cinq siècles de posséder le plus grand édifice du Saint-Empire germanique. Ainsi l'avaient voulu non pas le clergé mais les bourgeois de la ville pour affirmer la puissance de leur libre cité. La cathédrale fut, en quelque sorte, le précurseur au quinzième siècle de l'Empire State Building new-yorkais.

### Un pic sous la pluie

Grandeur et servitude de la mégaménade, on imagine la fragilité de ce pic de grès rose et surtout du décor de la façade fouetté par la pluie, mordu par le gel, secoué par les tempêtes. Par bribes et par morceaux, il dégringolait sur le parvis. Mais — encore un miracle ! — les chutes, assurément, ne se produisaient que la nuit.

On pourra désormais circuler sans casque. Tout a été refait à neuf, croché solidement et lavé à grande eau. Pourtant, le jour même de la cérémonie, il suffira de tourner autour du monument

pour constater que, sur l'une des faces de la tour sud et certains bas-côtés, les réparations ne sont pas terminées. En vérité, elles ne le seront jamais. L'église elle-même, à qui il manque le haut de la tour sud et sa flèche, est une symphonie héroïque mais inachevée. Depuis le 24 juin 1439, date à laquelle, après deux siècles et demi de travaux, elle fut tout de même ouverte aux fidèles dans sa totalité, les échafaudages nécessaires par l'entretien sont montés dix fois le long de ses murs.

La permanence du chantier s'explique par l'audace de l'architecture, l'usure naturelle du matériau et les aléas de l'histoire. En 1654, un violent orage foudroie la flèche, que l'on doit démonter et reconstruire sur 20 mètres ; trois ans de travaux. En 1759, un incendie calcine le toit du chœur et de la croisée du transept ; à refaire. Lors de la Révolution, cent soixante-huit statues sont martelées, et l'on parle d'abattre la flèche, « pyramide élevée par la superstition ». Finalement, quelques statues-colonne alpines sont sauvées en la couvrant d'un gigantesque bonnet phrygien rouge vif.

### Le bourdon du XV

En 1870, l'artillerie prussienne prend la cathédrale pour cible : encore des années de réparation. En 1907, les Allemands, qui ont annexé l'Alsace, découvrent que la tour nord et sa flèche s'affaissent. Huit véritables colosses sont glissés sous la cathédrale et soutiennent les 8 000 tonnes du massif nord, tandis que l'on bétonne les fondations. Durée du chantier : douze ans. En 1944, les forteresses volantes américaines bombardent Strasbourg. Deux torpilles percent la toiture, soufflent les vitraux et reconstruisent tout l'édifice. Encore des réparations payées, cette fois, par les dommages de guerre.

Enfin, depuis une quarantaine d'années, voici les agressions du machinisme : le bang des jets, les vibrations des moteurs que les tailleurs de pierre rescaient jusqu'à dans les superstructures, les gaz soufre qui retombent en pluies acides. Le grès rose d'Alsace, qui se sculpte si bien, n'y résiste pas.

Il faut donc inlassablement refaire ce que les hommes et la nature défont. A l'intérieur de la cathédrale, les orgues ont été remplacées ou modernisées douze fois depuis le treizième siècle. L'horloge astronomique et ses automates émervillent toujours les touristes, mais il y a belle lurette qu'il n'y a plus une pièce d'origine. Les vitraux garnissent sur des centaines de mètres carrés les cent quinze verrières éclairant l'édifice ont subi de multiples et considérables restaurations, notamment au siècle dernier. Le vieillissement obligera à recommencer. Sur les neuf cloches qui sont les voix de la cathédrale, seul le gros bourdon date du quinzième siècle. Les dernières ont été coulées et hissées en 1978.

Mais c'est à l'extérieur que l'intervention des professionnels est le plus indispensable et le plus spectaculaire. Sans eux la cathédrale ne serait plus depuis longtemps qu'une splendide ruine. 90 % des statues, des ornements,



des colonnades et des escaliers à l'air libre ont été peints à petit remplissage. Et parfois à plusieurs reprises.

Ces travaux sont exécutés aujourd'hui par deux équipes distinctes mais contrôlées d'une et d'autre par un architecte en chef des Monuments historiques, M. Pierre Prunet. La première, forte d'une quarantaine de tailleurs de pierre, sculpteurs, menuisiers et maçons, est celle de l'Œuvre Notre-Dame. C'est une institution municipale unique en France, dont l'origine remonte au treizième siècle. Ses compagnons, recrutés sur place et souvent de père en fils, bénéficient du savoir-faire et des archives de leurs ancêtres. La cathédrale de Strasbourg est l'un des rares monuments religieux dont on a conservé tous les plans d'origine, sur parchemin et en trois exemplaires. Depuis le

siècle dernier, l'édifice a été, en outre, photographié sous toutes les coutures : six mille plaques et clichés servent de référence. Par coquetterie et à titre de démonstration, certains artisans de l'Œuvre Notre-Dame travaillent encore comme autrefois, à la main, et à proximité de la cathédrale. Mais le premier test qu'un leur fail passer à l'embauche, c'est de monter jusqu'au sommet de la flèche. S'ils ont le vertige, inutile d'insister.

### Au-dessus du vide

L'autre équipe, composée d'une trentaine d'ouvriers, est celle d'une firme privée — récemment rachetée par Camponen-Bernard — travaillant pour le compte des Monuments historiques depuis près d'un tiers de siècle. La res-

tauration ne s'improvise pas. Le doyen de ces compagnons et leur directeur de travaux est Jean Brissé, cinquante-neuf ans, deux fois grand-père, mais l'œil toujours bleu et la moustache à la Clark Gable. Il y a trente-trois ans qu'il joue les funambules le long des parois de la cathédrale. Sans un seul accident grave pour lui et ses hommes.

« Jusqu'en 1964, il fallait escalader six cent soixante-dix marches avant de commencer son boulot dans la flèche », raconte-t-il. Grâce à cela, j'ai conservé un cœur de coureur de fond. Puis sont venus les ascenseurs. Celui qui a permis d'accéder au sommet montait littéralement dans le vide. On n'atteignait le chantier qu'après avoir franchi une passerelle horizontale de 11 mètres de long. Je n'osais plus refaire cela aujourd'hui. »

Son plus mauvais souvenir ? Le changement de blocs sculptés de 1 500 kilos fichés dans la muraille à 70 mètres d'altitude. Il y en avait huit à casser au burin puis à remplacer. La pose de chacun prenait huit jours. Ses hommes ? Des compagnons du tour de France, des mordus, mais aussi des maçons tures ou portugais. Durant les années 60, alors que l'on manquait de bons tailleurs de pierre, Jean Brissé allait les débancher sur le chantier de la cathédrale de Lisbonne. Pour ses bons et loyaux services, on lui a conféré trois médailles dont il est plus fier que s'il avait la Légion d'honneur : celle du chapitre de la cathédrale, celle de l'Académie d'architecture et celle des Monuments historiques.

Ses compagnons, comme ceux de l'Œuvre Notre-Dame, considèrent avec un certain scepticisme la fin de la campagne de restauration annoncée pour novembre prochain. Certes, depuis 1973, elle a coûté 100 millions de francs à l'Etat et une trentaine de millions à la ville de Strasbourg. Mais eux savent que leur travail ne sera jamais terminé. « Il vaut d'ailleurs mieux que la restauration se fasse en continu, sans à-coup, avec des programmes de dix ans », dit Gilbert Oberlé, l'un des responsables des travaux de l'Œuvre Notre-Dame.

Au reste, l'édifice est à présent sous surveillance constante. Un homme d'entretien patrouille en permanence dans les trois étages de couloirs et de galeries extérieures qui ceinturent le bâtiment. Il faut déceler tout ce qui menace de tomber, le fixer aussitôt, nettoyer les nids de pigeons dont la fiente est nocive. Et puis on redoute des affaissements de fondations, qui se traduisent par des fissures dans les voûtes. Le monument est constellé de minuscules témoins en métal que des spécialistes viennent contrôler chaque mois avec des appareils ultrasensibles. Pour l'instant, rien de grave, mais demain... Une cathédrale est éternellement un chef-d'œuvre en péril.

## LA PATRIE DU PATRIMOINE

par Jean-Pierre Weiss \*

LES monuments historiques existent en France depuis toujours, et il faut espérer que l'on en construira chaque année de nouveaux sans encore le savoir. Aujourd'hui les monuments historiques, ce sont d'abord des chefs-d'œuvre architecturaux du Moyen-Age, de la Renaissance et de l'époque classique — civils ou religieux ; mais, depuis quelques années, ce sont de grandes réalisations du dix-neuvième et du vingtième siècles.

Dans les deux mille trois cents mesures de protection prononcées depuis que Jack Lang est ministre de la culture, une place nouvelle a été faite aux symboles de la vie quotidienne d'un pays récent : boutiques, garages, premières cinémas, et des bâtiments largement ignorés jusqu'ici, synagogues, constructions balnéaires...

L'Etat engage largement son budget pour contribuer au financement des travaux d'entretien et de restauration des monuments historiques : plus de 1,2 milliard de francs sur les seules lignes budgétaires du ministère de la culture, et de ses établissements publics en 1985, dont une part importante sur le budget de la direction du patrimoine, chargée de la connaissance, de la protection, de la sauvegarde et de la mise en valeur des monuments historiques.

En cinq ans, les crédits ainsi consacrés aux monuments historiques ont augmenté de 35 % en francs constants par rapport à ce qu'ils étaient au cours des cinq années précédentes. Encore ces chiffres, quelque peu arides, dessinent-ils une frontière un peu artificielle entre la conservation, le patrimoine et la création. Un monument n'est sauvé que s'il est occupé, et la culture a heureusement largement investi dans les monuments historiques ces dernières années.

L'installation dans l'abbaye de Montmajour, près d'Arles, d'un magnifique fonds d'art contemporain, ou la tenue de remarquables festivals de théâtre et de musique au château de Commarin, en Bourgogne grâce aux aides du ministère de la culture, sont deux exemples récents de nombre de rencontres heureuses.

Est-ce à dire que les actions publiques et privées pour la mise en valeur des monuments historiques ne peuvent connaître de progrès et que tout y est idéal ?

Certainement pas. Notre pays a été à l'avant-garde de la réflexion et de l'action en ce domaine au dix-neuvième siècle. Pour s'en apercevoir, il suffit de visiter la trop secrète Bibliothèque des monuments historiques, qui sera pour la première fois de son

existence ouverte à tous les publics fin 1986, dans le cadre rénové de l'hôtel de Croissilles dans le Marais. Il a depuis — faute de moyens, faute peut-être d'avoir su afficher une grande ambition — parfois perdu de vue ses préoccupations.

La décentralisation mise en œuvre par le gouvernement, qui fait des élus des partenaires responsables, comme l'exigence accrue du public qui veut connaître ses monuments et s'impliquer justement d'années d'échafaudages muets, ainsi que les agressions de la pollution, sont les défis d'aujourd'hui que les spécialistes des monuments historiques au ministère de la culture, mais aussi tous leurs partenaires, entreprises spécialisées et artisans, laboratoires de recherche, historiens, archéologues, ont décidé de relever.

De nouvelles méthodes de travail sont aujourd'hui introduites, qui permettent de mieux connaître les monuments pour les soigner plus vite : études plus poussées, pour des travaux plus rapides et plus précis. Des penneaux de chantier apparaissent enfin pour indiquer le contenu des travaux et même — risque calculé — les dates de fin de chantier. Les architectes en chef des monuments historiques, plus nombreux, sont plus disponibles.

Des dispositions fiscales originales, comme celle adoptée par un tout récent conseil des ministres, sur proposition de Jack Lang, ouvrant la possibilité aux propriétaires privés de monuments historiques de s'acquitter des droits de succession par dation en paiement des objets de grande valeur, permettront de ne pas disperser ces collections et de les maintenir dans les monuments, tout en allégeant la charge que représentent ceux-ci pour ces propriétaires.

Tous ces progrès convergent vers un objectif unique : permettre aux Français et aux étrangers, nombreux à vouloir découvrir notre pays, d'en explorer le passé pour en tirer le plaisir de la connaissance, de la beauté et des leçons utiles à la compréhension du présent et à la construction de l'avenir.

Une découverte dont le point d'orgue annuel se situe désormais le troisième dimanche de septembre : le 22 septembre prochain, des milliers de monuments historiques s'ouvriront dans des conditions exceptionnelles — gratuits ou tarifs réduits, manifestations originales — à un public qui a montré, en 1984, son enthousiasme envers cette expérience unique en Europe.

\* Directeur du patrimoine au ministère de la culture.

NIE

net-

tion  
ré-  
ché,  
des  
ave-  
73,  
Je  
ret-  
tar-  
son,  
dé-  
vec-  
de  
s'un  
ai  
dé-  
sion

que  
le  
tion  
la  
sité  
l'ai  
uté  
de  
im-  
les  
car-  
rie-  
ple-  
ans  
sion

un  
le-  
rait  
sur  
anti-  
mi,  
en  
su-  
fra-

des  
ni-  
val  
de

liier

conten-  
a'était  
tu que  
ollicit-  
né le  
n'ainsi  
ion ne  
nément

double  
nus du  
éraction  
attants  
usaisie  
a con-  
vent ait  
acquis  
n 1928  
cain et

ait du  
ciel du  
camp-  
sup-  
4, qui  
a pour  
apagne  
s droits  
partici-  
et aux  
l'insic-  
tient à  
ble que

latines,  
13-79.

73.33

73.33

73.33



## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

# LES DOUZE ROMANES DE COLOGNE

par Dominique Walter

**De 1942 à 1945, soumise à l'implacable pilonnage aérien des Alliés, Cologne voit disparaître les unes après les autres presque toutes ses églises romanes. Quarante ans après, douze de ces prestigieux édifices sont à nouveau debout. Un tour de force.**

**P**OUR celui qui n'a jamais éprouvé la sensation d'être hanté par le fantôme d'une ville où il arrive pour la première fois, une visite à Cologne peut être l'occasion d'une expérience peu commune. Cologne, une cité à propos de laquelle Heinrich Böll — un de ses fils les plus célèbres — a déclaré : « Cologne existe, sans doute, mais c'est un rêve. » Les fantômes sont tenaces et certains ne résistent pas à la tentation de se réincarner.

Ainsi, derrière la devise *Colonia romana*, c'est le lointain passé de la cité rhénane deux fois millénaire qui resurgit en cette année 1985, proclamée année des églises romanes. En effet, quarante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, les douze principaux témoins d'un passé religieux et architectural prestigieux sont de nouveaux accessibles aux fidèles et aux amateurs d'art roman. Douze églises réparties en couronne à l'intérieur d'un demi-cercle (6 kilomètres) dont le diamètre est (3 kilomètres) marque le cours du Rhin : la vieille ville — le centre de l'agglomération actuelle, — qui autrefois se trouvait à l'intérieur des fortifications médiévales détruites au dix-neuvième siècle.

Pendant des siècles, ces églises qui illustrent tous les styles d'art roman (y compris l'abside en feuille de trèfle) donnaient à la ville de Cologne son cachet particulier. La plus ancienne date de 980 (Sankt-Pantaleon) et la plus récente de 1247 (Sankt-Kunibert). Elles se traversaient pas les siècles sans subir des transformations au gré des modes du moment, mais surtout elles croulèrent sous les bombes entre 1942 et 1945, alors que la vieille ville était détruite à 90 %. Tragédie d'autant plus ironique que Cologne fut la première ville d'Allemagne où fut créé, en 1912, un « Stadt-konservator », un service municipal chargé de veiller à la préservation et à l'entretien des monuments et autres édifices de valeur, immeubles d'habitation inclus.

Dès le lendemain de la guerre s'ouvrit une discussion sur l'avenir des édifices religieux en général et des églises romanes en particulier. Très vite on renonça à la première idée avancée pendant l'hiver 1946-1947, proposant que les ruines soient conservées en l'état pour mettre en garde les générations futures. Dès 1947-1948, les décombres n'ont plus été déblayés, les parties les moins touchées purent servir d'églises « provisoires ».

### Cinq mille Coloniais sur les listes

Comme le souligne Hiltrud Kier, conservatrice municipale, il ne s'agit plus de savoir si on allait reconstruire les églises détruites mais plutôt comment on allait s'y prendre. Ce qui était en jeu, c'était la survie de l'identité spirituelle d'une ville, car, sans les églises romanes, Cologne aurait perdu son âme. On entreprit donc de reconstruire petit à petit ce patrimoine datant du haut Moyen Âge.

Pour financer les travaux, jusqu'en 1982, l'Eglise, le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, le gouvernement fédéral et la municipalité investirent plus de

250 millions de DM. La nécessité d'accélérer les travaux se fit alors plus pressante : le temps passant, on craignait de voir disparaître les dernières personnes qui avaient connu les églises romanes dans leur splendeur passée. Aussi fut-il décidé, en décembre 1981, de fonder l'Association de soutien aux églises romanes. En trois ans, quelques cinq mille Coloniais y adhérèrent. Les dons recueillis auprès de la population et des entreprises dépassèrent les 2 millions de DM en octobre 1984. A ce jour, 1,3 million de DM ont été répartis entre les différentes églises. De plus, 132 000 DM ont été consacrés à l'organisation de campagnes publicitaires et à l'installation dans chaque église de panneaux d'affichage illustrant l'histoire de chaque édifice et la progression des travaux depuis la fin de la guerre.

Outre le financement, la deuxième grande question qui se posa fut de savoir comment on allait reconstruire ces églises romanes. Allait-on reproduire fidèlement ce qui avait été détruit ou endommagé ou bien allait-on « profiter » de la destruction pour revenir à une plus grande authenticité. Au cours des siècles, en effet, notamment avec l'avènement du gothique et surtout au dix-neuvième siècle, dans le sillage de la révolution française, les églises romanes avaient connu des transformations jugées souvent contestables. Finalement, un certain pragmatisme l'emporta : il ne pouvait être question de faire revivre le Moyen Âge, puisque les plans d'origine faisaient défaut. A l'aide des plans existants, les architectes, en concertation avec les ingénieurs, maîtres d'œuvre, historiens d'art et experts en restauration des monuments historiques, feraient un choix en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque édifice. Le but visé était un mélange harmonieux entre l'esprit scientifique et l'inspiration de l'artiste : une

approche « créatrice » de la rénovation du patrimoine historique, comme on dit en Allemagne.

Sur le plan pratique, les problèmes à résoudre étaient multiples. Il fallait d'abord consolider les structures existantes (un problème qui se serait posé tôt ou tard) et en ériger de nouvelles en exploitant les techniques modernes de construction. A ce

stade, il fallut décider de restaurer ou de supprimer des détails tels que des croisées d'ogives ajoutées au cours des siècles. Les experts s'attachèrent donc au gros œuvre, et la plupart des douze églises ainsi reconstruites ont retrouvé à quelques détails près leur aspect d'avant la guerre.

### Vieilles pierres voyageuses

Dans la mesure du possible, on a réutilisé les mêmes matériaux : ainsi le tuf vicié de l'Eifel (sud-ouest de Cologne). Le trachyte, qui autrefois provenait du Drachenfels (région de Bonn) — entre-temps classé monument historique, — est extrait aujourd'hui dans le Westerwald (ouest de Cologne). Enfin, le grès rouge ou blanc provient de Miltenberg-am-Main (région de Francfort). At-on eu recours à des matériaux modernes tels que le béton ou l'acier ? Oui, mais avec parcimonie et uniquement, affirme Oskar Schwab, l'un des ingénieurs chargés de la reconstruction, lorsque cela s'imposait, pour les travaux de consolidation et de stabilisation des fondations, des tours et des coupoles (ex. : Sankt-Maria-am-Kapitol, Sankt-Kunibert, Gross-Sankt-Martin, Sankt-Gereon), mais toujours de façon invisible afin de respecter la « substance historique ». Est-il vrai que des morceaux provenant d'une église ont été utilisés dans une autre ? Pas exactement. Voici ce qui s'est passé : après le tri des décombres pour récupérer ce qui pouvait encore servir (sculptures, fragments de colonnes, etc.), on s'est retrouvé avec des pièces qui n'avaient plus d'usage puisque leur église d'origine avait été

détruite et ne devait pas être reconstruite. Alors, mais alors seulement, et pas dans la reconstruction proprement dite, des pièces (en général des ornements ou des objets du culte) ont été transférées. C'est ainsi qu'on trouve dans l'église romane Sankt-Gereon un autel baroque provenant de l'église Sankt-Kolumba, aujourd'hui en ruine.

En 1985, les douze églises romanes sont achevées, à l'exception de l'abside gothique (qui a été maintenue) de Sankt-Andreas. Mais les paroisses sont nées à l'extérieur comme à l'intérieur, contrairement à la tradition qui voulait que les églises romanes soient créées et peintes à l'extérieur et ornées de fresques à l'intérieur (le seul exemple de fresques originales restaurées se trouve dans l'église Sankt-Maria-am-Lyskirchen du treizième siècle). Le problème de l'aspect et de la décoration intérieurs est probablement celui qui a suscité le plus de controverses. Ainsi, tout le monde n'approuve pas les couleurs vives qui revêtent la superbe coupole de Sankt-Gereon (un bel ocre rouge soutenu) ou la voûte du chœur de Sankt-Aposteln (un splendide bleu méditerranéen). Les toits et les plafonds n'ont pas fait non plus l'unanimité : le plafond en bois plat de Sankt-Maria-am-Kapitol et le plafond en caissons de Sankt-Pantaleon (où l'on a pourtant rétabli le jubé gothique) ont remplacé les anciennes croisées d'ogives. Dans la plupart des églises, les vitraux brillent par leur absence, et il faudra encore des décennies, estiment les experts, pour parfaire l'aménagement intérieur. Signaux qu'une seule église romane, bien que

remise en état, n'a pas été rendue à ses fonctions premières : Sankt-Caecilien. L'hôpital dont elle dépendait n'ayant pas été reconstruit après la guerre, elle abrite aujourd'hui le musée des arts sacrés de Cologne. La meilleure illustration des contradictions auxquelles se sont heurtés les responsables des travaux et de la solution finalement adoptée est le cas de l'église romane la plus célèbre de Cologne, Gross-Sankt-Martin, dont la silhouette sur les bords est indissociable de l'image de Cologne : au sommet de la haute tour carrée flanquée de quatre clochetons, on a bien sûr reconstruit la longue flèche gothique qui, bien que déplacée d'un point de vue puriste, est indispensable par fidélité au passé. Ainsi, le plus souvent, c'est l'idée que les Coloniais se font de leur ville qui n'a permis de trancher.

On constate donc que, dans la reconstruction et la restauration de ses églises romanes, Cologne n'en a pas fait une démarche assez originale, contestable pour les puristes mais cohérente d'un point de vue spirituel et humain. Le reproche de manque d'unité s'explique peut-être par le besoin ressenti, tout en ressuscitant le passé, de permettre au présent de laisser son empreinte au stade crucial où se fait la jonction entre l'époque moderne et les temps les plus reculés de l'histoire de la cité rhénane, seule façon d'atteindre vraiment l'unité. Et si l'on songe que les églises de Cologne sont à peu près toutes construites sur d'anciens sites romains, la continuité historique apparaît évidente. En outre, il ne faut pas oublier, comme le rappelle Hiltrud Kier, qu'avant la guerre la vieille ville de Cologne ne comptait pas moins de trente-trois églises (de tous styles), dont quatre furent entièrement détruites. La décision de restaurer les églises romanes n'est pas le fait du hasard et tient autant à leur valeur architecturale qu'à leur importance historique et spirituelle.

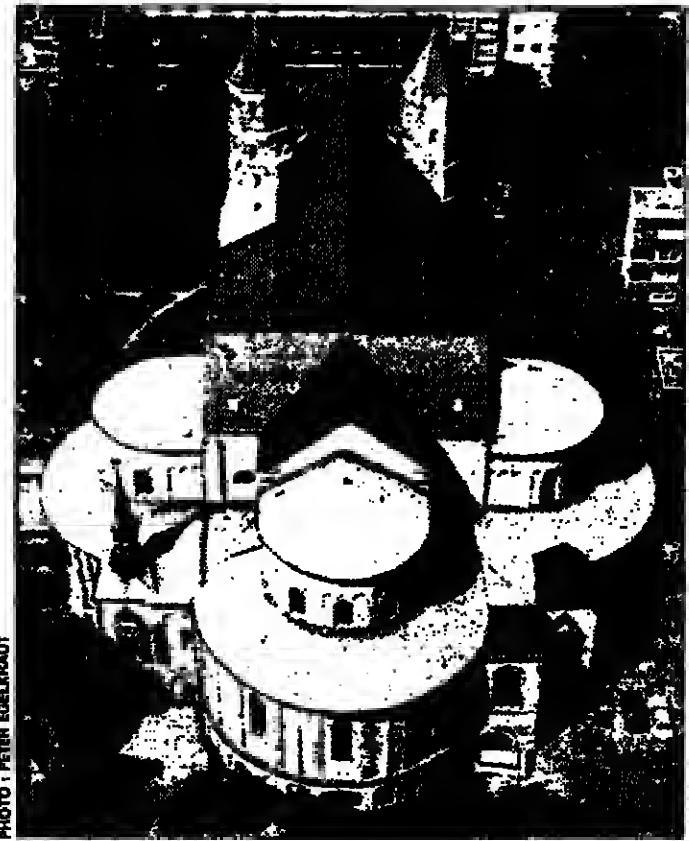
Le public ne s'y est pas trompé qui ne cesse d'affluer à Cologne, en provenance de nombreux pays d'Europe, mais aussi des Etats-Unis et du Japon. Les organisateurs de l'année des églises romanes ne reviennent pas d'un succès auquel ils ne s'attendaient pas. Pourtant, on avait inauguré les célébrations en grande pompe, avec, le 24 décembre 1984, une messe célébrée par le cardinal

Höfner en l'église Sankt-Maria-am-Kapitol ouverte aux fidèles. Depuis le début de l'année, les manifestations les plus diverses se succèdent : expositions sur l'histoire des églises romanes, l'art roman, l'art sacré, conférences, visites guidées, et, surtout, puisque 1985 est également l'année européenne de la musique, un grand nombre de concerts sont prévus dans toutes les églises. Musique classique et moderne (notamment Bach, Haendel, Scarlatti, Heinrich Schütz, dont on célèbre le 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance, et Alban Berg), mais aussi de la musique contemporaine (tradition musicale colonaise oblige). Ces manifestations dureront jusqu'à la fin de l'année et culmineront, en ce qui concerne l'hommage aux églises romanes, le 18 août avec la grande procession des chasses : quatre grands cortèges en provenance de treize églises et de la cathédrale convergeront sur la place du Neumarkt, et la cérémonie prendra fin par un service religieux.

Les grandes églises romanes de Cologne devraient ainsi retrouver la place spirituelle et culturelle qui leur revient. Discrettes mais accueillantes, souvent dissimulées derrière des frondaisons ou des corps de bâtiment, elles offrent l'occasion de partager un peu l'intimité d'une ville dont on peut regretter parfois une tendance à une mégalomanie de mauvais aloi.



L'église des Saints-Apôtres



Sankt-Maria-am-Kapitol

## GAUDI PRISONNIER

**L'un des plus étranges et des plus fascinants chantiers qu'on puisse rencontrer est sans doute celui du temple de la Sagrada Família à Barcelone. La poursuite de la tâche architecturale inachevée de Gaudí n'a pas l'unanimité, l'édifice sera-t-il jamais achevé ?**

En 1914, quand à Paris on se disputait pour un architecte, on ne connaissait pas Gaudí. Mais en 1926, quand on a commencé à bâtir la Sagrada Família, on a découvert un homme qui ne se contentait pas de construire, mais qui voulait créer une œuvre d'art totale. Gaudí a été le plus grand architecte de son époque, et son œuvre est encore aujourd'hui une référence pour tous les architectes du monde.

Gaudí est mort en 1926, à l'âge de 73 ans, après avoir consacré sa vie à la Sagrada Família. Son œuvre est une œuvre d'art totale, une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

L'association des amis de Gaudí a été créée en 1926, et elle a pour but de poursuivre l'œuvre de Gaudí. Elle a financé la construction de la Sagrada Família, et elle a permis que l'édifice soit achevé.

La Sagrada Família est un temple qui a été construit par Gaudí, et qui est aujourd'hui une œuvre d'art totale. Elle est une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

La Sagrada Família est un temple qui a été construit par Gaudí, et qui est aujourd'hui une œuvre d'art totale. Elle est une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

La Sagrada Família est un temple qui a été construit par Gaudí, et qui est aujourd'hui une œuvre d'art totale. Elle est une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

La Sagrada Família est un temple qui a été construit par Gaudí, et qui est aujourd'hui une œuvre d'art totale. Elle est une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

La Sagrada Família est un temple qui a été construit par Gaudí, et qui est aujourd'hui une œuvre d'art totale. Elle est une œuvre qui a été achevée par d'autres architectes, mais qui reste toujours une œuvre de Gaudí.

مكتبة الأمل



## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

# GAUDI PRISONNIER DE LA SAGRADA FAMILIA

par Salvador Tarrago Cid \*

**L'un des plus étranges  
et des plus fascinants chantiers  
qu'on puisse rencontrer est sans nul doute  
celui du temple de la Sagrada Familia  
à Barcelone. La poursuite de la mise en pierres  
du rêve architectural inachevé de Gaudi  
ne fait pourtant pas l'unanimité.  
L'édifice sera-t-il jamais achevé ?**

EN 1910 se tenait à Paris une exposition sur un architecte à peine connu dans le milieu international en dépit de sa notoriété croissante à Barcelone. Depuis lors, l'œuvre d'Antonio Gaudi, car il s'agissait de lui, n'a cessé de prendre de l'ampleur, se transformant en un phénomène dépassant les limites de l'architecture. A titre indicatif, précisons que, récemment, trois de ses œuvres (Le Palacio Güell, le Parque Güell et la Casa Milà) ont été classées comme biens culturels du patrimoine mondial. Or aucun autre artiste moderne n'a été retenu dans cette classification qui est, certes, loin d'être exhaustive, et encore moins trois œuvres d'un même artiste.

Mais l'actualité de Gaudi, indépendamment de la vie qui anime chacune de ses principales œuvres, réside dans le fait que l'une d'entre elles, la cathédrale de la Sagrada Familia, demeure inachevée, sa construction se poursuivant encore de nos jours en dépit de sérieuses difficultés.

D'après le projet initial, le temple de la Sagrada Familia occupera une surface équivalente à un pâté de maisons dans le « Ensanche » de Barcelone, avec ses 120 mètres de long sur 90 de large et ses trois façades flanquées de quatre tours de 100 mètres de haut chacune et d'un ciborium central de 170 mètres. La seule façade construite par Gaudi, celle du Nacimiento, est devenue, sur le plan international, le symbole par excellence de Barcelone.

Bien que l'importance du temple ait été déterminée par l'apport capital de Gaudi quant au style architectonique, son projet de construction revient, à l'origine, à Francesc Villar.

Quelques mois après la mise en route du chantier en 1883, ce premier architecte démissionna, pour des raisons qui n'ont pas encore été totalement éclaircies, et un jeune architecte le remplaça : il s'agissait d'Antonio Gaudi sur lequel exerçait une grande influence l'architecte Juan Martorell, membre du comité de construction du temple de la Sagrada Familia et responsable du départ de Villar.

Gaudi se consacra jusqu'à sa mort, en 1926, à cette construction religieuse et, bien qu'il menât de front pendant longtemps la direction des travaux d'édification du temple et d'autres chantiers civils et privés, à partir de 1915, faute d'autres commandes, il se consacra corps et âme à la Sagrada, s'engageant dans une fuite en avant qui en fit un visionnaire de la construction religieuse.

L'association spirituelle des dévôts de San José, dont la fondation en 1866 était en rapport avec la mentalité conservatrice de l'Eglise à l'époque, apparut comme une sorte de riposte à la déchristianisation de la société industrielle alors naissante et fut, en pratique, destinée à récupérer l'influence que l'Eglise avait perdue sur les masses populaires venues s'installer dans les grands centres manufacturiers.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Barcelone était l'une des villes les plus tourmentées d'Europe en raison des répercussions brutales qu'avaient eues les transformations des structures de production. L'obéissance traditionnelle du peuple catalan avait pris fin pour cette raison. De 1854 - date à laquelle se produisit à Barcelone la première grève générale du

pays - à 1873 - année qui marqua la restauration des Bourbons, - la ville connut de grands déchirements dans cette quête d'une modernisation du pays, impossible à réaliser.

C'est ainsi que les factions les plus conservatrices de l'Eglise en accord avec les convictions de Léon XIII virent dans la création d'associations pieuses l'un des moyens les plus efficaces de faire face à cet état de choses. Vu de l'extérieur, il ne pouvait y avoir plus grande ingénuité que celle, par exemple, de l'association spirituelle des dévôts de San José qui ériga ce patriarche en modèle pour les pères de famille et les ouvriers modestes.

C'est cette même ingénuité que l'on retrouve soixante-dix ans plus tard lorsque le dictateur Franco chercha à masquer la connotation revendicative du 1<sup>er</sup> mai, journée internationale du travail, en l'affublant du nom de « San José artesano ».

### Franco et San José

L'association des dévôts de Saint-Joseph, fondée par le libraire Josep Ma Bocabella, fit rapidement de nombreux adeptes en Espagne et dans quelques villes d'Amérique du Sud, et parvint à rassembler des sommes considérables grâce aux donations généreuses de ses membres.

Les premiers dons furent remis directement au Vatican mais, compte tenu de l'ampleur que prenaient les contributions à l'association, celle-ci décida très vite de les investir dans la construction de son propre édifice religieux qui, outre le fait d'abriter un temple pour les cérémonies de culte, devait disposer de salles pour le catéchisme, d'ateliers de Nazareth pour la formation des adolescents à l'artisanat et de locaux pour accueillir éventuellement des associations ouvrières catholiques.

Le nom même de « temple expiatoire de la Sainte Famille » indique clairement que le financement de cet édifice ne pouvait provenir que de donations faites par des fidèles repentis. En raison de cela, la construction du temple fut soumise aux aléas de la sensibilité religieuse de la société catalane qui devait, selon les périodes, encourager ou retarder l'avancement des travaux. Après la mort de Gaudi, en 1926, et l'avènement de la II<sup>e</sup> République, les travaux furent mis en veilleuse et, avec la guerre civile, une partie de la crypte et les archives de Gaudi furent détruites.

Les travaux ne reprirent qu'en 1952, bénéficiant, dans un premier temps, du climat d'affirmation de national-catholicisme franquiste et, plus tard, du désir d'affirmation de l'identité catalane.

De tels aléas, dont Gaudi avait en son temps souffert, affectaient beaucoup. Mais il fut jusqu'à un certain point l'une de ses principales victimes. En effet, lorsque la crypte qu'avait commencée Villar, vers 1890, fut terminée, les bailleurs de fonds de Gaudi lui imposèrent de donner un caractère plus grandiose au projet afin de justifier l'investissement immédiat d'un don très important qui, s'il n'était jamais employé, traiterait dans les coffres de l'archevêché. Il s'agit là de l'une des raisons qui expliquent la magnificence et la démesure de la façade de la Naissance ou « Nacimiento ».

Une fois que les fonds furent épuisés, avant même que la façade ait pu être achevée, vers 1915 donc, et avant de décider l'arrêt du chantier et le renvoi des ouvriers, Gaudi renoua à ses propres honoraires et continua de travailler avec une énergie et une conviction toujours plus grandes.

A partir de 1952, date à laquelle fut célébré le centenaire de la naissance de Gaudi, de nombreux spécialistes entreprirent, par d'importants travaux d'études

et de diffusion, de faire reconnaître la valeur de l'œuvre de Gaudi sur les plans national et international.

En 1964, à l'initiative de étudiants d'architecture, une pétition fut rédigée. Elle recueillit les signatures des architectes et des artistes les plus en vue de l'avant-garde, tels que Le Corbusier, Sert ou Miro, et celles de divers intellectuels, religieux et catholiques progressistes.

Cette pétition visait à obtenir l'arrêt du chantier, le motif étant que, en plein XX<sup>e</sup> siècle, les considérations qui avaient présidé à l'adoption du projet n'étaient plus de mise et que, en l'absence de plans suffisants et d'une direction de chantier qui soit appropriée, la poursuite des travaux contribuerait à déformer l'identité spécifique de l'œuvre de Gaudi.

### Schématisme et mauvais goût

En définitive, cette campagne de 1964 n'a fait que servir les intérêts de la commission de construction du temple qui, cette année-là, recueillit plus de fonds qu'elle n'en avait jamais obtenus jusqu'alors. Cela a découragé toute tentative d'opposition, un nouvel essai d'arrêt du projet ayant bien été tenté en 1971, mais avec des résultats également infructueux.

Durant ces vingt dernières années, la construction de la nouvelle église a progressé peu à peu. La façade de la Passion et ses quatre clochers géants, opposés à la façade de la Naissance, sont maintenant presque terminés, permettant ainsi de fermer l'espace

intérieur pour la majorité des nefs et rompant la fusion du monument gaudien avec les espaces extérieurs.

Cela détruit par là même la signification dramatique et lucide de cette immense ruine qu'était le temple inachevé qui, avec ses sveltes clochers paraboliques lancés vers le firmament, contrastait avec l'horizontalité la plus absolue de la dimension terrestre des espaces extérieurs.

Conformément aux prévisions établies en 1964, la nouvelle partie construite de la façade de la Passion s'élève comme une vaste construction de carton-pâte faite de matériaux méprisés par Gaudi. Elle apparaît, non seulement par son schématisme et son mauvais goût, comme caricature de ce qu'elle était censée imiter mais, en outre, dévalorise l'œuvre originale et lui fait perdre son identité.

Ainsi, pour la commission du temple, Gaudi n'a été qu'un moyen, un instrument au service, non seulement de la providence, mais aussi et surtout des intérêts de ses membres.

Néanmoins, comme tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre véritable de Gaudi, compte tenu de l'insuffisance des documents, du manque de compétence professionnelle reconnu et de l'absence de raisons objectives justifiant le maintien de programmes d'affirmation liés aux époques triomphalistes, nous considérons fondamental de conserver l'œuvre de Gaudi, dans l'état où lui-même l'a laissée, et de conserver également la partie construite après-guerre comme exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

\* Secrétaire des Amis de Gaudi.

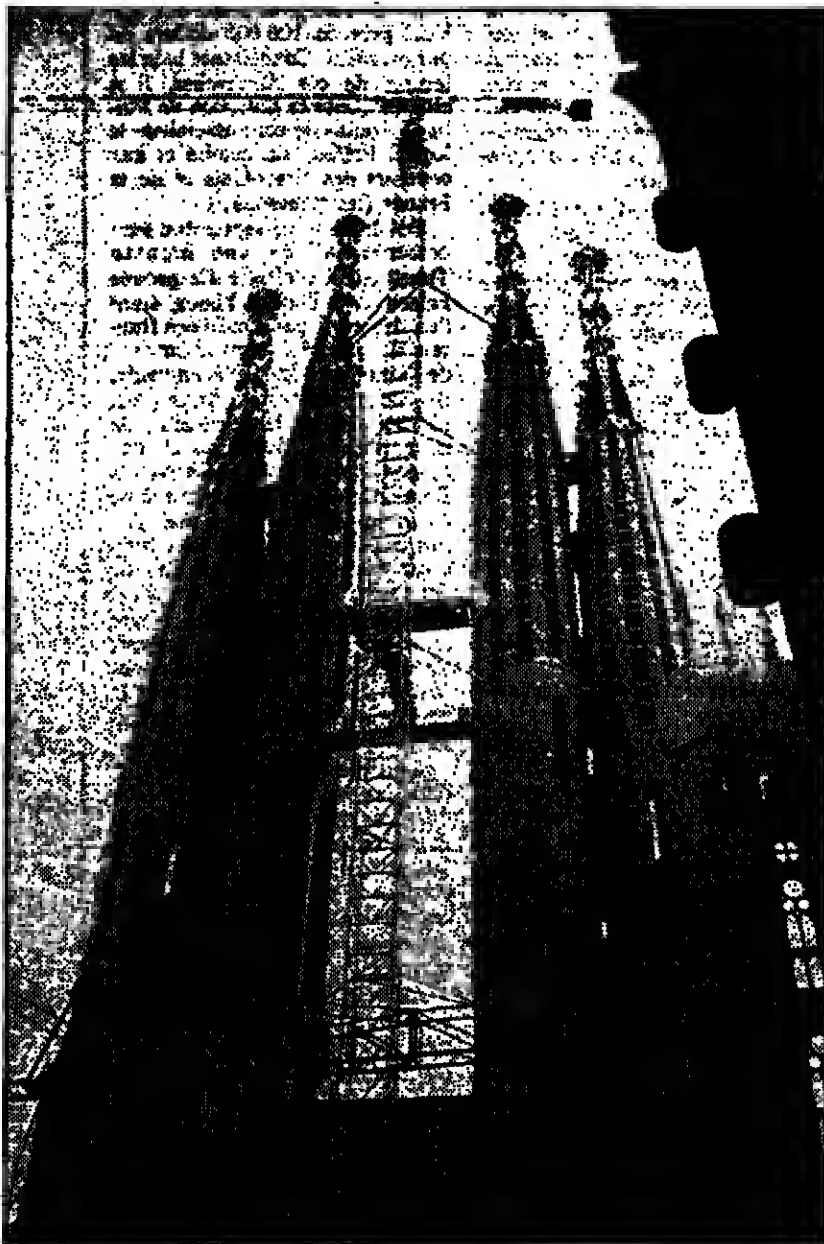
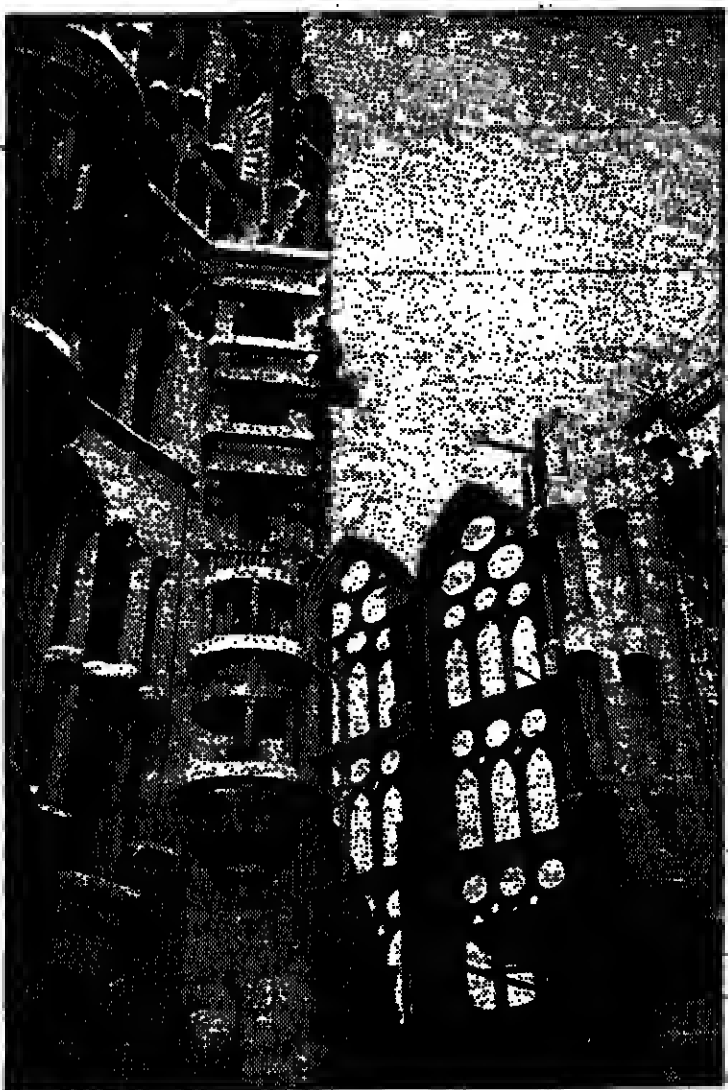


PHOTO: HENRI VALIN



Jacques de Monléon

Coll. Arélechin

## Marx et Aristote

Perspectives sur l'homme

FAC

1702, 80 F

NIE

net-  
titu-

tion  
échi-  
ché,  
des  
no-  
7a,  
r Je  
rest-  
son.  
dé-  
avec  
de  
s un  
si  
dion

que  
le  
tion  
la  
mé-  
i si  
uté  
de  
im-  
las  
par-  
ris  
ple-  
ans  
sion

r un  
le-  
fait  
sur  
siti-  
ssi,  
en  
au-  
tra-

des  
né-  
vel  
de

liier

conten-  
n'était  
vu que  
collecti-  
onné le  
pu'ainsi  
ion ne  
nément

toube  
ns du  
fraction  
attants  
unisie  
n com-  
ent ait  
acquis  
n 1928  
cain et

ate du  
ciel du  
campo-  
sup-  
4, qui  
a pour  
npage  
s droits  
partici-  
et aux  
l'insie  
sient à  
ble que

Jaimes,  
13-79.



S

73.33



## CHEFS-D'ŒUVRE A L'ABRI

# UNE STATUE VA RECOUVRIR LA LIBERTÉ

**A**SSIÉGÉE par plus d'un million et demi de touristes chaque année, attaquée par les pluies acides, roquée par l'indifférence des hommes à sa constante dégradation, la statue de la Liberté menaçait d'effondrement.

Il a fallu, en 1981, toute l'énergie de Philippe et Vera-Laure Valléry-Radot et Jacques de Broissia, qui ont pris l'initiative d'un Comité franco-américain pour la restauration de la statue de la Liberté (1), pour qu'enfin ingénieurs, architectes et gouvernants se pressent au chevet de la prestigieuse malade.

Pas moins d'une écotoie d'ouvriers sont ces jours-ci à l'ouvrage sur Liberty Island, où fut inauguré le 28 octobre 1886 le chef-d'œuvre de Frédéric-Auguste Bartholdi offert par le peuple français aux États-Unis pour fêter splendide le centenaire de leur indépendance.

Parmi eux, dix sont français et se sont attelés à la refonte de la torche marteau dernier. Le chantier va bon train et respecte les délais initiaux. Leur travail s'achèvera au début de l'année prochaine, pour que, le 4 juillet 1986, la statue, ayant retrouvé son intégrité, sa majesté, soit le centre des manifestations en l'honneur du centième anniversaire de son installation dans la baie de New-York.

Avant cela, de nombreux événements auront par anticipation célébré cet anniversaire. Le comité franco-américain est bien décidé à faire parler de lui afin de récolter un maximum de fonds auprès des entreprises et des particuliers.

Grâce à son action, il a déjà pu recueillir les 470 000 dollars qui ont été nécessaires au paiement des frais d'études des ingénieurs et des architectes. Pour l'installation de filets de sécurité et de protection, le comité a rassemblé 20 000 dollars, qu'il a versés à l'entreprise Laocelin de Langeais, à qui l'on avait confié cette tâche.

Au total, la restauration de l'édifice doit mobiliser plus de 40 millions de dollars. Elle concerne aussi bien l'extérieur de la statue — remplacement total de la crinoline de fer, renforcement de l'épaulle droite, de la tête, du diadème, etc. — que l'intérieur — refonte totale du circuit de visite, conditionnement d'air et ventilation.

Le Comité a dans ce but collecté près de 100 000 dollars en pur mécénat. Connaissant bien les limites de ces démarches, il a entrepris sous la direction de Philippe Stalins de commercialiser le logo à l'effigie du comité et aux couleurs des États-Unis et de la France (les mêmes...).

Dès le mois de septembre sera commercialisée une montre Timex à cette effigie (le groupe Falsen, dont dépend Timex, étant l'un des principaux mécènes français du comité). Dans le courant de l'automne seront mis en vente, des deux côtés de l'Atlantique, des bougies, de la porcelaine, de la papeterie, des vins et des alcools aux couleurs de la statue. De nombreux contrats sont encore en cours de négociation, mais l'on sait par exemple que c'est le syndicat des producteurs de vins de Bourgogne qui a le premier décidé de participer à l'opération, visant ainsi à s'installer sur le continent nord-américain. New Man et Michel Bachoz se partageront la confection de tee-shirts et sweat-shirts.

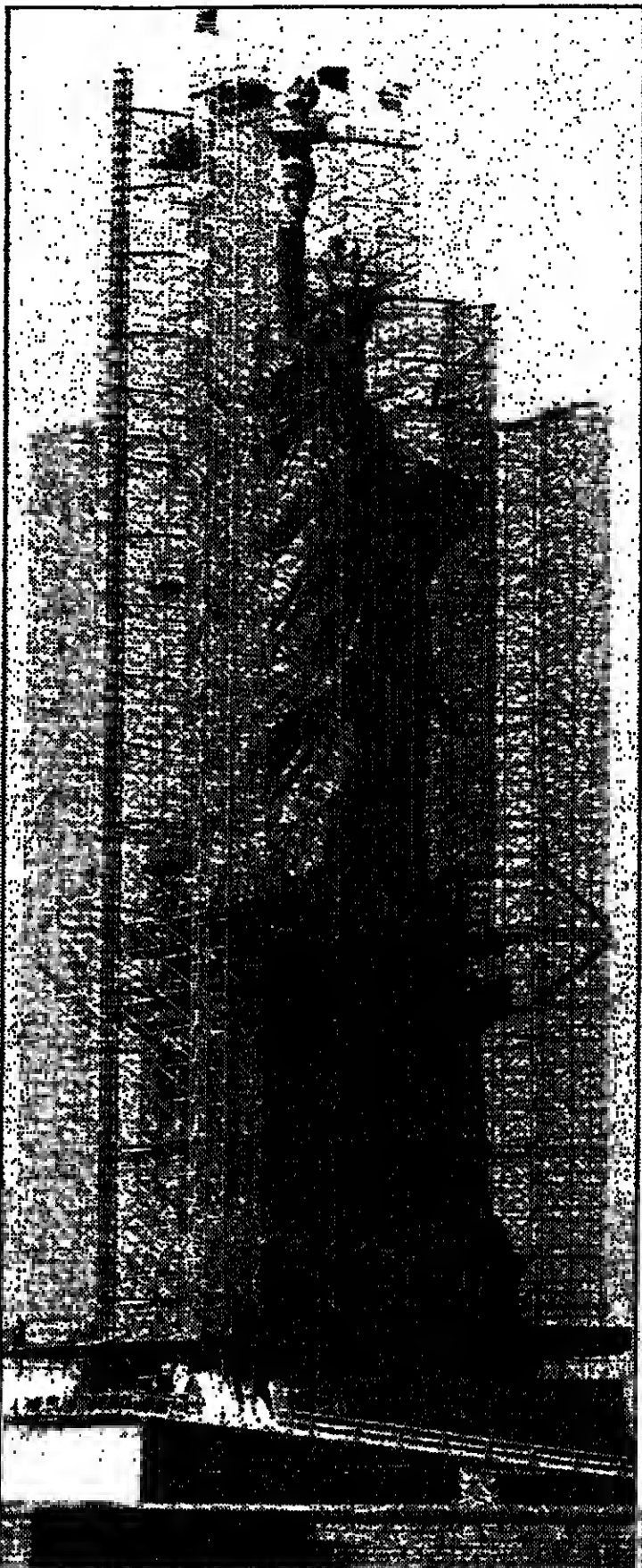
Ces produits seront vendus dans les magasins du Printemps (l'autre grand mécène), qui ont d'ores et déjà accroché sur leurs magasins parisiens le logo du comité. Celui-ci espère par la commercialisation de ces produits rassembler au moins 4 millions de dollars.

Au mois de janvier prochain, le véliphaniste Stéphane Peyron, trois fois recordman du monde de distance et d'endurance, devrait réaliser une traversée de l'Atlantique sans assistance sous les couleurs de Timex et du comité.

Ce sera le coup d'envoi de plusieurs manifestations sportives et spectaculaires, dont la course transatlantique à la voile de mai 1986 devrait être le clou. Cette course, parallèle par Brinks, empruntera la route de la corvette Isère, qui, il y a cent ans, a transporté les éléments de la statue du Havre à New-York. Plusieurs banquets sont prévus en France pour convaincre les « décideurs » d'apporter leur soutien.

Autant d'initiatives qui devraient de ce côté-ci de l'Atlantique déclencher la même ferveur que connaît aux États-Unis une statue il y a peu si mal en point et ce passe aujourd'hui de retrouver son prestige, son faste, en pleine lumière.

(1) 3, avenue Hoche, 75008, Paris.  
Tél. : (1) 766.51.07



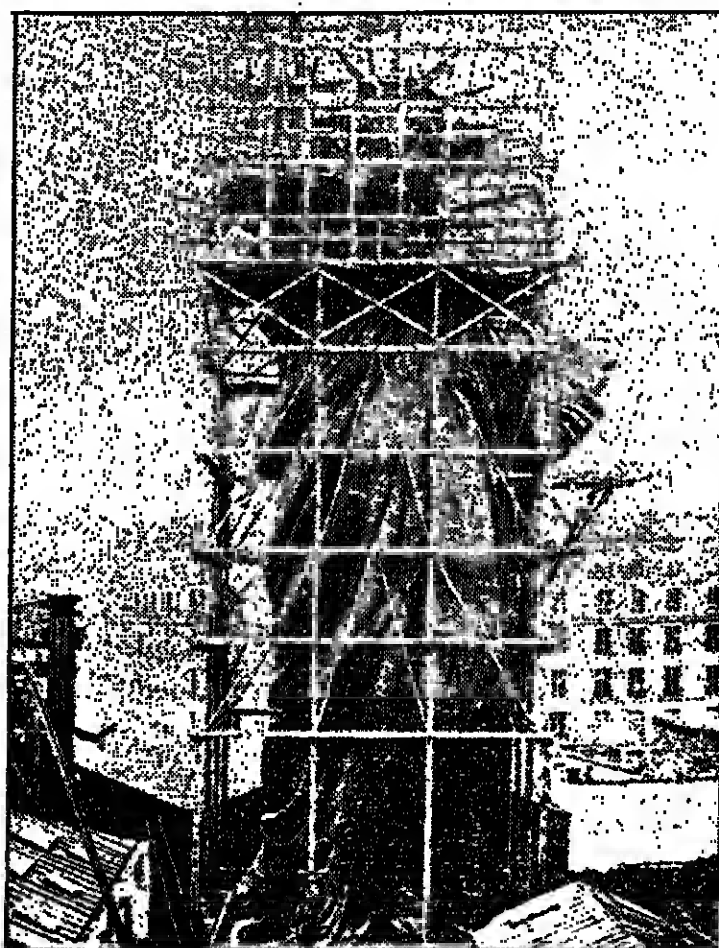
C'est Edmond René Lefebvre de Laboulaye, bel esprit et démocrate, qui donne à Frédéric-Auguste Bartholdi, en 1865, l'idée d'offrir aux États-Unis un monument à la gloire de l'humanité libre. Le projet enthousiasme le sculpteur, alors âgé de trente et un ans : il aime le défi, à l'entrée du Canal de Suez, une « merveille du monde », en l'occurrence « Le Progrès apportant la lumière à l'Asie ».

Les travaux de la statue de la Liberté ne commencent effectivement qu'en 1875, dans l'atelier des entrepreneurs Gaget et Gauthier, au 25 de la rue de Chazelles. Bartholdi charge Eiffel, lui aussi amateur de paris sensationnels, de l'armature métallique ; il façonne l'extérieur en repoussant de fines feuilles de cuivre. En décembre 1882, la statue domine les toits du quartier Lotode ; elle est achevée en juin 1884. Laboulaye, l'instigateur de l'opération, ne la verra jamais : il est mort pendant l'hiver. On se presse, dans la capitale, pour voir la statue. Quand on la démonte en quelque trois cents

pièces pour le voyage, en 1885, au mouvement de protestation naît chez les Parisiens, qui tombés amoureux de la dame ont souhaité la garder dans la capitale. Mais on l'embarque tout de même pour New-York.

Les Américains, pendant ce temps, étaient censés s'occuper du piédestal. Les travaux se faisaient par à-coups, au gré de crédits parcimonieux. Il faudra une collecte, orchestrée par le journal *The World*, pour qu'il soit bâti en avril 1886.

Le monument est inauguré le 28 octobre 1886 par le président Cleveland, devant un million de badauds. Un million d'hommes, car les femmes étaient interdites sur l'île Bedloe (rebaptisée Ile de la Liberté, en 1954 seulement), à l'exception de Jeanne-Emilie Bartholdi et de Totote de Lesseps, les épouses des deux héros français de l'époque. L'esprit populaire, optimisme de bon ton : « Un rai de lumière, disait Cleveland, percera les ténèbres de l'ignorance et de l'oppression tant que la Liberté illuminera le monde. » Il était grand temps de la retaper...



## LE FLAMBEAU EST FRANÇAIS

**U**N architecte américain se mêle d'intervenir dans les aménagements architecturaux du Louvre. Quoi de plus normal que le statue de la Liberté soit rénovée par une entreprise française ?

Les Métalliers champenois n'ont pourtant rien d'un trust international. Installée dans une zone artisanale proche de Reims, cette petite SARL fondée en 1978 emploie trente-cinq spécialistes du métal, de la serrurerie et de la ferronnerie d'art. Elle travaille pour des particuliers aux environs de Reims, mais aussi pour des collectivités à Strasbourg, à Paris (à La Villette) et surtout à Nancy, où elle restaure actuellement les ferronneries de la place Stanislas : 80 000 heures de travail.

Quand la Fondation du Centenaire lance, par l'intermédiaire d'une société d'ingénierie, un appel d'offres international pour la refonte des parties en cuivre de la statue de New-York, abî-

mées par les pluies acides et la corrosion, l'entreprise se met sur les rangs. Elle séduit les Américains, notamment grâce à ses réalisations de Nancy, et décroche le contrat. Elle estime à 38 000 le nombre d'heures de travail nécessaires.

Un travail pesant comme les autres. Le flambeau de la statue avait subi d'importantes modifications par rapport aux dessins de Bartholdi, afin d'être transformé en phare. Les métalliers français doivent recréer la torche originale à partir des rares documents d'époque exploitables : il n'existe qu'une photographie de détail, qui ne présente la pièce que sous un angle. Ils devront changer les sept pointes du diadème et raccourcir l'une d'entre elles pour qu'elle ne transperce plus le bras tendu de « Miss Liberty », comme c'était le cas jusqu'alors.

De l'ouvrage d'orfèvre, malgré les dimensions de l'objet : la torche est haute de 8 mètres, cha-



que pointe mesure environ 3 mètres. 5 à 6 tonnes de feuilles de cuivre seront ainsi façonnées, martelées, par les dix ouvriers envoyés sur place. Le chantier

s'est ouvert en novembre, il devra s'achever à la fin de cette année : on ne badine pas avec les délais aux États-Unis. L'ancien flambeau, démonté en grande pompe

le 4 juillet 1984, prendra le chemin du musée de l'île. Le nouveau sera inauguré avec la monument rénové, le 4 juillet 1986 : la Liberté n'aura cessé d'éclairer le monde que pendant deux ans.

Les conditions de travail à l'américaine n'ont pas déboussolé les artisans français. Ils ont été bien accueillis outre-Atlantique, malgré un petit chahut syndical à leur arrivée, et travaillent en bonne entente avec les ouvriers locaux. Jean Bourry, gérant de la SARL, raconte : « En France, au moment de la signature d'un contrat, l'entreprise doit cautionner 6 % du montant des opérations ; aux États-Unis, 100 %. Heureusement, une banque française a accepté de se porter garante pour nous. Elle a d'ailleurs été félicitée par Pierre Bérégovoy. »

S'il préfère ne pas parler argent — « On ne sait pas encore ce qu'on va gagner », — Jean Bourry reconnaît que c'est un « bon marché », malgré les problèmes que

posent quatorze mois de travail à l'étranger. La location d'une maison à Brooklyn, la nourriture des dix employés (avec un service de restauration à la française), reviennent à près de 7 000 dollars par mois. « Les gars de l'équipe se plaisent bien là-bas. Ils sortent avec des amis américains, vont voir des films français mais aussi des spectacles en anglais. »

Les dix métalliers sont devenus la coqueluche du chantier : on les invite souvent, on leur parle de la France. « Pour nous, raconte un chef de chantier, l'Amérique c'était la lune. Mais pour eux, on est des martiens. »

Reims est une ville suffisamment équipée, conclut Jean Bourry : il n'y aura pas pour nous de grosses commandes d'ici dix ans. Alors il faut savoir dénicher le travail où l'on peut, même en Amérique. Mais ça, c'est le contrat de notre vie. »

S. D. S.

## HISTOIRE DE

de...  
Bertrand...  
L'avant-ve...  
chambre qu...  
brûlait des...  
phies : la ch...  
papiers qu'...  
jeu. Il n'av...  
voir l'imag...  
garçon en...  
« Un copain...  
je n'ai en q...  
vrai dire, ce...  
qu'il était...  
mordante ja...  
l'avant-il r...  
Seule des...  
femme, ne...  
lui que que...  
plus que l'a...  
elle avait per...  
Comme elle...  
tion ?

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...

« Tu es j...  
4h j'aime...  
calou... »  
Demain...  
toin. Dema...  
dizer en Ital...  
« Bertr...  
ne veux pas...



# NOUVELLE

## HISTOIRE DE CŒUR

par Anne Pollier

**L**A « stricte intimité » de leur mariage - Bertrand le savait - tenait moins à une lubie de Sabine qu'à son recul devant la foule et les mondanités ; mais elle n'avait pas obtenu sans peine son consentement. La cérémonie datait de la veille, et à regarder sa femme, si charmante dans une robe élégante inhabituelle, il ne se consolait pas de n'avoir pu couvrir tous les amis et connaissances qui la voyaient à l'ordinaire tel un adolescent dans les pantalons étroits et les tricot trop larges qu'elle affectionnait. Ils venaient de prendre un verre de l'adieu avec leurs témoins, et ils allaient partir pour ce vagabondage que serait leur voyage de noces. Un marin ne dispose que de peu de jours, et déjà Bertrand s'impatientait : « Vite, vite... Le temps passe. Je voudrais faire de la route aujourd'hui. » Mais elle n'était pas d'accord. « Quelle idée ! Oh ! Bertrand, réfléchis. Nous ne prenons pas la fuite. Un vagabondage, ça ne peut pas être précipité ! » Elle serrait sa forte main brune, le regardant d'en bas car elle était petite et lui si grand. Bien plus âgé qu'elle aussi. Lui qu'elle avait séduit depuis que, toute gamine, il la rencontrait dans la compagnie de son Capitaine de père, s'émervant encore aujourd'hui d'avoir vu ses avances acceptées.

« Et d'abord, ajouta-t-elle, taquine, moi j'ai envie, sans aller plus loin, de déjeuner ici. — Ici ? En pleine ville ? demanda-t-il, stupéfait. — Mais non... Tu dois connaître le bistro de Missié Louis et Rachel, sur le port ? — Je n'y suis jamais entré. Ce n'est tout de même pas là... — Alors, allons goûter leur curry de poisson. — Vraiment ? Mais toi, d'abord, comment les connais-tu ? — Avec mon père, déjà, lorsque j'étais petite... » Et, comme il avait l'air de boudoir disant : « Le Capitaine l'aurait-il si mal élevée ? Je crains qu'il ne l'ait laissée bien libre... », elle se pendit à son bras.

« Voyons... A notre époque... dit-elle d'un air moqueur. C'est que lui ne se sentait pas du tout « de notre époque ». A vrai dire, il avait été presque choqué, la veille, par la trop facile nudité de la jeune fille et, ce matin encore, cette absence de gêne (peut-être était-ce bravade) après cette nuit bouleversante le troublait.

« Eh bien, allons ! », dit-il avec un soupir. Il faisait chaud. Des terrains vagues montaient une odeur verte et chaude allée à des senteurs débridés maritimes. Du dehors, le restaurant, avec ses rideaux blancs rigoureusement tirés, lui avait toujours paru avoir l'air innocent d'un mauvais lieu mais - dans l'odeur pénétrante du curry - ce n'était, après tout, qu'une salle très ordinaire. Quelques tables étaient occupées par des hommes en qui il reconnaissait des marins, mais les femmes qui les accompagnaient n'avaient pas absolument bon genre. Le patron, vieux homme d'une délicate couleur de noix sèche, eut un salut discret. Qu'était pour lui l'énorme Raebel, noire de peau, familière, grondeuse ? Peut-être une vieille maîtresse dont on voyait apparaître à la porte de la cuisine le madras vert soigneusement drapé.

« Eh ben, Missié Louis, vous le penez ce cury, oui ou non ? — C'est égal... Quel endroit pour amener une petite fille... — Oh ! tu serais surpris par tous les endroits bizarres où je me suis endormie ! Imagine un homme resté seul avec une enfant qui la retrouve après une longue campagne. Et moi, je l'attendais, seule avec ma grand-mère ennuyée, radieuse... Mais, Dieu merci, ajouta-t-elle, rayon-

nante, sans aucune autorité sur moi. » Bertrand détestait cette liberté dont il ne savait que penser. L'avant-veille encore, dans la chambre qu'elle allait quitter, elle brûlait des lettres, des photographies ; la cheminée était pleine de papiers qu'elle lui montrait par jeu. Il n'avait pu s'empêcher de voir l'image déchirée d'un beau garçon en uniforme de midship. « Un copain, disait-elle. Tu sais, je n'ai eu que des copains... » A vrai dire, ce qu'il découvrait, c'est qu'il était capable d'une aveugle, mordante jalousie. Et d'ailleurs, l'avait-il réellement séduite ? Seule désormais avec une vieille femme, ne cherchait-elle pas en lui quelque « substitut du père » plus que l'amoureux vers lequel elle avait paru follement se jeter ? Comme elle fuyait toute question !

« Tu es jaloux, lui disait-elle. Ah ! j'aime tellement que tu sois jaloux ! » — « Demain, dit-il, nous serons loin. Demain nous pourrions dîner en Italie, si tu veux. — Bertrand, s'il te plaît... Je ne veux pas être loin demain. Je

balançant un amoncellement de jupons.

« Et toi ? », demanda-t-elle lorsqu'elle passa près de Bertrand. Sans plus attendre, elle prit sa main forte et carrée, la compara à l'étroite main de Sabine et pointa un doigt vers son cœur.

« Le cœur... », dit-elle. Tu la tueras. — Tu as entendu ? — Oui. Et pourquoi te tuerais-tu ? — Parce que tu es effrayé de moi. — Oh ! mon petit ! Je tiens trop à toi... »

Un instant, ils se regardèrent et tout parut s'abolir autour d'eux : « Je t'aime », dirent sans bruit les lèvres de Bertrand, et les yeux de la jeune femme leur répondirent sans un battement de paupière.

**L**A voiture, vitres grandes ouvertes, s'arrêta le long du fossé, alors on entendit le silence. Aucune circulation sur cette petite route. Pas un oiseau ne chantait. Pas un souffle ne passait dans les branches. On aurait pu escalader le ciel sur l'échelle des nuages doucement dorés,

tenaient, le tirant vers le jardin que la nuit allait englober.

« Je suis sûre qu'il y a un puits où les bouteilles se gardent fraîches. Des bouteilles de cidre pas glacées : juste comme il faut. — Tu crois ? dit-il. — J'en suis sûre. Un puits avec une margelle basse et de la mousse... et des casters de bouteilles à côté. »

Il poussa la porte du jardin et trouva le puits devant lui avec sa margelle basse et les casters de bouteilles comme elle l'avait annoncé.

« Tu es déjà venue ici, Sabine. Avec qui ? — Mais non ! Comment une maison paysanne n'aurait-elle pas de puits ? Et une auberge comme celle-ci, avec ses réclames pour le cidre, des bouteilles à côté ? »

Elle aussi s'avança dans le jardin, marquant un peu de surprise et, lui qui la regardait, il se disait qu'elle le reconnaissait. Peut-être y était-elle venue en automne... et que ne l'avait pas frappée un environnement transformé. Bah... se dit-il avec une humeur volontée née de la proximité de la chambre

à Bertrand. Il vint derrière elle, se pencha vers les images couvertes de taches d'humidité vers un groupe, surtout, où les visages demeuraient bien visibles. L'un était celui du midship, l'autre... Les filles étaient assises sur les genoux des garçons.

« Oui, c'est moi, dit Sabine. J'avais oublié ce jour-là. Je me souviens maintenant. On avait déjeuné... » Bertrand, lui aussi, était pâle.

« Tu m'as menti. — Mais non. Oh ! s'écria-t-elle, effrayée, lâche-moi ! Ne vois-tu pas que ça n'a aucune importance ? Au point que j'avais oublié. Une bande de copains... Une photo de groupe : on a envoyé une épreuve à la patronne de l'auberge. J'avais seize ou dix-sept ans. Quelle étourdie j'étais ! Je ne te connaissais pas : quelqu'un qui parlait quelquefois à mon père ! Je ne pensais pas qu'un jour tu me verrais assise sur les genoux de Charles, pour qui je n'avais qu'un bégain de gosse, innocent. — Tu m'as menti. Quand je pense que tu faisais semblant de deviner qu'il y avait un puits. Il est là, tiens, sur la photo. »

à Bertrand. Il vint derrière elle, se pencha vers les images couvertes de taches d'humidité vers un groupe, surtout, où les visages demeuraient bien visibles. L'un était celui du midship, l'autre... Les filles étaient assises sur les genoux des garçons.

seur, Sabine, les cheveux dressés par le vent au-dessus de son visage de porcelaine blanche.

Puis, sans que les choses extérieures aient changé - comme lorsque l'on se trouve en avion, où en montagne sur une vive pente, et que vos oreilles tout à coup se débouchent - se colèrent la tête ; il entendit la voix qui disait sans doute « sans importance » avec toute la violence et la sincérité de sa jeunesse mais surtout bien d'autres paroles : « Jamais... Toi seul... Mon amour... » Ces phrases qu'elle espérait toujours l'amoureux, qu'elle n'avait jamais dites, qui venaient à lui maintenant. « Et toi, mon étourdie », répondait-il en lui-même. Toi, mon étourdie. Mais il continuait à conduire vite, à cause de la tension accumulée et peut-être parce qu'il voulait un peu la punir, imaginant son visage quand il la prendrait dans ses bras. Dans la nuit claire, la route fuyait sous lui, et il sentait cette grisaille de tenir sa machine parfaitement en main. Personne. Pas de croisement en vue. Aucun obstacle sauf... Ah ! Dieu... Sauf le muflon d'un tracteur sans éclairage, surgissant de ce qui devait être un chemin de bûcherons.

La voiture freina dans un bruit de déchirement mais pourtant dérapa à peine, cheval surpris dont il écarquait la bouche mais dont il était maître. Le paysan, sur son siège, haletait sans rien dire, et il n'eut pas une injure pour lui. Les muscles de ses bras lui paraissaient rompus et il y avait en eux un incrovable tremblement. Il alla s'arrêter plus loin, surpris que Sabine n'ait pas crié. « Mon petit... Tu n'as donc pas eu peur ? » Il l'attrapa contre lui, mais elle était aussi inerte, aussi molle, qu'un coussin, corps sans armature dont la main ne répondait pas à la pression de sa main. Evanouie. Il l'installa contre lui et reprit de la vitesse pour s'arrêter au premier bourg. Il se sentait coupable et tout attendri. Lui, après la surprise de l'incident, il éprouvait un sursaut de vitalité, d'amour, d'enthousiasme, en dépit de la douleur musculaire et du tremblement.

Quelqu'un lui indiqua la maison du médecin, vieux homme qui apparut à son coup de sonnette, les paupières battantes, tel un oiseau nocturne qu'on tirerait à la lumière. Tout était si simple maintenant qu'il avait touché à l'essentiel. Lorsqu'elle ouvrirait les yeux, elle comprendrait que, pour lui non plus, ces choses-là n'avaient pas d'importance. Une colère et la façon dont cela se détache de vous.

Le docteur se pencha contre la jeune femme, puis il demanda :

« Qu'est-il arrivé exactement ? — Qu'importe ! dit Bertrand, impatient. Il faut la ranimer d'abord. »

Les yeux papillonnants le quittèrent, revinrent à la jeune femme.

« Un accident ? — Mais non. Je l'ai évité de justesse. Vous connaissez ces paysans avec leurs tracteurs sans lumière, leur façon de déboucher sur la route... »

Le vieux homme regardait par la fenêtre d'un air absent. Un moustique faisait un bruit démesuré dans le silence.

« Mais enfin, est-ce que vous n'allez rien faire ? cria Bertrand en le secouant par la manche. — Elle est morte », dit-il.

Et, surpris de l'immobilité, du silence de Bertrand, il répéta avec lenteur, comme s'il espérait se faire mieux comprendre :

« Elle est morte. Une nature fragile. Le cœur a flanché. »

« Anne Pollier a publié, chez Gallimard, trois romans : *La nuit du Havre* (1947), *L'estuaire* (1954), *La petite chanson* (1955) et un document, *Femmes de Groix ou la laisse de mer* (1983). Une nouvelle d'elle, *En falaise*, est parue dans les 40 Nouvelles (III) du Monde (juin 1984).

veux sentir que je pars. Etre simplement avec toi. Et, tiens : marcher un peu. Vois ton bateau dans la cale sèche... »

« Ton calme... ta sagesse... », disait-il.

Il souriait. Était-il vraiment de tant d'années plus âgé qu'elle ? Il la dépassait par sa tongue, par son impatience. C'était autre chose : elle lui apparaissait fixée dans une enfance exquise, avec l'inattendu de ses caprices, sa petite taille, son visage si délicat, si pâle, ses mains minuscules qui dansaient et accompagnaient ses paroles.

« Missié Louis, vous voyez pas qu'ils ont fini le cury, ces deux-là ? »

Le patron se précipita, pris en faute. Une table de marins retenait Rachel, au passage, avec de grandes exclamations : « Vieille sorcière, il paraît que tu dis l'avenir ? » Elle se défendait, mais l'un des hommes ne lâchait pas sa jupe : « Pas si tu me tates de vie socié... »

« Mon petit ange, dis-moi si je serai heureux en amour. »

Elle repoussa la main épaisse, ainsi qu'un objet de dégoût : « Sûrement top-heu-ux pou c'que tu vaux. » Les autres s'esclaffèrent et Rachel s'éloigna, énorme,

posés l'un au-dessus de l'autre en séries de plus en plus légères.

« N'est-ce pas bien de s'arrêter quelquefois ? Bertrand... Tu es un ange de l'avoir fait. Regarde, j'aime cet endroit, et j'ai l'impression bizarre que je le connais. Peut-être que je l'ai vu en rêve. »

Ce n'était que prairies, bois lointains : un paysage de France, anonyme et charmant. On apercevait une auberge paysanne au pignon un peu de guingois.

« Je sais bien que nous ne sommes pas encore très loin, mais j'aimerais tellement m'arrêter ici », dit-elle, avec ce regard suppliant auquel il ne résistait pas. Bon. Eh bien ! pourquoi pas ? Ils avaient tant traîné que la journée s'achevait. On pouvait imaginer les chambres sous les combles, avec un carrelage rose un peu passé, la radasse et la vive blancheur des draps.

« Tu sais, j'en prends mon parti. Nous ne vivrons plus désormais que dans des bistrot de port et des auberges de routiers. » Un sentier les mena jusqu'à une salle basse, accueillante avec ses nappes à carreaux roses. Mais Sabine interrompit la discussion avec le patron concernant le menu du dîner. A son tour elle s'impa-

paysanne, de la nuit proche : des jardins et des puits peuvent se ressembler. Elle l'entraînait par la main, le long de l'allée de menthes et d'iris, et se serrait contre lui. Dans l'échelle irrédelle des nuages avait fini par se fonder.

« Comme on est bien... », dit Sabine. Lui aussi se sentait bien. Il respira l'odeur des fleurs et des herbes, se détendit. « Voilà que tu vas me rendre aussi fou que toi ! » Elle se jeta contre lui avec un élan qui le bouleversa, puis ils s'assirent sur la margelle, et ils se tinrent là, enlacés. Dans le bleu de la nuit commençante, un oiseau se mit à chanter par petites notes espacées puis, peu à peu, plus longuement tenues. Peut-être un rossignol ? Ni l'un ni l'autre ne savait reconnaître la voix du rossignol, mais ce chant les rendait heureux, les comblait.

Ils dînèrent seuls dans la grande salle, près de la cheminée où l'un avait allumé un feu. Ils se sentaient chez eux. En attendant la tarte, dont ils sentaient déjà l'odeur, ils s'amusaient à examiner leur domaine : une grande quantité de photographies étaient épinglées sur les murs. Tout à coup, Sabine, qui les examinait, pâlit, et son trouble n'échappa pas

Elle essaya de rire et dit une fois encore, sans grande conviction : « J'odore que tu sois jaloux. »

**S**ANS attendre la fin du repas, il régla la note à un aubergiste perplexe qui dut se demander si son couple d'amoureux avait vu quelque chose d'effrayant, un rat ou une apparition. La voiture, dans le hangar autrefois paysan, n'avait même pas eu le temps de refroidir. « Ecoute-moi, Bertrand. » Il faisait de délicates manœuvres pour sortir de la cour et ne répondit pas. Lorsqu'il furent sur la route, il appuya sur l'accélérateur. Sabine essayait encore de parler, oppressée par la vitesse de plus en plus grande. Il savait ce qu'elle devait dire : « Sans importance... Ecoute-moi... Sans importance... » Mais tout se soulevait en lui contre son mensonge. Cette gueule de petit midship, pourquoi ne l'assumait-elle pas ? Un mensonge imbécile. La colère le brûlait. Il avait bonté et peur de ce qu'il ressentait et préférait ne pas l'entendre. Il entra dans une région de bois qu'il reconnaissait à l'odeur car il ne voyait devant lui que la route et, dans le rétrovi-



NIE

net-

titu-

tion  
réai-  
ché,  
des  
sue-  
7»,  
Je  
nat-  
star-  
ton.  
dé-  
vec  
de  
s'un  
si  
dé-  
sion

que :

le

tion

le

inté

l si

urte

de

l'ins-

tes

car-

ris

ple-

ans

sion

r un

le-

itait

sur

arri-

en

su-

fr-

des

si-

nal

de

liier

cont-

n'était

tu que

ollec-

ti-  
né le

n'au-

sion ne

rément

double

ms du

ération

attains

anleis

a con-

vent ait

acquis

m 1928

calin et

ate du

ciel du

sampa-

é sup-

4, qui

a pour

apagne

s droits

parci-

et aux

l'uni-

sié que

l'atmes,

13-79.

73.33







## PROVINCIALES

# BASQUES EN MUSCLES ET EN FÊTE

par Francis Marmande

**Du 31 juillet au 4 août se sont déroulées les quarante-sixièmes Fêtes de Bayonne. Résumé spectaculaire de nombreuses manifestations de la région, elles ajoutent à un goût aigu de la tradition un esprit inimitable. Le dernier soir, les festayres chantent en chœur : « Pauvre de moi, les Fêtes de Bayonne sont déjà finies », en attendant les prochaines.**

PLUSIEURS heures après la fin des Fêtes de Bayonne — et certaines années cela peut durer deux ou trois jours, — on se sent comme poursuivi par une rumeur confuse de chants, de cris et d'éclats de rire, de tambours et de txistius (flûtes basques). Comme si les musiques des Fêtes se fondaient enfin dans le sentiment de la ville. A peine croit-on en saisir le trait ou en tracer la mélodie que le souvenir brouillé s'en estompe et se perd. Cela peut vous prendre à tout moment, sur un des nombreux ponts qui enjambent la Nive et l'Adour, au coin d'une rue du Petit-Bayonne (le quartier basque et populaire de la ville où elles se sont largement déplacées) ou dans l'intimité d'une de ces insomnies engendrées par le rythme des cinq jours de vie à l'envers que vous venez de soutenir.

Ouvrant les congés des grandes et moyennes entreprises, redoublant l'activité des commerces locaux, situées en plein milieu des vacances scolaires, les Fêtes scandent depuis 1932 une sorte d'année parallèle à l'année civile. On les attend, on s'y prépare, on s'y retrouve. Inutile de s'y donner rendez-vous : on s'y rencontre et l'on s'y perd le plus facilement du monde, au gré des déambulations et des bousculades jalonnées de bistrots. Depuis les quartiers, les cités, les villages et les villes plus ou moins voisines, on vient aux Fêtes de Bayonne de plus en plus jeunes, et les Fêtes concentrent le plus grand rassemblement de la région. Chaque soir, la ville multiplie sa population de cinquante mille habitants par deux ou par trois.

Patronnées par la municipalité et organisées avec soin par les bénévoles du comité des fêtes, sous la houlette d'André Behoteguy, elles sont livrées ciées en main le premier soir à la jeunesse de la ville. A partir de là, cinq jours et cinq nuits de quartier libre.

An bont du compte, si l'on réfléchit aux énergies ainsi libérées, on relève peu d'incidents : beaucoup moins de bagarres qu'autrefois, la disparition totale des agressions, quelques blessés pendant les courses de vaches, quelques vacillements dus à l'alcool, avec, en prime, l'accident symbolique qui ressortit plus à l'ambiance qu'à la cérémonie rituelle (une noyade dans l'Adour) cette année. Du chahut, oui... et des excès éthyliques, probablement. Mais il n'est que de voir les relations souriantes des *bandas* et des forces de police (discrettes) autour du commissariat de la rue Jacques-Laffitte pour comprendre que l'heure n'est pas au drame.

### Les fausses sœurs de Pampelune

L'histoire des Fêtes, avec ses années de suppression (la guerre) et ses modifications de durée ou d'horaires (1969 : incidents avec les CRS ; 1979 : manifestation à la suite de l'assassinat d'un militant basque), donnerait une idée précise de la vie politique du pays. Il est probable que, depuis quel-ques temps, le GAL ne choisit plus au hasard certaines dates de ses attentats. Mais la peur que diffu-sent les agences de voyages étran-

Songeaient-ils une seconde, lors de la dernière nuit, ces faiseurs de fêtes, ces *festayres* qui s'affairaient, avec une minutie de fourmis, autour des bottes de paille abandonnées sur le karting, qu'ils retrouvaient quelque geste ancestral ? Pensaient-ils décalquer, avec cette ferveur désolante, le jeu de force basque, *lario altsari* (le lever de paille), qui prend place entre la *soka-stra* (tir à la corde) et l'*orga yolso* (lever de charrette) ? Pas le moins du

monde. Ils jouaient, tout simple-ment, ils jouaient.

Le temps des Fêtes à Bayonne est probablement celui où l'on sait le mieux prolonger celui du jeu. Du jeu à fond perdu : avec un sens accompli de l'ingéniosité inutile, de la dépense verbale et d'une espèce de volubilité sociale. C'est pourquoi il n'y a pas d'âge pour les « faire ». Car ici, anberge espagnole ou anberge basque, on « fait » les fêtes. L'expression est consacrée. On les fait avec ce

qu'on apporte : un cageot remorqué par une ficelle suffit parfois au bonheur de quelque méditatif solitaire, capable de le remorquer par les rues une nuit durant. Il y faut, on l'avouera, une assez grande concentration métaphy-sique.

Il n'y a pas d'âge pour ce talent à court-circuiter les effets de l'âge. Enfants, c'est le moment des confettis, du corso et du feu d'artifice. Adolescent, celui des pétards, des *bandas* et des

Campuzano, venus en *mano a mano* les combattre.

Personne ne se doutait en réa-lisé que Pajarito, le sixième tau-reau, aurait la force de faire voler en éclats la porte du toril et de surgir comme un monstre d'autre-fois dans l'arène. Les légendaires ascendants de Santa Coloma se réveillaient. Plus de panique que de mal, malgré un spectaculaire affrontement des deux taureaux en piste. Comme à Vie-Pazensac, qui donne le ton pour la Pente-côte, comme dans les petites arènes d'Ortze ou de Tyrosse, on se prend à aimer ici le « taureau-taureau ». Côté soleil, les *bandas* chahutent avec autant d'allé-gresse intertemporelle que s'il s'agi-sait de ces taureaux de fuego qui clôturaient tous les bals. L'exemple de Pampelune à ce titre n'a pas que du bon...

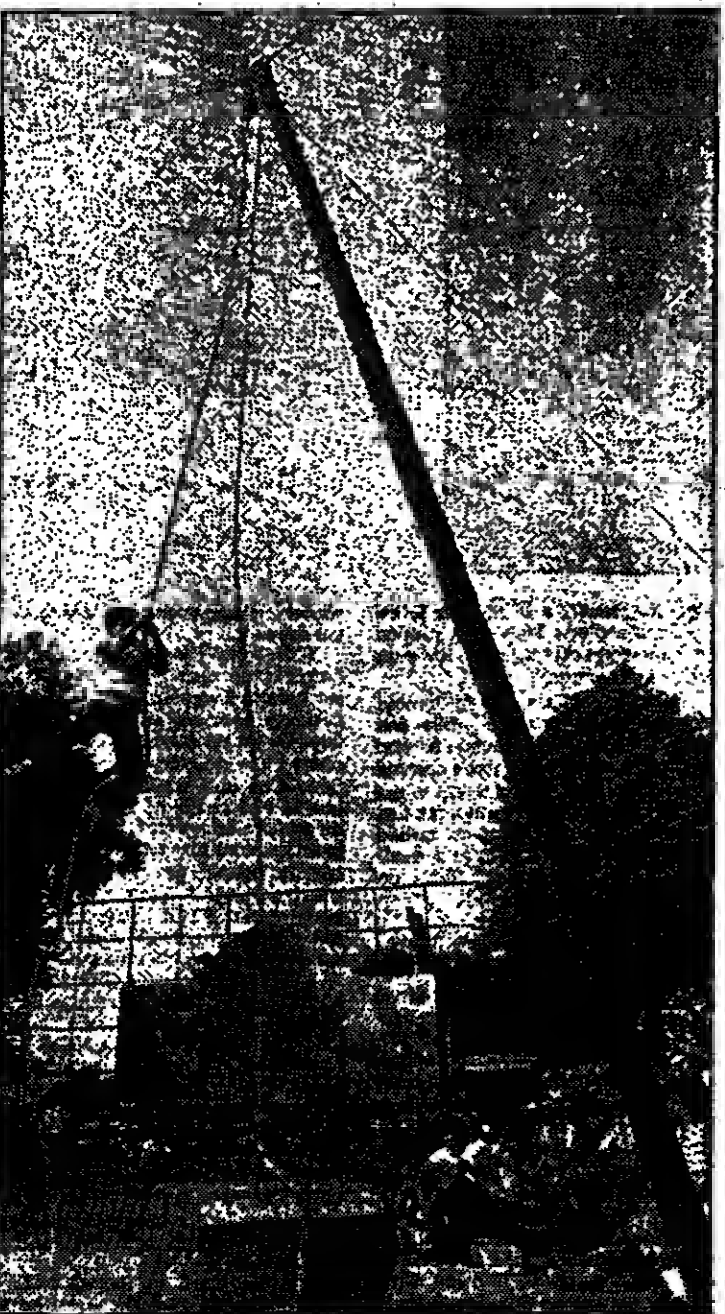
### Le sublime et la pacotille

Mais, comme à Pampelune, sans trêve la musique rythme cha-que instant de cette passion col-lective où se résume l'esprit des Fêtes. Dans les rues, les bars, les restaurants et sous toutes ses formes. Fanfares, accordéonistes, groupes de *txistularis* et de *gaites* (bombardes) aux accents pathétiques ou gais ; tambours des chanteurs, capables des nia-series les plus désarmantes (Oh ! Léon, Oh ! Léon, etc.) que des chœurs les plus impressionnants comme le groupe des *Pottoraks*, les Basques respirent comme ils jouent, avec une sorte d'élégance dans l'excès.

L'une des qualités indéniables des Fêtes reste ce mélange de somptuosité archaïque et d'indiscret moqueur, de sublime ou de pacotille, où se confondent les chants et les odeurs. Il ne se pro-duit rien au fond que ces pré-sences qui passent. Un jour, on se prend à abandonner les Fêtes actives. Enfants ou petits-enfants servent alors d'utiles alibis pour « y faire un tour », mais, avec ce génie de l'outrance qu'elles affi-chent, les Fêtes inspirent immen-sablement un mélange de fasci-nation et de méfiance à ceux qui n'osent plus les faire. « Encore deux ou trois ans, dit une quadra-génaire à propos de son mari, et je pense que ça lui passera. » A tout hasard, et contre toute observa-tion, on se raisonne alors en décré-tant qu'il y a moins d'ambiance, moins de monde, etc. Moins, par rapport à quand ? Par rapport à avant. A cet avant où l'on avait l'âge de ne pas penser à avant.

Cette limitation vaguement amère ajoute aux rires des *festayres* et de ceux qui ont la pruden-ce de ne pas couper le cordon de leur jeunesse. Elle n'a même pas le mérite de la nouveauté. En 1933, un petit journal local constatait : « Les Fêtes n'ont plus le même caractère : les jeunes ne s'y amusent plus comme l'an der-nier. » Critics en 1932, les Fêtes avaient alors tout juste un an...

L'une des qualités indéniables des Fêtes reste ce mélange de somptuosité archaïque et de sublime ou de pacotille, où se confondent les chants et les odeurs.



amours. Après, c'est à chacun selon son style. Une équipe de quinquagénaires, les Dauphins, n'a pas hésité à reconstituer cette année la *banda* de ses vingt ans. A partir de là, les courses de vaches pointaient les jours et les nuits de la place Saint-André. Le diman-che enfin, on monte aux arènes de Lachabaillet voir les taureaux. Pas de feria suivie, ici, comme à Nîmes, à Mont-de-Marsan ou à Dax, mais une maison qu'ouvre la courbe des Fêtes. Avec Charles Forgues, à la tête du Cercle tau-rin, et la collaboration des diverses *bandas* de la ville, Bayonne s'est vu récompenser pour le meilleur lot de taureaux présents en France.

Les Bartolome Sanz de cette soirée n'ont pas manqué à cette réputation récente. Ils ont même donné du fil à retordre aux frères

**Bonnus - Dossiers par milliers**

**Rayonnages Bibliothèques**  
au prix de fabrique  
du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**  
équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, avenue du Maine, Paris (14)  
540-57-40 - M. Aléa

**LIVRES ANCIENS**  
CATALOGUE XVI<sup>e</sup> SIECLE  
SUR DEMANDE

**Librairie E. DAVAL**  
12, rue Vauvray, 69002 LYON  
Tél. (7) 637-41-43

NIE

net-

sta-

dion

« dé-

ché,

des

ave-

7 »,

r Je

rac-

tar-

ten-

de-

avec

, de

s un

si

dé-

sion

que

le

tion

la

smé

si

uté

de

mi-

les

per-

ris

pie-

dre

sion

un

lo-

fait

sur

ar-

miss,

en

au-

tra-

des

ré-

nel

de

liier

conten-

n'était

ni que

collecti-

onné le

minist

ion ne

résumé

double

ms du

ération

attants

unisie

n com-

ment ait

acquis

en 1928

calu et

ue du

ciel du

camp-

é sup-

4, qui

a pour

upagne

s droits

partici-

et aux

l'umisie

lient à

ble que

Justices,

13-79.



RENCONTRE

KATEB YACINE ET SES RECLUSES

propos recueillis par Tahar Ben Jelloun

**Kateb Yacine s'insurge contre les conditions de vie qui sont encore celles des femmes d'Algérie. Il dit leur combat dans une société qui leur est traditionnellement hostile et où elles ne sont acceptées que pour autant qu'elles se plient aux rigueurs de l'ordre patriarcal. Tout cela ne l'empêche pourtant pas de faire avec elles mordre la poussière aux interdits et aux tabous.**

**K**ATEB YACINE est né en 1929 en Algérie. Il fait des études jusqu'à l'âge de quinze ans. Il participe à la manifestation anticolonialiste de Sétif en 1945. Il est exclu du collège et emprisonné. Il a failli être fusillé. Au sortir de prison il choisit la poésie et l'écriture.

Il est l'auteur d'une œuvre monumentale dont le point culminant reste son roman *Nedjma*, publié aux éditions du Seuil en 1956. Il est venu à Paris présenter le film que Dominique Colonna a fait sur lui et sur son pays. Ce très beau portrait sera diffusé par TF 1 le 22 août à 22 heures.

« Vous allez en Algérie, dit Kateb Yacine, quel qu'un vous prend par la veste et vous dit : « Toi, tu as dit que tu es écrivain, ça veut dire que tu es riche, ça veut dire que tu es riche, ça veut dire que tu es riche... » Depuis qu'il est rentré pour vivre et travailler en Algérie, il est souvent interpellé dans ce sens. On lui demande d'être à l'écoute, surtout depuis qu'il ne fait plus de livres mais crée avec une troupe — un véritable travail de création collective — des pièces de théâtre. Kateb Yacine n'écrit pratiquement plus en français, n'écrit probablement jamais en arabe classique. Il a trouvé dans son pays, au sein de son peuple, un nouveau langage, celui de la parole, celui de la poésie orale, dite et chantée par la troupe de théâtre qu'il dirige depuis une dizaine d'années.

« J'ai rencontré à mon retour en Algérie, en 1971, Ali Zamoum, c'était le directeur de la formation professionnelle au ministère du travail, un ancien du 1<sup>er</sup> novembre, un vrai maquisard. Il m'a proposé de m'occuper d'une troupe de théâtre.

une fois. Difficile de nous détruire. L'essentiel est que nous sommes toujours là.

» Quand on fait du théâtre, surtout en langue populaire, on met le doigt sur les plaies. Il y a eu même une attaque difformitaire qui voulait faire croire que Mohamed avait la prophétie et non le travailleur émigré. Les Frères musulmans nous ont empêchés de jouer à Alger en 1977. On a eu des menaces. On n'a pas pu jouer. Les frères dits musulmans sont montés sur la scène où on devait jouer et ont fait leur prière. Ils s'imposent par la terreur.

» C'est dû à la vacuité. Quand on empêche les forces de progrès de s'exprimer et de travailler, les fanatiques occupent ce vide, occupent le terrain. C'est un danger créé par ceux qui empêchent des gens comme nous de faire leur travail. Mais ils ont perdu la portée. La première résistance sérieuse aux frères dits musulmans est venue des filles, les étudiantes de la cité universitaire de Ben-Aknou. Ça n'est pas un hasard que ce soit des filles qui résistent le mieux.

**Le silence orageux des femmes**

» Ma mère était réellement géniale. Elle avait un bon sens d'expression extraordinaire en arabe. Son père qui était un lettré donnait des cours d'arabe à ses frères. Il a oublié sa fille. Mais ma mère écoutait derrière la porte. Elle a appris l'arabe littéraire en cachette. Son père finit par l'associer aux cours.

» Il y a chez nous une culpabilité profonde vis-à-vis de la femme. Ça commence avec la mère.



« J'ai travaillé avec les lycéennes. On a monté une pièce de théâtre en arabe. On a pu voir des jeunes filles de la bourgeoisie de Tiencen blasphémer sur scène ! »

C'est là que s'est produit le tournant. Je ne savais pas que je pouvais écrire en arabe populaire.

» La première belle chose qu'on a faite, c'était *Mohammed*, grande ta valise I, une pièce sur l'émigration. On a fait une tournée de cinq mois en France. Un succès extraordinaire. 70 000 immigrés l'ont vue. La première scène, je l'ai écrite en français. Le reste je l'ai écrit avec la troupe dans la langue du peuple. Huit mois de travail, jour et nuit. Les idées fusillaient de partout.

» Ensuite, on a sillonné l'Algérie pendant cinq ans. Nous avons touché plus d'un million de spectateurs. Nous avions le soutien du ministre du travail. Après son départ, nous nous sommes trouvés abandonnés. Plus de local. Moi, je me suis retrouvé avec neuf comédiens dans mon deux-pièces. Alors, on nous a éloignés à 500 km d'Alger, à Sidi-Bel-Abbès. Ils pensaient ainsi faire éclater la troupe. On n'avait pas de car pour circuler. On a tenu le coup. Mais notre production a chuté. Autour de nous, de notre travail, le silence. Jamais passé à la télé, sauf pour un flash.

L'homme maghrébin voit vite à quel état sa mère est réduite. La femme est opprimée. Ça se voit tous les jours. Un exemple : ma sœur est enseignante dans un petit village. Elle habite dans un logement de fonction. Son mari a pris une deuxième femme et a voulu la faire habiter sous le même toit ! Me sœur a refusé. J'ai même été voir le ministre de la justice. Ça n'a rien donné. Jamais ma sœur n'a réussi à se faire recevoir par le procureur parce qu'elle demandait le divorce. Le mari n'a pas réussi à lui imposer une deuxième épouse, mais il reste malgré tout polygame. C'est grave.

» En Tunisie, le statut de la femme est meilleur que chez nous. Il y a un tract en trois points diffusé par les islamistes et qui proclame « la République islamique » en Algérie. Un des points assimile la femme qui travaille à la prostituée ! Des femmes ont été attaquées au viol parce qu'elles portaient des pantalons. La police ne prend pas ses responsabilités à l'égard de la femme. La droite fanatique prend la religion comme masque. Mais les femmes se défendent. L'autre jour,

Algérie Actualité a publié une lettre formidable d'une lectrice à propos de la question du rattachement. Il y a un combat chez nous.

» Dès sa naissance, la femme est accueillie sans joie. Elle est l'éternelle sacrifiée. Jusqu'à son mariage, elle est considérée comme « une bombe à retardement » qui peut perturber l'ordre patriarcal. Les femmes parlent. Et même quand elles se taisent, leur silence a quelque chose d'orageux. Mais ce silence engendre la parole.

**Ni l'arabe ni le français**

» J'ai écrit une pièce *Les Voix des femmes*. C'était une commande du wali de Tiencen pour un spectacle « son et lumière ». J'ai lu l'histoire des Berbères d'Ibn Khaldoun, et j'ai fait un texte concret, un texte d'action sur base de l'histoire de l'Algérie. Le wali n'a pas apprécié. En même temps il y avait à Tiencen une troupe de jeunes filles qui montait une pièce *Le Poudre d'intelligence*. J'ai travaillé avec les lycéennes. On a ajouté un morceau de *Mohammed*, grande ta valise en arabe et on a donné la pièce. On a pu voir les jeunes filles de la bour-

geoisie démocratique blasphémer sur scène !

» Depuis l'indépendance de l'Algérie, on veut à tout prix imposer l'arabe littéraire. On a monté le *Cadavre enroulé* en arabe classique. Ça fut un échec. On a eu cent châtis ! Un gouvernement qui dispose d'un outil aussi extraordinaire que le télé et qui ne se soucie pas de se faire comprendre, puisque les journaux sont écrits en arabe littéraire que le peuple ne comprend pas, c'est étrange ! Nous avons une bourgeoisie d'Etat, parasitaire, et qui impose au peuple une langue qu'elle même ne pratique pas.

» Là où nous avons gagné, c'est au théâtre. Toutes les troupes utilisent l'arabe populaire. En outre l'Algérie indépendante a réduit les heures du tamazight (la langue berbère). Il y a deux heures au moins par semaine. On ne nuit pas à l'unité du pays quand on laisse cette langue vivre. Je ne soupçonne pas qu'il y avait en Algérie des gens qui ne comprennent ni l'arabe ni le français.

» Après tout, la langue tamazight est millénaire. On enseigne à

la télé l'anglais et pas le tamazight. C'est une langue qui n'a pas de statut. Une petite fille qui chante en tamazight et qu'on oblige de chanter en arabe, c'est traumatisant. Et puis il y a eu en 1980 les événements de Tizi-Ouzou où le pouvoir a interdit une conférence de Mouloud Mammeri. Les étudiants ont manifesté. Toute la population était avec eux. La répression fut brutale. On a déchiré les thèses des étudiants. Mais ça n'a rien fait. Le pouvoir a compris qu'il fallait s'en occuper. C'est devenu un dossier parmi tant de dossiers ! Heureusement, il y a eu le discours de Cheddi où il a dit que l'histoire de l'Algérie ne commence pas avec les Arabes.

» Comme je me suis insurgé contre l'Algérie française, je m'insurge contre l'Algérie arabomusulmane. On ligote un peuple à travers une langue et une religion. Je ne suis ni arabe ni musulman. Je suis algérien. Assurons d'abord l'Algérie. Ils disent que c'est important d'être entendu dans les autres capitales arabes. Et ton peuple ? Pourquoi ne pas lire entendu par lui d'abord ? Je m'insurge contre cette escroquerie qui consiste à parler de « nation arabe ». Dans tous les pays arabes, il y a des dialectes. Soyons nous-mêmes sans fermer les portes et les fenêtres.

**Une explosion de talents**

» Il y a eu plus qu'une coïncidence : deux plaies se sont ouvertes en même temps, le même année, en 1980 : la langue et la condition de la femme. La langue c'est la mère. Si tu m'enlèves ma mère qu'est-ce qui me reste ?

» Si on ne règle pas ces deux problèmes, l'Algérie ne sera pas, ne pourra pas être. Le mouvement des femmes comme le mouvement de Tizi-Ouzou sont menacés de manipulations diverses. Il faut respecter l'indépendance de ces deux mouvements et les prendre au sérieux : enseigner la première langue historiquement constituée, le

tamazight ; donner un statut à la femme.

» J'aurais voulu continuer à écrire. L'écriture en français me manque. Des jeunes gens frappent souvent à ma porte. Je leur parle. C'est ça l'Algérie. Le public est assoiffé. Il faut voir les jeunes. Répondre à leur attente. C'est nécessaire. Si je pouvais trouver cinq ou six mois de paix, je pourrais terminer un travail de recherche sur la langue française.

» Si j'écris aujourd'hui un livre en français et que j'essaie de le publier en Algérie, il y a peu d'espoir qu'il soit édité en Algérie parce que si j'écris un livre c'est pour toucher des points brûlants, délicats, pour mettre le doigt sur les plaies. Si je le publie en France, c'est aussi un échec, pour moi, pour l'Algérie. Il faut à nouveau frapper à la porte de la France. C'est comme si on n'avait pas avancé. Mais si ça continue ainsi, je serai obligé de le faire.

» Il y a actuellement en Algérie une explosion de talents, surtout en poésie. Je connais un jeune poète, il s'appelle Lamara, son recueil est accepté par la société nationale. Il attend sa publication depuis des années. Il n'y a pas de revues où ces jeunes puissent s'exprimer.

» A Oran, de jeunes poètes ont créé avec leur argent de poche une revue de qualité : *Voix multiples*. Il faut les encourager. Par ailleurs, je considère le dernier livre de Rachid Mimouni *Tamaza* comme un événement. Il vit et travaille en Algérie. Quand il s'est agi de publier quelque chose d'important, il a été obligé de s'adresser à un éditeur français. Ce livre fut boycotté. Silence total à part un article dans le journal du ministère de la jeunesse et des sports. Ce sont des jeunes qui ont parlé.

» Pourquoi faire le silence sur un livre ? Qu'on nous laisse nous exprimer. La troupe de théâtre va essayer de faire une publication indépendante. Il ne faudrait pas qu'on en soit réduit à faire du samizdat. Si on ferme toutes les portes, il y aura la littérature sous le bureau ! »

**Anticatholiques à Belfast**

Le manifestant de ces jours derniers est plus nombreux qu'à chaque fois. Il y a une manifestation de protestation contre le catholicisme. Les catholiques sont considérés comme des ennemis. Les protestants sont considérés comme des ennemis. Les catholiques sont considérés comme des ennemis. Les protestants sont considérés comme des ennemis.

**Le dernier b... 63 morts. D'un... land du Cirket.**

**Près d...**

Johannesburg, a été roué de coups. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups.

**LE...**

Si nos dirigeants voyaient la France, le microcosme de la ville, ils pourraient comprendre quelques choses. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups. Les dirigeants de la ville ont été roués de coups.

**LE...**

Tout indique de préparer une... sive au moins v... agressive vis-à-vis...

**LE...**

Les débats poursuivent... des discussions... que délicates... de faire avancer la... terrain... d'admettre d'une... et sans... cause l'apparte... à l'Union au Royaume... Dubain à la pro...

**Le c...**

« Superbe... talgique... J.M.G. Le... difficile : é... héros s'im... GAL... »

مكتبة الأمل